

مكة المكرمة

« L'Economie » : le lobbying français à Bruxelles

Le Monde

15, rue Falguière, 75001 Paris Cedex 15

BOURSE

QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE - N° 14857 7 F

MARDI 3 NOVEMBRE 1992

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Gallée : une réhabilitation salutaire

APRÈS Christophe Colomb, Obédias par les fantômes de son passé, l'Eglise catholique telle dans son histoire faite de « zones d'ombre et de lumière », comme aime dire Jean-Paul II. Pour ce pape, la mémoire fait partie du système de gouvernement. En réhabilitant Gallée, trois cent soixante ans après sa condamnation - et après treize ans d'enquête au Vatican - Jean-Paul II tourne la page de l'un des chapitres les moins glorieux de l'histoire du catholicisme. Gallée était devenu - et risqua de le demeurer en dépit de cette tardive réhabilitation - la figure emblématique de siècles d'iniquité et d'intolérance.

Et d'un divorce retentissant entre une Eglise devenue obscure, ramifiée, après l'expulsion d'un saint Augustin ou des Pères grecs, et une science qui découvrirait alors sa puissance. En 1633, Gallée est condamné par le tribunal de l'Inquisition de renoncer à la thèse de Copernic, le moine polonais mort un demi-siècle plus tôt, selon laquelle la Terre, comme les autres planètes, tourne sur elle-même et autour du Soleil. Et il est condamné après avoir prononcé, dans une sorte de défi tragique, la phrase légendaire : « Et pourtant elle tourne ». A propos de la Terre.

Si le système copernicien s'est depuis longtemps réconcilié avec le dogme chrétien, le procès de Gallée est-il pour autant terminé ? C'est au nom d'une lecture littérale et historique du récit de la Création dans la Genèse que le savant italien avait été réduit au silence. Sa réhabilitation d'aujourd'hui n'indique-t-elle pas que d'autres lectures allégoriques (le paradis terrestre ou le récit originel) et d'autres vérités dogmatiques devront, un jour ou l'autre, être remises en question ?

Elle souligne, en outre hypothèse, que l'histoire tumultueuse des rapports entre la science et la religion qui, dès le siècle suivant, avait rebondi avec Buffon et la querelle de l'évolution - pour ne plus s'arrêter - appelle aujourd'hui à des révisions rétrogrades et déchirantes. Egalement attaquées, la science et la religion sont invitées à plus de modestie et d'humilité. Le scientisme est (presque) mort et, à part quelques approches nouvelles, la science ne prétend plus aujourd'hui à une connaissance universelle des lois de l'univers. Et si le pape revendique encore pour certaines décisions, plus limitées que ne le croit l'opinion, le droit à l'infailibilité, l'Eglise a cessé de vouloir substituer à la recherche scientifique les données d'une révélation et reconnaître la science comme évidence de toute culture.

A la science et la religion ne sont pas pour autant à l'abri de toute nouvelle tentation totalitaire. L'Eglise n'a sans doute pas tort d'affirmer que l'homme de science se trompe à vouloir résoudre des questions qui échappent à sa compétence. Mais il faudrait s'empêcher d'ajouter que l'homme de religion qui prétendrait diriger le monde au nom d'une révélation divine - il n'en manque pas par ces temps d'intolérance et d'intégrisme - serait un danger pour l'humanité.

Lire page 16 l'article de MARIE-CLAUDE DECAMPS

M0147 - 1103 0 - 7.00 F



Le scrutin du 3 novembre aux Etats-Unis Les Américains ont à choisir entre le « changement » et le « statu quo »

Les Américains votent, le mardi 3 novembre, pour élire leur président, leur vice-président et les 435 membres de la Chambre des représentants. Ils doivent aussi renouveler un tiers du Sénat, choisir douze gouverneurs et désigner une multitude d'élus au niveau local et à celui des Etats.

Les sondages continuent de donner une certaine avance à M. Clinton, candidat démocrate, sur M. Bush, président sortant. Le choix se situe entre le « changement » incarné par le premier, et l'« expérience » qu'affirme représenter le second, mais qui équivaut au maintien du « statu quo ».

Sur fond d'incertitudes économiques

WASHINGTON

de nos envoyés spéciaux

Deux petites phrases de fin de campagne résument l'enjeu de l'élection présidentielle américaine. Le candidat démocrate, toujours favori, M. Bill Clinton, déclarait ce week-end : « C'est le traditionnel conflit entre le changement et le statu quo, le choix entre l'espoir qu'incarne le changement et les peurs qu'il suscite. » Le président sortant et candidat républicain, M. George Bush, ne le démentait pas, qui disait à son tour : « Fermez les yeux et imaginez une situation de crise avec un président qui serait totalement sans expérience, qui n'aurait jamais été testé, un « leader » à propos duquel nous serions finalement très peu de chose. » D'un côté, M. Bill Clinton, le changement, même d'inconnu, après douze années

de présidence républicaine ; de l'autre, M. George Bush, l'expérience de treize ans de vie publique, certes, mais aussi la déception de ces quatre années d'andance économique et d'apathie intérieure. Le choix n'est-il pas d'extraordinaire s'il ne se posait, en cette année qui vit la fin de la guerre froide, sur fond d'incertitudes économiques et politiques. « L'électorat éprouve une profonde anxiété quant à la capacité du pays à redynamiser l'économie (...) et à tenir sa place dans la compétition internationale », écrit le Los Angeles Times. De la campagne des primaires, cet hiver, à ce dernier week-end électoral, l'économie aura été la préoccupation principale de l'élection 1992.

ALAIN FRACHON
et JEAN-PIERRE LANGELLIER

Lire la suite page 7

La détente sur les marchés financiers européens

La Banque de France baisse ses taux d'intérêt directeurs

Confirmant la détente sur les marchés financiers, la Banque de France a diminué, lundi 2 novembre, ses principaux taux d'intérêt directeurs. Le taux d'intervention a été abaissé de 9,60 % à 9,35 % (-0,25 point). Cette décision a été prise alors que l'institut d'émission a reconstitué les réserves

de changes dépensées en septembre lors des attaques contre le franc. Le ministre de l'économie, M. Michel Sapin, a déclaré que « la bataille du franc » est désormais achevée et que l'assouplissement du crédit en France s'inscrit dans un « mouvement général de repli des taux d'intérêt en Europe ».



Lire l'article de FRANÇOISE LAZARE page 21

De la justice politique à la limitation des privilèges

Pour juger les élus, il faut éviter l'impunité de fait tout autant que les procès ordinaires

par Thierry Bréhier

Le réveil est aussi brutal que tardif. Les dirigeants socialistes viennent de comprendre que dans le dossier du sang contaminé comme dans toutes les autres « affaires » qui ont agité le débat politique ces dernières années ils ont trop attendu pour réagir aux accusations de leurs adversaires et surtout - ce qui est encore plus grave - aux besoins d'information et de justice des citoyens.

En proposant une modification du mécanisme de la Haute Cour, comme l'ont fait MM. Michel Rocard et Laurent Fabius, ou en demandant à s'exprimer, d'ici là, devant un jury d'honneur, comme celui qui était à l'époque des faits premier ministre, ils donnent l'impression de vouloir offrir aux responsables politiques le moyen de s'extraire du cadre juridique, tel qu'il existe aujourd'hui. Ce n'est pas la meilleure façon de convaincre l'opinion qu'élus et gouvernants sont prêts

à rendre des comptes. Une réforme de la Haute Cour est à l'évidence indispensable, mais elle ne doit pas servir à empêcher les ministres qui ont eu à connaître - ou qui auraient dû avoir à connaître - le dossier du sang d'assumer leurs responsabilités. En outre, la question est assez importante pour que la réponse à un cas précis, si dramatique soit-il, n'entraîne pas un changement purement circonstanciel, qui pourrait, par la suite, s'avérer aussi pernicieux que la

solution actuelle. La principale responsabilité d'un ministre est bien entendu politique. C'est d'abord au Parlement qu'il doit rendre des comptes.

Mais l'Assemblée nationale n'a pas les moyens d'exiger, même pour une faute lourde, le départ d'un seul ministre : elle ne peut que renverser le gouvernement tout entier si son chef n'a pas accepté de se défaire d'un de ses collaborateurs fautifs.

Lire la suite page 13

Sans amarres ni repères

Le village planétaire ne peut se passer
d'un minimum d'ambitions communes

par André Fontaine

Un qui retarde un peu, à moins qu'il n'ait voulu manifester son sens de l'humour (poir), c'est l'ancien ministre des affaires étrangères de Gorbatchev, devenu aujourd'hui le maître de son pays natal, le même que celui de Staline. Après avoir dénoncé le « complot des forces réactionnaires russes » qui encourageaient, selon lui, le séparatisme abchaze, et salué en FOTAN une « grande force de stabilisation », Edouard Chevardnadze a affirmé que la Géorgie « apporterait sa contribution au nouvel ordre mondial qui est en train de se mettre en place » (1).

La Géorgie en question est à feu et à sang. Quant à l'« ordre mondial » dont George Bush avait prophétisé, au lendemain de la guerre

du Golfe, l'imminent avènement sous la bannière américaine, il est, dans la campagne électorale en cours, aux abonnés absents. Le successeur de Reagan doit se mordre les doigts d'avoir cru que le succès de sa politique étrangère suffirait à assurer sa reconduction dans un fauteuil : une majorité de ses compatriotes s'apprêtent aujourd'hui à voter non pas tant pour un Clinton ou un Perot dont beaucoup ne prennent pas les promesses pour argent comptant, que contre un homme coupable, à leurs yeux, de s'être moins intéressé à leurs problèmes qu'à ceux de la planète.

Passe encore si celle-ci, grâce à lui, se portait mieux ! Dieu sait malheureusement que ce n'est pas le cas.

Lire la suite page 4

Des espions russes au cœur du secret nucléaire français

Lire page 14 l'article de ERICH INCTAN

Philippe Alexandre

Philippe Alexandre

Mon livre
de cuisine
politique



Amnistie, cohabitation, magouille...
La cuisine politique française à la carte.

Grasset

Lire aussi

M. Hervé trouve
« injustes » les accusations
de M. Kouchner
page 25

Trois chapitres
par JEAN-YVES NAU
et FRANK NOUCH

Les réponses d'un procès
par LAURENT GRELSAMER
pages 12 et 13

L'ECONOMIE

Liban :
la ruine et l'espoir

Deux ans après la fin de la guerre, le pays, sous contrôle syrien, est toujours au point mort et l'économie plus malade que jamais. Mais l'arrivée du nouveau premier ministre suscite une folle espérance.

Lire aussi la chronique
de PAUL FABRA
pages 27 à 38

ESPACE EUROPEEN

Les Triganes
mal-aimés de l'Europe
pages 9 à 11

A L'ETRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 8 DH ; Tunisie, 750 m. ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Danemark, 9 F ; Côte d'Ivoire, 400 F CFA ; Espagne, 180 PTA ; Grèce, 36 p. ; Irlande, 220 IR ; Italie, 1,20 L ; Luxembourg, 42 R ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 2,75 F. ; Portugal, 170 ESC ; Royaume-Uni, 450 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 1,90 FS ; USA (NY), 2 \$; USA (other), 2,50 \$.

DÉBATS

Un entretien avec Philip Roth

« Aux États-Unis, la partie se joue sans les gens cultivés »

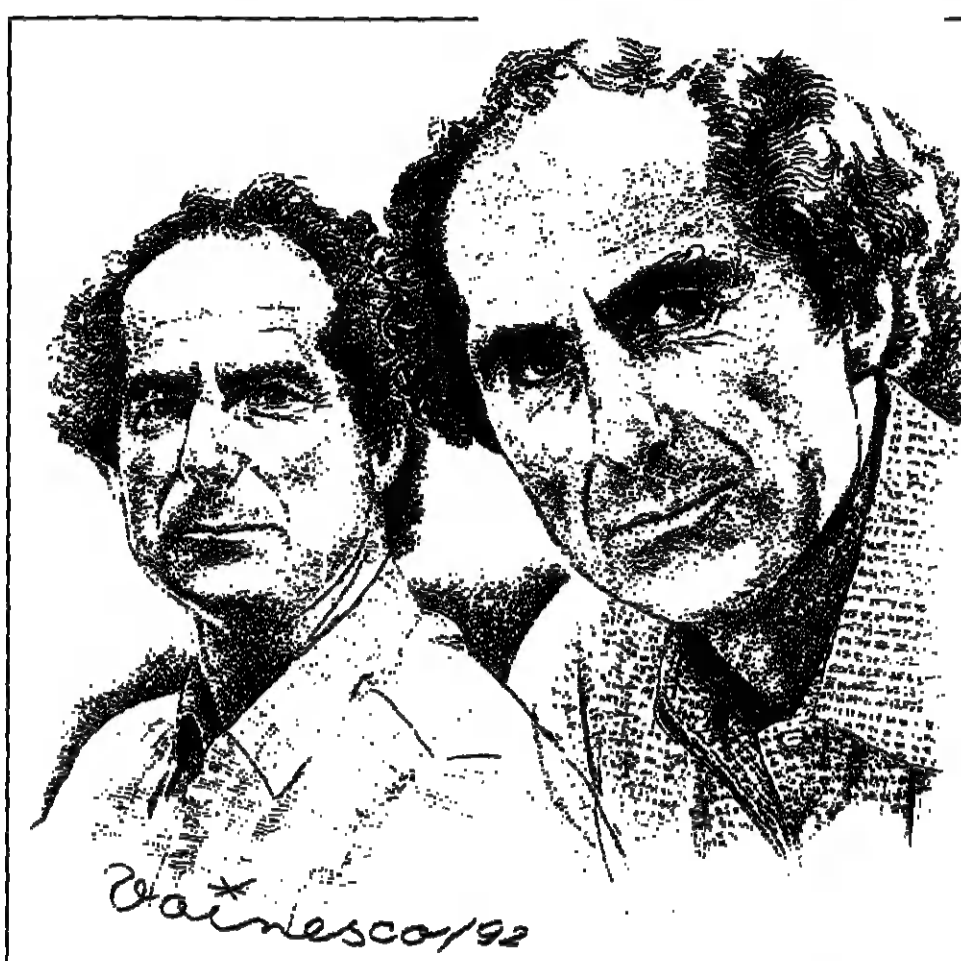
« A plusieurs reprises vous vous êtes interrogé sur l'Américain que vous étiez, le jeune garçon, l'adulte qui a passé plusieurs années en Europe. Qu'est-ce qu'un Américain, pour vous, aujourd'hui ? »

« C'est une question à laquelle on pourrait consacrer la totalité de la conversation. Mais prenons les deux moments que vous mentionnez, l'adolescence et mon retour de l'étranger, il y a quelques années. Là, j'ai eu le sentiment très vif d'être américain. En 1945, j'avais douze ans, et l'Amérique était la puissance victorieuse. L'Amérique était une forteresse, un paradis. Ajoutons à cela le fait d'être juif. Nous savions, nous les enfants juifs, qu'il s'était passé quelque chose de terrible. Sans savoir exactement quoi. Je n'étais pas pour autant un patriote inconditionnel. Quand j'avais quinze ans, j'étais, avant toute chose, critique. »

« Par la suite, je n'ai pas eu à me « sentir » américain : je vivais ici. Mais, en 1977, je me suis en partie (sept mois sur douze) installé en Angleterre. Cela a duré onze ans. Après l'excitation et la curiosité des deux ou trois premières années, je me suis senti très isolé. Quelque chose me manquait : une certaine vivacité, dont, à mes yeux du moins, l'Angleterre est totalement dépourvue. J'ai donc eu envie de revenir ici, ce que j'ai fait voilà quatre ans. A mon retour, j'étais euphorique, non parce que je retrouvais l'Amérique, mais parce que j'avais la sensation d'être sorti de prison. J'ai redécouvert New-York. Je me suis remis à enseigner. Aujourd'hui, je suis accoutumé à « être de retour ». Je peux de nouveau voir ce qui est détestable ici. Durant les derniers mois, j'ai eu de quoi faire. »

« Sur le plan politique, ces derniers mois ont été occupés par la campagne pour l'élection présidentielle. Vous avez écrit un livre contre Nixon (Richard Nixon et ses copains) dans votre autobiographie, les Faits, vous évoquez votre fascination de jeune homme pour Adèle Stevenson. Vous avez, la dernière fois, voté Dukakis. Où vous situez-vous aujourd'hui ? »

« J'ai, comme la plupart des gens de mon milieu, toujours voté démocrate, bien sûr. Mais ce qui se passe aujourd'hui est franchement déprimant. La réélection de Bush serait vraiment une chose terrible.pire que son élection. pire que la réélection de Reagan. Car la corruption, dans tous les domaines, a atteint son comble. C'est extrêmement inquiétant. Ces gens-là sont tout simplement inacceptables. Prenez les débats télévisés. Celui des candidats à la vice-présidence était particulièrement intolérable. Quayle a exhibé l'hypocrisie qui saisit les lâches quand ils



se sentent menacés, donc « prêts à tout ». C'était horrible. Après le débat, un certain nombre de gens, dont moi, se sont précipités sur le téléphone pour appeler des amis. Si on avait pu tracer la carte de toutes ces conversations téléphoniques, on aurait eu une vision de cette sorte de « goule » des intellectuels américains, s'appelant les uns les autres pour se reconforter.

« Est-ce une confirmation de plus du lien entre le chaos politique et la décadence de la langue, que vous avez souligné à maintes reprises ? »

« Est-ce moi ? Ou plutôt George Orwell ? C'est une évidence, non ? Voyez où on en est. Le langage de Clinton ne m'inspire guère non plus, notamment ses propos après sa désignation par la convention. Je crois bien que c'est la première fois au monde qu'un homme politique a dit dans un discours public : « Maman, je t'aime ». Tout cela est, certes, plutôt vulgaire. »

« Cependant, le langage de Clinton se veut direct, clair, efficace. Les autres... ce n'est même pas

l'anglais qu'ils parlent... c'est cette espèce de « jargon Disney » qui nous a envahi. »

« Comment se sentir vraiment américain quand on n'est ni sentimental ni puritain et quand on a, comme vous, un goût inné de l'ironie ? »

« Mais il y a des Américains ironiques ! Il y en avait... sûr lors du dernier recensement. Peut-être faut-il en ajouter un ou deux. » « Quand vous dites « sentimental », je pense que vous ne voulez pas dire : « qui ont du sentiment » ; vous parlez bien du sentimentalisme. Les Américains sont prêts à être manipulés en politique par le sentimentalisme. Leur relation à l'art est sentimentale. Ce qui ne signifie pas qu'ils aient du sentiment. A dire vrai, dans leurs relations privées et professionnelles, ils n'en ont guère. La réalité des familles américaines le démontre amplement. »

« Les Américains sont prêts à être manipulés en politique par le sentimental »

« Quant au puritanisme, ce n'est qu'un faux-semblant. Il suffit de tourner le bouton de la télévision, d'aller au cinéma, dans un bar, dans une cité universitaire pour s'en convaincre. Ce n'est pas une représentation culturelle dont les politiciens comme Bush ou Quayle tentent de se servir. Ils s'adressent aux grands-mères ; ils parlent de quelque chose qui est mort depuis soixante ans. Madonna, elle, est bien réelle. Les films qui mettent en scène les perversions sexuelles sont bien réels. Moi, ça ne m'intéresse pas, mais la plupart des gens sont accoutumés à tout cela. »

« Je ne crois donc pas que la vie des Américains puisse être décrite comme puritaine. Que des politiciens s'efforcent de ce masque-là et qu'une partie du public semble leur répondre n'a aucune influence. Le danger est de voir cela en étranger, de l'extérieur, uniquement à travers la presse, et de chercher, comme le font les Européens, une explication globale. Ça ne fonctionne pas comme ça, l'Amérique. Je peux vous parler des rues, des routes, de l'endroit où je vis dans le Connecticut. Tout cela est connu. Il y a ici tant de populations et de géographies différentes, tant d'expériences et de névroses diverses... Il est impossible d'introduire de l'ordre là-dedans. C'est pourquoi cette société, contrairement aux clichés propagés par la gauche européenne, n'est ni d'ordre moral ni policier. Toute généralisation est erronée. »

Né le 19 mars 1933 à Newark dans le New Jersey, Philip Roth a commencé à écrire dans les années 50. Son premier livre publié, un recueil de nouvelles, Goodbye, Columbus (1959) a été immédiatement distingué (il a reçu le National Book Award) mais a fait scandale, une partie de la communauté juive accusant Roth d'être « un juif antisémite ». Depuis, une vingtaine de titres sont venus nourrir cette œuvre. Le dernier, Patrimoine, un texte autobiographique, vient de paraître en France (Le Monde des livres) en rendra compte le 6 novembre. Pour certains, Philip Roth est l'un des plus grands écrivains américains vivants. Pour d'autres, il est avant tout l'auteur de Portnoy et son complexe, best-seller mondial. Pour tous les conformistes, il est, à jamais, un homme dérangeant. A la veille de l'élection américaine, nous l'avons rencontré, à New-York : voici le regard aigu, la parole caustique d'un écrivain américain sur la société d'aujourd'hui et celle de demain.

« Que pensez-vous du mouvement « political correctness » (PC) qui peut être vu comme un mouvement d'ordre moral, banalisant, par exemple, l'œuvre d'un artiste jugé offensant pour les femmes ou proscrit pour l'étude de certains écrivains et philosophes pour des raisons similaires ? »

« Cela ne me touche pas ; je ne me sens donc pas aussi irrité que si j'étais visé. Quand j'enseignais à l'université, j'ai été témoin de quelques comportements navrants. Mais jamais dans mon cours. Pour moi, votre question revient à demander si une chose stupide est vraiment stupide : la réponse est « oui ». C'est un comportement éhémé, anti-intellectuel, pesant, qui pourrait l'être aussi. Mais cela reste limité à l'université et n'a rien de vraiment dangereux. Du reste, c'est surtout concentré dans les universités « chics » ; c'est, largement, une maladie de l'élite. Il est vrai que certaines œuvres ne sont plus lues, pour les raisons que vous avez mentionnées, mais, franchement, je ne me sens pas concerné. »

« Ni même dérangé ? »

« Non. Je n'y vois pas une véritable atteinte à la liberté d'expression qui justifierait que je m'engage pour la combattre (par ailleurs, je ne vois pas ce que ça changerait si je m'engageais). Ce n'est pas un avatar du macabre, comme certains le croient en Europe. Pas du tout. C'est une querelle universitaire, angoissante pour ceux qu'elle touche, j'en conviens, mais qui n'affecte qu'une toute petite partie de la société. »

« Quel est votre rapport à l'Europe ? Vous n'aimez pas qu'on vous range dans « l'école juive de New-York » aux côtés de Saul Bellow, Bernard Malamud et Norman Mailer. Serait-il plus pertinent d'étudier les convergences entre votre œuvre et celles de romanciers européens, particulièrement le Tchèque Milan Kundera et le Français Philippe Sollers, avec lesquels, au-delà des différences culturelles et biographiques, vous semblez avoir « partie liée » ? »

« Je crois être plus proche de l'Europe que n'importe quel autre romancier américain d'aujourd'hui. Il est certain qu'avec ces deux Européens-là je me sens « chez moi », en convalescence. Autant que faire se peut (tout comme je me sentais en accord avec un autre Européen, Danilo Kis). Tous les deux, je les connais, et, en dépit de la barrière linguistique, qui nous empêche d'aller au plus profond des choses dans la conversation, je sens que nous nous comprenons. J'ai, avec ces romanciers européens, des liens plus forts qu'avec mes contemporains américains. C'est ce qui sous-tend les similitudes qu'on peut relever dans nos livres. Ce que nous avons à coopérer en commun, tous les trois, c'est une réflexion, une pensée du roman. »

« Et un travail sur le roman-que de la pensée. Une interrogation sur l'art et la société, sur la

l'écrit dans cette réalité-là... donc dans cette illusion. »

« Et vous dites préférer cette situation à celle des écrivains en Europe, qui bénéficient de plus de « respect » ? »

« C'est vrai, car ce respect n'a aucun sens. Du reste, je crois qu'il n'existe plus, en Europe non plus. Cette prise en compte de la réalité est, d'une certaine manière, rassurante. Respecter les écrivains, dans la société actuelle, ce serait seulement manifester de la pitié, car nous savons que l'impact des livres est inexistant, que la capacité d'inventer le roman-que de la réalité est totalement étrangère à la mentalité américaine. Il ne faudrait pas en déduire qu'on nous méprise. Il y a seulement une immense indifférence, sauf si, soudain, un de nos écrits fait sensation. Ce n'est pas ce qui est écrit qui intéresse, c'est le sensationnel. »

« Vos romans sont tout de même lus, en Amérique et ailleurs. Et largement commentés dans la presse. »

« La presse ? Soyons réalistes. Sur trente articles, vingt-cinq n'ont rien à voir avec une quelconque critique. Les cinq autres sont « convenables » - qu'ils disent, ou non, du bien du livre. Je pense que tous les écrivains, partout, peuvent faire la même analyse, et que la critique a, partout, à peu près la même fonction : l'histoire de la critique journalistique n'est guère brillante, où que ce soit, n'est-ce pas ? La vraie question, pour un écrivain, c'est : y a-t-il un « retour du son » ? Y a-t-il un véritable écho à ce que nous publions ? Moi, je fais lire mon manuscrit à quelques personnes - pas plus de dix - avant de le remettre à l'éditeur. C'est leur opinion qui m'importe. Eux m'apportent le plaisir d'avoir été lu. C'est cela, pour moi, « publier ». »

« Ensuite je donne le livre à l'éditeur et l'essai de le publier, de ne pas trop accorder d'importance à ce qui va se passer. Je n'y parviens pas toujours. Le livre s'en va, sans que quelques milliers de personnes, qui, tout de même, lisent encore. Mais je me demande avec quelle parole de ce qu'ils ont lu. Ici, il n'y a personne à qui parler. Il est très difficile de trouver quelqu'un avec qui avoir, pendant une heure, une conversation précise sur un livre. Je ne sais pas si c'est vrai pour le monde entier. Mais je peux certifier que c'est vrai en Amérique, même à New-York. C'est pour cela que j'aimais enseigner. Pendant trois heures, on pouvait parler d'un livre. Tout le monde avait lu le livre. La lecture a toujours été, certes, une activité solitaire. Mais elle n'était pas synonyme d'isolement. Désormais, celui qui lit est isolé. »

« Les écrivains, même quand ils sont lus, ont souvent le sentiment d'être lus pour de mauvaises raisons. Et mal compris, comme vous le soulignez à la fin des Faits. Quel est votre sentiment sur ce malentendu ? »

« Je le trouve hautement désolable. J'adore ça. Comme tous les autres écrivains. Nous devons apprendre à aimer ça. Je ne voudrais pas paraître tolérant et un peu amolli, et pourtant c'est peut-être l'image que je donne. Sans doute parce que je vais bientôt fêter mes soixante ans. Mais ça devient franchement ennuyeux de se battre contre les gens qui refusent de comprendre ce que vous avez écrit. Qui refusent de vous lire. Finalement on en a marre ; on s'en fout. »

« Je viens juste de finir un livre, donc notre conversation se place à un bon moment. Ce livre, le dernier volet de mon cycle autobiographique, c'est deux ans et demi de travail. Pendant que je travaille, je ne peux pas m'occuper de savoir si les gens vont comprendre ce que je dis, vont me lire correctement. J'ai un problème à résoudre. Chaque jour. C'est cela, pour moi, l'aventure quotidienne. La grande aventure. Le reste s'adresse à l'enfant qui est en moi, ou plutôt à l'adolescent. A ce qui demeure d'adolescent en nous, les écrivains. L'adolescent est combatif, susceptible, déçu, il pleure, il se plaint, il crie. Et voilà ce qui arrive dès que le livre est publié : l'adolescent en nous se réveille. Mais pendant le temps où nous écrivons, c'est l'être humain dans toute son ampleur, dans sa totalité, qui est à l'œuvre. C'est ça l'aventure, cette expérience, cette plénitude. »

Propos recueillis et traduits de l'anglais (États-Unis) par JORVANE SAVIGNEAU

Les livres de Philip Roth sont publiés chez Gallimard. De nombreux titres sont disponibles en poche (Le Folio).

Le Monde des DÉBATS

ABONNEZ-VOUS

1 AN 11 NUMÉROS 216 F SEULEMENT
(Valable jusqu'au 31/12/92)

OUI, je m'abonne au Monde des débats au tarif exceptionnel de lancement, 1 an (11 numéros) : 216 F au lieu de 330 F, prix d'achat au numéro, (soit près de 4 mois de lecture gratuite).

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Vous trouverez ci-joint mon règlement : 221 DB 02

☐ Chèque joint

☐ Carte bleue n° Expire à fin

☐ Carte Amex n° Expire à fin

Date et signature obligatoires :

Bon à renvoyer impérativement avant le 31 décembre à :
Le Monde des débats, Service abonnements, 1, place Hubert-Beuve-Méry,
94832 Ivry-sur-Seine Cedex / sur MINITEL 3615, LE MONDE code ABO

OFFRE SPÉCIALE DE LANCEMENT

مركز أمنة

ÉTRANGER

Après une nouvelle victoire serbe à Jajce

Immense exode dans le centre de la Bosnie-Herzégovine

Des milliers de réfugiés des environs de Jajce, prise par les forces serbes, se pressaient, samedi 31 octobre et dimanche 1^{er} novembre, sur les routes du centre de la Bosnie-Herzégovine tandis que les canons serbes se déchaînaient sur Sarajevo, faisant près de quarante morts et quelque 200 blessés. A pied, en voiture, à cheval ou en charrette à foin, des milliers de paysans se bousculaient avec une armée en retraite sur la route de 40 km qui mène de Jajce à Travnik (70 km à l'est de Sarajevo).

Une colonne de véhicules encombrait les carrefours de Travnik, où les réfugiés s'entassaient par centaines sur les places, dans des pré, sans savoir quelle serait leur prochaine destination. D'après les combattants qui se regroupaient tant bien que mal à Travnik, Jajce est tombée, jeudi, aux mains des Serbes, mais les combats se poursuivaient sur les collines. De nombreux réfugiés, qui ont mis entre douze heures et trois jours pour atteindre Travnik, ont dit avoir vu des morts et des blessés en chemin, victimes des bombardements.

Des centaines de véhicules quittaient Travnik, où les réfugiés défilent depuis vendredi, pour se diriger vers d'autres villes du centre de la Bosnie. A Zagreb, le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), qui a annoncé son intention d'envoyer jusqu'à

100 tonnes de nourriture par jour « pour aider à soulager les derniers déplacements de population », a estimé entre 15 000 et 30 000 le nombre de personnes fuyant Jajce. « Il faut un cessez-le-feu dans la région pour épargner les gens qui fuient la ville », a souligné M. José-María Mendiluce, émissaire spécial du HCR.

A Sarajevo, l'artillerie serbe qui surplombe la ville est restée active toute la journée. Le samedi, à la veille de l'arrivée d'un convoi de l'UNICEF qui devait inaugurer une « semaine de tranquillité ». Composée de dix camions transportant des vêtements, des couvertures ainsi que de la nourriture et des médicaments, le convoi du Fonds des Nations unies pour l'enfance a d'abord fait étape à Pale, localité serbe des environs de Sarajevo contrôlée par les Serbes, où ont été laissés cinq camions, les cinq autres étant dévolus à la capitale assiégée. Le but de cette « semaine de la tranquillité » est de porter assistance à un million d'enfants coincés dans les zones de guerre. Elle devait, dans l'esprit des organisateurs, s'accompagner d'une trêve.

Le directeur général de l'UNICEF, M. James Grant, qui accompagnait le convoi, a toutefois reconnu qu'après plus d'un an de ruptures d'engagements l'idée d'une « semaine de tranquillité » au milieu d'un conflit aussi sanglant appelait au scepticisme. Arrivé dimanche en fin de

matinée avec le convoi de l'UNICEF, M. Grant a quitté Sarajevo le même jour en début d'après-midi. A la tombée de la nuit, les affrontements à l'arme automatique ont redoublé d'intensité. A Belgrade, le premier ministre Yougoslave, M. Milan Panic, devait faire face, lundi 2 novembre, à une nouvelle motion de censure émanant de nationalistes et de radicaux serbes qui cherchent à sanctionner ses efforts de conciliation en Bosnie.

Motion de censure contre M. Panic

Nommé voici trois mois, M. Panic a déjà surmonté une motion de censure. Mais on souligne de source parlementaire que le Parti socialiste du président serbe Slobodan Milosevic semble, cette fois, avoir tout mis en œuvre pour le renverser. « Cette motion de censure peut facilement déclencher une crise constitutionnelle dans la fédération, voire même provoquer son démantèlement », a estimé un parlementaire en vue. Cette fois, les socialistes ne reculeront pas. Lors du dépôt d'une motion analogue, il y a deux mois, seule l'intervention insistante du président yougoslave Dobrica Cosic avait empêché les socialistes de renverser M. Panic.

Dimanche soir, la télévision de Belgrade - acquise à M. Milosevic - a diffusé une émission politique spéciale de deux heures dans laquelle M. Panic était pré-

sente comme une menace pour les intérêts nationaux. Par ailleurs, le président albanais, M. Sali Berisha, a mis en garde la communauté internationale contre l'extension du conflit dans l'ex-Yougoslavie à la province du Kosovo (province de Serbie peuplée à 90 % d'Albanais), à l'issue d'un entretien, samedi à Tirana, avec le président bosniaque Alija Izetbegovic. La guerre en Bosnie, qui oppose les communautés serbe (orthodoxe), croate (catholique) et musulmane, « vise à créer un fossé entre le monde occidental et le monde islamique », selon le président albanais.

Cependant, le trafic de pétrole d'Albanie vers la Yougoslavie (Serbie et Monténégro), en violation de l'embargo imposé par l'ONU, a pris une ampleur inquiétante, selon les autorités albanaises, qui ont arrêté des dizaines de trafiquants et saisi plusieurs dizaines de tonnes de pétrole depuis l'instauration des sanctions, en mai dernier. A l'une des voies préférées des trafiquants semble être le lac de Shkoder (ville du nord du pays, près d'un lac où passe la frontière albano-monténégrine) a empêché le passage de cinquante-quatre cargaisons de pétrole par camion ou bateau vers la Yougoslavie. L'une des voies préférées des trafiquants semble être le lac de Shkoder ainsi que les montagnes et les forêts du nord de l'Albanie, en direction du Kosovo. (AFP, Reuters)

Le CICR appelle à la création de « zones protégées »

GENÈVE

de notre correspondante

Espérant sensibiliser, de façon concrète, la communauté internationale au drame bosniaque, le président du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), M. Cornelio Sommaruga, a appelé à la création de « zones protégées » où pourraient être accueillis en toute priorité les quatre mille civils qui croupissent dans un camp de Bosnie-Herzégovine, celui de Tropolje, ainsi que d'autres « groupes vulnérables ».

Devant l'ensemble des ambassadeurs en poste auprès de l'ONU, à Genève, il a également demandé qu'un asile puisse être trouvé pour cinq mille prisonniers qui attendent leur libération (le Monde du 25-26 octobre) et pour leurs familles. De façon plus générale, il a demandé que tout soit mis en œuvre pour que puissent être assistés sur place près d'un demi-million de réfugiés que le pire attend à l'orée de l'hiver.

Nourrir et soigner la population réfugiée

Pour ce qui est des « zones protégées », elles seraient placées sous le mandat du CICR, mais, contrairement à ce qui s'est passé pour les « zones neutralisées », tels que certains hôpitaux, il appartiendrait

aux gouvernements et aux Nations unies de créer ces zones, et à une Force de protection de l'ONU (FORPRONU) considérablement renforcée - dont la mission serait plus étendue que celle qui se limite à protéger les convois humanitaires - d'en garantir la sécurité.

En outre, les différents organismes onusiens et non gouvernementaux seraient appelés à nourrir la population qui y aurait trouvé refuge et à lui dispenser les soins médicaux nécessaires.

Au cours de cette même réunion, M. Sommaruga a déploré qu'en dépit de tous les engagements pris par les trois parties au conflit, et encore renouvelés le 1^{er} octobre à Genève, les délégués du CICR n'aient pu avoir accès à plusieurs milliers de prisonniers.

Les ambassadeurs qui étaient présents ne peuvent ignorer que la plupart de ces détenus sont des civils désarmés, arbitrairement arrêtés au nom de la « purification ethnique » et internés dans des camps où ils sont affamés et subissent les pires traitements. Ils ne peuvent qu'être parfaitement conscients des graves violations du droit international humanitaire qui continuent à être impunément perpétrées. « Il faut agir et agir vite », a souligné le président du CICR.

ISABELLE VICHNIAC

M. Radovan Karadzic réitère l'idée d'une « cantonisation » ethnique

Le leader des Serbes de Bosnie-Herzégovine, M. Radovan Karadzic, a proposé, samedi 31 octobre, la division de la République en cinq « cantons », dont un serbe, un croate et trois musulmans, a annoncé l'agence serbe de Bosnie SRNA.

Les trois cantons musulmans, qui seraient constitués autour de Tuzla (nord), Zenica (centre) et Cazin (ouest), n'auraient droit qu'à une voix dans les institutions conjointes, selon l'idée de

M. Karadzic, qui a rejeté les principes du projet constitutionnel de Genève portant notamment sur une monnaie, une armée et une politique extérieure communes ainsi que sur la régionalisation de la Bosnie ne tenant pas compte de « la composition ethnique ».

« Le peuple serbe ne renoncera pas à sa personnalité ethnique, à sa souveraineté et à son droit à décider avec qui et jusqu'à quel degré il allait s'associer », a déclaré M. Karadzic. (AFP)

RUSSIE : nouveau foyer de conflit dans le Caucase

Des unités de parachutistes se sont interposées dans les combats entre Ossètes et Ingouches

Des troupes russes sont intervenues, samedi 31 octobre, pour bloquer une attaque menée par des combattants ingouches contre les environs de Vladikavkaz, ville « historiquement » ingouche et que ces derniers revendiquent comme leur capitale, mais qui est actuellement la capitale de l'Ossétie du Nord.

MOSCOU

de notre correspondant

L'intervention de plusieurs milliers de parachutistes et de soldats du ministère de l'Intérieur a été déclenchée à la suite d'une réunion d'urgence du Conseil de sécurité russe, tandis que Moscou rappelait sa détermination à s'opposer à toute modification de frontières par la force entre les Républiques caucasiennes faisant partie de la Fédération russe. Un accord de cessez-le-feu conclu, dimanche soir

Les Ingouches - environ 300 000 personnes - étaient jusqu'à l'automne dernier, associés aux Tchétchènes dans une république commune, qui a été de fait depuis que la Tchétchénie a proclamé son indépendance, défiant ainsi l'autorité de Moscou. Les rapports entre Ingouches et Tchétchènes sont loin d'être sans nuages, mais en l'occurrence des volontaires tchétchènes ou de milices des Ingouches restés en Tchétchénie, manifestent leur volonté d'aller faire le coup de feu contre les Ossètes. L'un des objectifs de l'intervention russe est précisément de les en empêcher. Les Ingouches du Kazakhstan, restés en Asie centrale après que leur droit au retour dans le Caucase ait été reconnu, faute de réhabilitation véritable, s'agitent eux aussi et imaginent divers moyens de venir en aide à leurs compatriotes.

Traditionnellement, les sympathies russes vont plus aux Ossètes (majoritairement chrétiens) qu'aux Ingouches musulmans, mais, contrairement à ce qui se passe

avaient volé un camion citernes ont été tués par des policiers ossètes, englobés aussitôt pris à partie par des Ingouches (il y a eu trois morts parmi les policiers).

Mais bien entendu, et comme c'est de règle dans l'ex-URSS, les accusations de « provocations » et de « complot » ont immédiatement fleuri. Dans son style coutumier, la télévision russe a déjà expliqué que ce nouveau conflit avait été provoqué par ceux qui veulent favoriser la création d'une « République du Caucase » détachée de la Russie.

En sens inverse, M. Moussa Chabibov, le président de la Confédération des peuples du Caucase - organisation jugée illégale par Moscou - affirme que les combats ont été attisés par « les forces impérialistes de la Russie et de la Géorgie ».

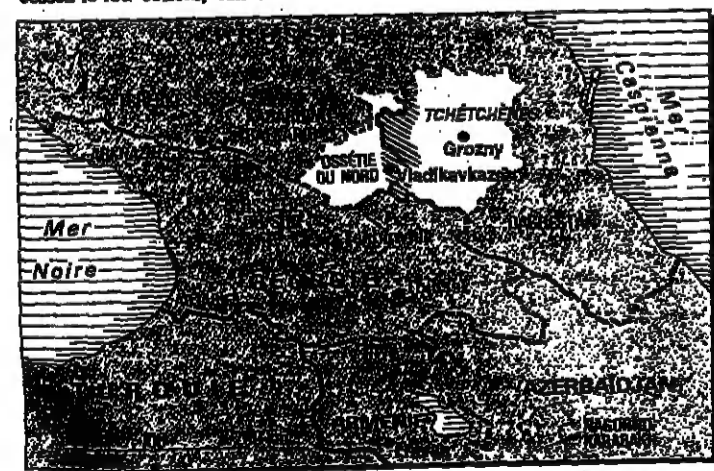
Combats en Abkhazie

Les affrontements entre Ingouches et Ossètes du Nord sont sans rapport apparent avec le conflit qui oppose les Ossètes du Sud aux Géorgiens qui les ont privés de leur autonomie, conflit plus ou moins en sommeil depuis qu'une force d'interposition de la CEI a été mise en place, mais qui selon certains observateurs locaux pourrait se réveiller.

Egalement sur le territoire géorgien, les combats entre les forces géorgiennes et les combattants abkhazes et leurs auxiliaires venus du Caucase du Nord se poursuivent. Les Géorgiens, bien que théoriquement beaucoup plus forts, n'ont toujours pas réussi à reconquérir le terrain dont les Abkhazes ont pris le contrôle, gênés apparemment par la présence de troupes russes qui penchent plutôt du côté abkhaze, et affirment avoir subi à plusieurs reprises des bombardements de l'artillerie géorgienne.

La rencontre entre les différentes parties en conflit, pourtant annoncée depuis plusieurs semaines par le président Eltsine, n'a toujours pas eu lieu. Par contre, la guerre contre les Abkhazes a suscité un rapprochement entre les forces géorgiennes placées sous l'autorité de Tbilissi et des éléments restés fidèles à l'ex-président Gamsakhourdia, qui, à en croire les participants à une rencontre tenue ce week-end à Tbilissi, vont désormais combattre en commun pour défendre « le sol de la patrie ».

JAN KRAUZE



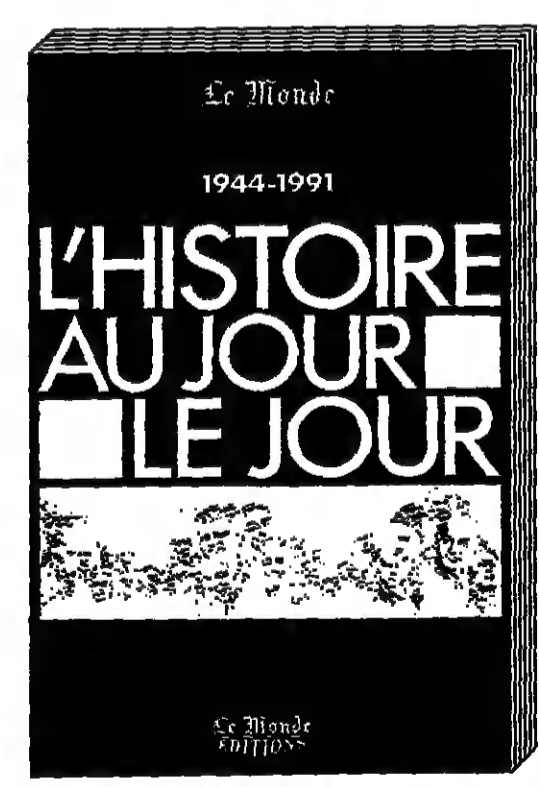
1^{er} novembre, entre Ingouches et Ossètes du Nord, sous l'égide de représentants russes, n'a pas mis fin aux affrontements, dont le bilan reste très incertain, mais dépasserait plusieurs dizaines de morts et de blessés.

La liste des conflits locaux - des « points chauds », comme on dit à Moscou -, où la Russie intervient comme arbitre tout en penchant plus ou moins ostensiblement en faveur d'une des parties en présence, s'est donc encore allongée. La comme ailleurs, il s'agit d'un conflit ethnique dont les racines plongent dans le passé soviétique (les Ingouches ont été déportés en masse par Staline en 1943 vers l'Asie centrale). Il a été ravivé par la remise en question générale qui a accompagné l'effondrement de l'URSS, y compris au sein de la Fédération russe.

« Complots » et « provocations »

Plusieurs incidents récents ont ainsi contribué à cette flambée de violence : une petite fille ingouche a été écrasée il y a une dizaine de jours par un blindé ossète, un peu plus tard deux Ingouches qui

1944-1991
UN DEMI-SIÈCLE D'HISTOIRE
DANS LES ARCHIVES DU Monde



L'HISTOIRE AU JOUR LE JOUR

L'Histoire s'écrit au quotidien : le quotidien raconte l'Histoire. Les archives du journal Le Monde sortent de leur réserve... Les articles les plus significatifs publiés depuis la Seconde Guerre mondiale sont ici rassemblés en une encyclopédie nécessaire à la compréhension du présent. L'entrée dans l'Histoire est facilitée par la présentation en trois grands thèmes : les relations internationales, les aires géopolitiques, la France. Les chronologies, les cartes, les dessins et l'index des noms de lieux, de personnes et des thèmes renforcent le caractère pratique de cet ouvrage.

EUROPE

ALLEMAGNE

A la mémoire de Petra Kelly et Gert Bastian

par J.-M. G. Le Clézio

Depuis plusieurs décennies Petra Kelly s'est dévouée sans repos à la cause la plus importante de notre temps - la paix, les droits de l'homme et la sauvegarde de l'environnement - et cela, avec une force morale qui fait exception dans un monde dominé par la cupidité et les compromis.

Le travail de pionnier qu'elle a accompli en participant à la fondation du Parti des Verts en Allemagne continue d'inspirer les organisations et les sympathisants du monde entier. Avec son compagnon, Bert Bastian - un général allemand qui a quitté l'armée afin de protester contre le déploiement des missiles américains en Europe, et qui a consacré par la suite tous ses efforts à la cause pacifiste - elle a continué avec courage à mettre au jour les atteintes aux droits de

l'homme dans le monde, particulièrement au Tibet.

Tout récemment, elle avait dénoncé publiquement le retour des bandes nazi dans son pays. Une action qui, selon les journalistes, avait donné lieu à des menaces dirigées contre le parti des Verts.

Une action contre la haine

Nous partageons, comme les milliers d'amis qui ont apprécié et connu ces deux êtres exceptionnels, l'action de Petra Kelly et de Gert Bastian contre la destruction actuelle de l'environnement, contre la xénophobie et le racisme et toutes les manifestations de haine dirigées contre des êtres humains.

Connaissant le tempérament ardent et l'amour pour la vie de Petra Kelly et de Gert Bastian, et ayant eu connaissance de conversations récentes dans les-

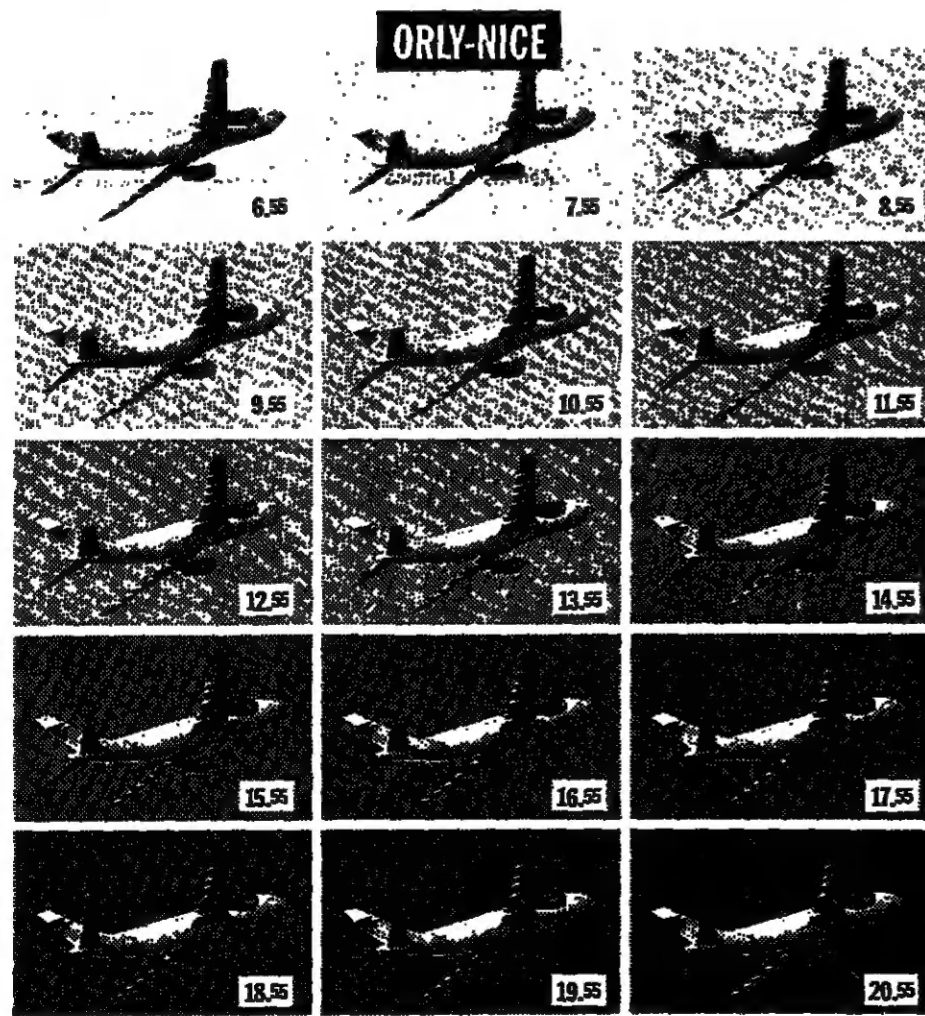
quelles ils avaient parlé de leurs projets, nous ne pouvons accepter les conclusions hâtives de la police, selon lesquelles leur mort étrange et tragique s'explique par un meurtre suivi d'un suicide. Nous demandons qu'une enquête immédiate et approfondie suive son cours.

[Ce texte, que nous a transmis Jean-Marie Le Clézio, est également signé des écrivains dont les noms suivent : Monika Van Pamel (Belgique); Michael Ondaatje, Linda Spalding (Canada); Miroslav Holub (Tchécoslovaquie); Barbel Bohley, Katja Havemann, Inna Kahuz, Peter Schneider (Allemagne); Gila Mehta, Sonny Mehta, Vikram Seth (Inde); Homero Aridjis, Fernando Casarman, Arturo Gomez-Pompa (Mexique); Hans van de Wassenburg (Pays-Bas); Augusto Roa Bastos (Paraguay); Vassili Aksionov, Lev Kopelev (Russie); Kjell Espenak, Folke Isaksson (Suède); Vladimir Cherenomski (Ukraine); Betty Forbes-Aridjis, Peter Mathiesen, W. S. Merwin, Faith Sale, Kirkpatrick Sale, Irene Skolnick, Jeffrey Wilkerson (Etats-Unis).]

■ AUTRICHE : profanation d'un cimetière juif. - Le cimetière juif d'Eisenstadt, capitale de la province du Burgenland (sud de l'Autriche), a été profané par des inconnus dans la nuit du vendredi 30 au samedi 31 octobre, a annoncé la police régionale. Quelque quatre-vingts pierres tombales ont été couvertes de griffonnages en noir et blanc représentant des croix gammées, des slogans nazis ou antisémites. Un tract retrouvé sur place était signé par une association inconnue, « Mouvement de résistance aryenne », qui précisait vouloir « par ce moyen saluer Jörg Haider », dirigeant du Parti libéral (FPÖ, droite nationaliste). - (AFP.)

■ BELGIQUE : le ministre des affaires sociales reprend sa démission. - M. Philippe Mouraux, ministre des affaires sociales (socialiste francophone), qui avait annoncé sa démission, vendredi 30 octobre (Le Monde daté 1-2 novembre), est revenu sur sa décision dimanche après qu'un comité ministériel restreint réuni par le premier ministre, M. Jean-Luc Dehaene, eut décidé d'examiner dès cette semaine un projet de loi sur les soins de santé qu'il avait préparé et auquel semblaient opposés les ministres sociaux-chrétiens de la coalition gouvernementale. - (Corresp.)

■ IRLANDE DU NORD : un mort et une dizaine de blessés à Belfast lors d'une opération de l'IRA. - L'Armée républicaine irlandaise (IRA) a affirmé, dimanche 1^{er} novembre, être engagée dans une opération contre les trafiquants de drogue, qui a fait au cours du week-end un mort et une dizaine de blessés à Belfast. Le plus grand des blessés ont reçu des balles dans les jambes ou ont eu les roues brisées, actes de représailles couramment commis par les extrémistes nord-irlandais. L'IRA a également revendiqué le meurtre d'un homme de trente ans qui se trouvait dans un club sportif catholique. - (AFP.)



DU LEVER DU SOLEIL AU LEVER DES ETOILES ON PEUT PARTIR TOUTES LES HEURES POUR NICE.

Si Air Inter vous propose 1 vol toutes les heures pour aller à Nice et revenir à Paris-Orly, c'est pour vous permettre de choisir jusqu'au dernier moment, Air Inter vous offre encore plus de possibilités de voyager à tarifs réduits avec les nouvelles formules d'abonnement 3 et 6 mois, la nouvelle Carte Evasion pour tous ou les nouveaux vols Grand Bleu pour les jeunes, et, avec son tarif Super Loisirs pour tous à 830 F Aller Retour, Air Inter est la compagnie la moins chère sur cette ligne. Renseignez-vous vite auprès d'Air Inter (Paris 45 46 90 00) ou de votre agent de voyages et Mintel 3615 - 3616 AIRINTER.

AIR INTER
L'AVION FACILE

Le Monde
SCIENCES
ET MÉDECINE

Le Monde
SÉLECTION IMMOBILIÈRE
chaque mercredi (éditions datées jeudi)
46-62-72-24 et 46-62-72-97

DIPLOMATIE

Réunies à Ankara

La Turquie et les Républiques turcophones de l'ex-URSS n'ont signé que des accords de coopération limités

ISTANBUL

de notre correspondant

Ni vraiment européenne, ni tout à fait asiatique, la Turquie a longtemps souffert d'un sentiment d'isolement dans le monde. L'accession à l'indépendance des Républiques turcophones et musulmanes de l'ex-URSS a mis fin à cette situation. Aujourd'hui, la Turquie a réuni à Ankara, les 30 et 31 octobre, les chefs d'Etat de cinq Républiques de l'ancienne Union soviétique - Azerbaïdjan, Turkménistan, Ouzbékistan, Kazakhstan et Kirghizistan - pour un premier sommet des Etats turcophones. Cette rencontre coïncide à la fois avec l'anniversaire de l'indépendance de la Turquie (il y a soixante-neuf ans, après la chute de l'Empire ottoman) et le premier anniversaire de l'indépendance des Républiques de l'ex-empire soviétique.

Ce premier sommet n'a cependant été qu'un demi-succès pour le

gouvernement d'Ankara, qui souhaitait obtenir la signature de plusieurs accords, notamment sur la libéralisation des échanges commerciaux, l'harmonisation des lois douanières et l'exportation de gaz et de pétrole. Le Turkménistan et la Turquie ont simplement signé des déclarations d'intention, concernant le projet de construire un gazoduc traversant la Turquie. Les représentants de quatre des Républiques (Ouzbékistan, Turkménistan, Kazakhstan et Kirghizistan) ont profité de leur séjour à Ankara pour ouvrir des ambassades.

Les dirigeants de ces pays, bien que touchés par l'enthousiasme épidémique avec lequel la Turquie les a accueillis et par l'aide culturelle et économique qu'elle leur apporte, ne sont pas encore prêts à s'engager au sein d'une organisation qui serait une sorte de version turque de la Ligue arabe. Selon la presse turque, c'est le président Nazzarbey du Kazakhstan qui aurait été le plus réticent, en s'opposant à la signature de tout communiqué

politique sur les conflits en cours touchant le monde turcophone : Karabakh, Tadjikistan et même Roumanie ou Chypre, ce qui n'aurait guère plu à l'hôte du sommet, le Turc Turgut Ozal. (M. Nazzarbey s'est d'ailleurs rendu dès samedi à Téhéran pour sa première visite en Iran depuis l'indépendance.)

Ce premier sommet turcophone s'est dès lors achevé avec la signature de la déclaration d'Ankara, un document plutôt vague signalant seulement une intention de resserrer les liens entre ces Républiques, notamment par la tenue d'un sommet annuel, le prochain devant avoir lieu à Bakou. Symbole peut-être du chemin à parcourir avant d'atteindre une meilleure intégration des Républiques turcophones, plusieurs des dirigeants, incapables de comprendre les divers dialectes turcs, ont dû suivre les débats en recourant à une traduction simultanée en russe.

NICOLE POPE

Sans amarres ni repères

Suite de la première page

On ne compte plus les lieux où, parfois sans même savoir pourquoi, on s'écrie quotidiennement : « On ne sait plus où on va ! ». On du mal à comprendre qu'on ne l'invite à mettre leurs terres en jachère alors que la TV leur sert chaque soir des images de famine. Les monnaies sortent à peine d'un nouveau maëlstrom. La pompe de la croissance et de la prospérité est presque partout désamorcée : même en Allemagne, même au Japon. On pourrait longtemps poursuivre la funèbre litanie, que le *Wall Street Journal* résume d'un néologisme « globosclérose ». Mais l'explication ? Avant même ces derniers développements, l'économie avançait dans le titre de sa synthèse annuelle : le monde est « sans amarres » (2).

Mort des idéologies ?

Sans amarres, ou sans repères ? Comment jeter l'ancre quand on cherche en vain à quoi s'accrocher ? Du temps des guerres mondiales, de la guerre froide, de la décolonisation, on savait au moins à quel saint se vouer : dans les deux camps, le gros des combattants était convaincu de défendre le Bien contre le Mal. La force militaire était au service d'une idéologie manichéenne, et la peur du gendarme limitait les occasions de s'entre-tuer. L'ordre y gagnait ce qu'y perdait la liberté et l'esprit critique.

Maintenant qu'il n'y a plus d'URSS, que nombre de PC ont abjuré le marxisme-léninisme et que la Chine elle-même a entrepris de réconcilier le communisme, non certes avec la démocratie, mais avec le capitalisme, l'une des deux idéologies universalistes en présence a manifestement atteint, malgré la persistance de quelques anneaux, le stade terminal. Un Alexandre Yakovlev, qui fut le bras droit de Gorbatchev, n'hésite pas à dire l'autre jour à Paris qu'en relisant Marx il n'y avait pas trouvé un jugement ou une prévision que l'événement ait corroboré. Comme quoi il n'est rien de plus facile que de passer d'un excès dans l'autre. De là à conclure à la mort des idéologies en général, il y a un pas que bien des bons esprits se croient autorisés à franchir. Il est pourtant difficile de les suivre. Qu'on emploie le mot au sens marxien, repris par Bernard-Henri Lévy dans son *Idéologie française* : « Tout ce que chaque époque affirme et s'imagine à son propre sujet » (3) ; à ce compte-là, tout peuple écrit à tout moment son idéologie, aussi sûrement que M. Jourdain fabriquait de la prose. Ou que l'on retienne la définition « par extension » du Robert : « système d'idées, philosophie du monde et de la vie ».

Loi en effet de déboucher sur le refus de toute idéologie, l'abjuration du communisme par les sociétés de l'Est a entraîné leur conversion, au moins provisoire, à une autre. Laquelle ? A en croire l'universitaire américain Stanley Hoffman, qui bien entendu s'en désolait, « la seule idéologie globale ayant survécu à l'effondrement du communisme est le nationalisme » (4).

Est-ce si sûr ? Il fallait la naïve prétention de Marx et d'Engels pour croire, comme ils l'ont écrit dans le *Manifeste*, que « du jour où tombe l'antagonisme des classes à l'intérieur de la nation, tombe également l'antagonisme des nations entre elles ». Comme le répétait, notamment, le général de Gaulle, les idéologies passent et les nations restent. A tel point qu'on en a vu renaître après des décennies, voire des siècles, d'oppression assimilationniste. Mais éprouver fortement le sentiment de son appartenance nationale ne signifie pas nécessairement verser dans le nationalisme, bréviaire condamné non seulement par l'Eglise catholique, mais par Einstein, qui y voyait une « maladie infantile, la rougeole de l'humanité ».

A de nombreuses exceptions près, notamment dans l'ex-Yougoslavie et l'ex-URSS, le nationalisme est surtout le fait, au moins jusqu'à présent, de groupes bruyants certes, et n'hésitant pas, trop souvent, à recourir à la violence, mais en tout état de cause minoritaires. Ce n'est pas encore, pour reprendre l'expression d'Hoffmann, une idéologie « globale ». Quand ce ne serait que parce qu'il dresse les peuples les uns contre les autres, alors que le communisme, le socialisme, le libéralisme politique et économique prétendaient au contraire les rapprocher.

D'un matérialisme à l'autre

Aussi bien est-ce l'idéologie libérale qui mérite le plus aujourd'hui l'épithète « globale », puisque l'immense majorité des quelque cent quatre-vingts pays membres des Nations unies se réclament désormais de la démocratie. Les dictatures ont disparu non seulement d'Europe, mais d'Amérique du Sud, d'Asie, se démocratisent, l'Asie plus loin on déclarait quelques jours plus tard - avec quelle modestie ! - « commencer à comprendre que les valeurs humaines universelles et la survie même de notre civilisation sont les principales choses au monde ».

Il n'est pas l'un et l'autre passé la main. Leur propos reste vital : c'est seulement dans cette direction-là, dans celle d'un énorme effort pour répondre ensemble aux défis auxquels doit faire face l'humanité tout entière, pour rendre cette Terre à tous égards un un peu plus habitable, qu'on a une chance de trouver les repères, et donc les amarres, dont le besoin se fait si fort sentir. On n'a évidemment aucune chance d'y parvenir si l'on ne se persuade pas que, dans un « village planétaire » bientôt peuplé de six milliards d'habitants, tout droit, tout privilège, comporte sa contrepartie de devoirs.

ANDRÉ FONTAINE

(2) Synthèse annuelle de l'*Actualité mondiale* publiée par l'Institut des relations internationales, sous la direction de Thierry de Montbrial, numéro 93 vient de paraître aux éditions Dunod.

(3) Dans *Idéologie française*, la définition d'appropriation historique, et dans un esprit postmoderne, à l'*historiographie allemande*, sous la plume même de c'est bien cela que Marx et Engels avaient en tête en parlant d'idéologie.

(4) Stanley Hoffman, *Les illusions de l'ordre mondial*, Esprit, août-septembre 1992.

(5) Le Monde du 6 octobre.

DIPLOMATIE

La visite du ministre allemand des affaires étrangères en Chine

M. Kinkel fait état d'une « assistance silencieuse » aux victimes des violations des droits de l'homme

Le ministre allemand des affaires étrangères, M. Klaus Kinkel, a effectué, au cours du week-end, une visite officielle de deux jours en Chine à l'issue de laquelle il a affirmé que les relations sino-allemandes « ne sont pas redevenues normales », mais semblent bien en passe de l'être.

PÉKIN

de notre correspondant

Si M. Kinkel s'était imaginé obtenir de Pékin des réponses précises sur des questions économiques sensibles en abandonnant une approche énergique sur les droits de l'homme, il semble être reparti bredouille. Ni sur l'éventualité d'une liaison aérienne directe entre l'Allemagne et Taiwan, que la Lufthansa cherche à ouvrir, ni sur l'achat par la Chine de six nouveaux Airbus, le chef de la diplomatie allemande n'a été en mesure d'annoncer de résultat concret.

Sur la situation des droits de l'homme, tout en la jugeant « très importante », M. Kinkel a signé l'acte de mort de la politique européenne commune décidée après la tragédie de 1989. Il a assuré en avoir parlé à tous ses interlocuteurs chinois. Mais il a été beaucoup moins sévère encore que ne l'avaient été, lors de leurs visites à Pékin après le défilé post-Tiananmen, Britanniques et Français. Il s'est contenté de faire état d'une « assistance silencieuse à propos de cas

individuels pour lesquels il vaut mieux ne pas faire trop de bruit », se refusant à indiquer la réponse des dirigeants chinois.

Pendant pour « la non-ingérence dans les affaires intérieures » de la Chine, il a confirmé que la levée de toutes les sanctions à son encontre, pour laquelle il milite, n'était plus « conditionnée » à une amélioration de la situation des droits de l'homme.

Conflit d'intérêt franco-allemand

Le ministre allemand a passé une heure, durant sa conférence de presse, à expliquer que son pays était « particulièrement intéressé » à voir la Chine, « pays le plus peuplé du monde et membre du Conseil de sécurité des Nations unies », « facteur économique d'une importance croissante tant en qualité de fournisseur que de marché », prendre une part encore plus active dans les affaires du monde. Sans obtenir plus que la « compréhension » de Pékin, il a évoqué la question de l'accession de l'Allemagne et du Japon au Conseil de sécurité.

M. Kinkel a réaffirmé la politique allemande consistant à ne reconnaître « qu'une seule Chine ». Son collègue chargé de l'économie, M. Jürgen Möllemann, doit cependant se rendre à Taipei à la mi-novembre. Le chef de la diplomatie fédérale, tout au moins, vivement démentit qu'une décision ait été prise concernant la vente d'armement à Taiwan.

En revanche, le projet de vente de Mirage 2000-5 français à Taiwan

pourrait devenir un objet de friction entre Bonn et Paris, à en juger par les allusions de M. Kinkel. Celui-ci a indiqué sa ferme intention de passer pour que soient levés « les obstacles à l'achat de six Airbus auquel nous sommes tout particulièrement intéressés ». Ces obstacles ne sont autres, aux yeux de la Chine, que les intentions françaises envers Taiwan, contre lesquelles elle cherche visiblement à utiliser le poids du florissant commerce sino-allemand.

Cette question des ventes d'armes aux deux Chineses avait relancé au cours de la visite, à la fin de la semaine dernière, du président ukrainien, M. Leonid Kravtchouk. Ce dernier, tout comme ses interlocuteurs chinois, a démenté avoir discuté à Pékin la vente du porte-avions Varig, que l'Ukraine fabriquait jadis pour l'URSS, et qui demeure un sujet d'inquiétude dans la région. Les deux pays se sont contentés de signer des accords de coopération économique et culturelle.

FRANCIS DERON

Le prince Sihanouk a quitté Phnom-Penh pour Pyongyang et Pékin. Le prince Sihanouk a quitté Phnom-Penh, lundi 2 novembre, pour la Corée du Nord où il doit rester jusqu'à vendredi, avant de s'en voler pour Pékin, a annoncé un porte-parole du prince. Dans la capitale cambodgienne, le prince devrait présider une réunion du Conseil national suprême (CNS), samedi et dimanche prochains, avec la participation des ministres des affaires étrangères français et indonésien, coprésidents de la Conférence de Paris sur le Cambodge, dans le but de faire revivre les Khmers rouges dans le processus de paix avant le 15 novembre. Auparavant, le prince avait célébré à Phnom-Penh son soixante-dixième anniversaire. (AFP, AP)

A TRAVERS LE MONDE

AFRIQUE DU SUD

Prochaine reprise des négociations entre le gouvernement et l'ANC

Le dirigeant du Congrès national africain (ANC), M. Nelson Mandela, a annoncé samedi 31 octobre à Ovidio, en Espagne, que les négociations entre son organisation et le gouvernement allaient reprendre le 22 novembre, après cinq mois d'interruption, ce qui a été confirmé par M. Stoffel Van der Merwe, secrétaire général du Parti national (PN, au pouvoir).

D'autre part, le chef de l'Inkhata, M. Mangosuthu Buthelezi, a conduit samedi une manifestation de huit mille à dix mille personnes jusqu'à l'hôtel de ville de Durban, où il a remis une pétition au président De Klerk. M. Buthelezi entendait protester contre les accords conclus entre MM. De Klerk et Mandela lors de la réunion du 26 septembre et dénoncer ce qu'il considère comme une collusion visant à exclure la nation zouloue de la future démocratie sud-africaine. (AFP, Reuters)

AFGHANISTAN

Le mandat du président intérimaire a été prolongé de 45 jours

Le Conseil exécutif afghan, instance suprême du pays, a décidé, samedi 31 octobre, de prolonger de quarante-cinq jours le mandat de M. Burhanuddin Rabbani. Le président intérimaire avait pris ses fonctions le 28 juin, pour quatre mois. Un conseil (choura) des anciens devait se réunir d'ici à la mi-décembre pour désigner le successeur, à la tête de l'Etat, du chef du Jamiat-islami. Sinon, le Conseil exécutif lui-même procéderait à cette désignation. Des neuf grands chefs politiques afghans, seul M. Yunus Khatib, fondateur d'une dissidence du

mouvement islamiste Hazb-e-Islami, était ostensiblement absent. Les autres dirigeants fondamentalistes pachounes étaient soit présents (M. Fazl Sayyaf, Imad pro-soudien), soit représentés (M. Gulbuddin Hekmatyar, Hazb). Il en allait de même des chefs des deux mouvements chiites. (AFP, UPL)

ALLEMAGNE

Nombre record de demandeurs d'asile en octobre

Le nombre de réfugiés ayant demandé, en octobre, à bénéficier du droit d'asile en Allemagne a atteint le chiffre record de 49 985. 15 000 venaient de Roumanie et 9 400 de l'ex-Yougoslavie. La chancellerie et le Parti chrétien-démocrate (CDU) ont menacé, ce week-end, de faire adopter par le Parlement des « lois d'urgence » pour limiter le nombre des réfugiés si l'opposition social-démocrate (SPD) refusait, lors de son congrès extraordinaire, les 16 et 17 novembre, une révision de la Constitution visant à restreindre le droit d'asile. Pour l'ensemble de l'année en cours, le nombre de demandeurs pourrait se chiffrer à 500 000 personnes. Le nouvel accord avec la Roumanie, qui prévoit que tous les Roumains séjournant illégalement en Allemagne pourront être rapatriés dans leur pays, même s'ils n'ont pas de papiers, est entré en vigueur le 1^{er} novembre (voir notre supplément « Espace européen »). Cet accord, qui concerne notamment les Tziganes, prévoit en contrepartie le financement par l'Allemagne d'un programme d'aide à la réinsertion de 30 millions de Deutschmarks (environ 101 millions de francs) sur quatre ans. (Corresp.)

CAMEROUN

Plusieurs centaines de personnes détenues à Bamenda

Plusieurs centaines de personnes ont été emprisonnées et sont régulièrement battues depuis une semaine, à Bamenda, ont indiqué, dimanche 1^{er} novembre, des sources bien informées dans la capitale de la province du Nord-Ouest, où l'état d'urgence a été décrété. Selon M. Joseph Moav, membre du Front social démocratique (SDF), le principal parti d'opposition, cinq cents personnes sont détenues dans trois camps.

M. John Fru Ndi, président du SDF, se trouve en résidence surveillée à Bamenda, avec 130 de ses partisans ou membres de sa famille. Il est privé de tout contact avec l'extérieur. Des gendarmes et des policiers, dotés de tous les pouvoirs en vertu de l'état d'urgence, sont installés à proximité de son domicile. A Douala, les directeurs de deux journaux indépendants, MM. Benjamin Zebaze, directeur du Quotidien, et Emmanuel Nombissale, du journal Okoko, ont été empêchés de quitter le pays, leurs passeports ayant été confisqués, selon des diplomates occidentaux. (AFP, Reuters)

INDE

Plus de quarante morts lors d'attaques terroristes

Au moins quarante-quatre personnes, pour la plupart des hindous, ont trouvé la mort, vendredi 30 octobre, lors de trois actions terroristes menées, selon toute apparence, par des extrémistes sikhs dans le nord de l'Inde, ont rapporté les autorités. Un commando qui pourrait appartenir au mouvement séparatiste sikh LFK (Forces de libération du Khalistan) a massacré respectivement dix-neuf et huit ouvriers agricoles originaires de l'Etat voisin du Bihar dans deux villages proches de la ville de Ludhiana. Par ailleurs, l'explosion d'une bombe dans un autobus parti de Jammu, capitale d'état du Cachemire indien, pour se rendre au Pendjab, a tué au moins dix-sept personnes et en a blessé cinquante-cinq autres, selon la police. Cet attentat, le deuxième de cette gravité survenu en trois semaines au Cachemire, a provoqué un début d'émeute contre les résidents sikhs de Jammu. Ces actions sont survenues à l'occasion du huitième anniversaire de l'assassinat d'Indira Gandhi. Le premier ministre avait été tué par un garde du corps sikh, qui avait agi pour venger l'assaut donné quelques mois plus tôt par l'armée indienne contre le Temple d'or d'Amritsar. (AFP, Reuters, UPL)

LIBÉRIA

Cinq religieuses américaines ont été tuées

L'archevêque de Monrovia, Mgr Michael Francis, a annoncé, samedi 31 octobre, la mort de cinq religieuses catholiques américaines, portées disparues depuis le 22 octobre dans une banlieue de Monrovia contrôlée par le Front national patriotique (FNPL) de Charles Taylor.

L'archevêque a implicitement mis en cause les hommes de M. Taylor, dimanche, au cours de son homélie, mais le chef du FNPL a nié toute responsabilité. A Rome, le pape Jean-Paul II a condamné le meurtre de ces religieuses, ainsi que celui de quatre novices libériennes. A Washington, le porte-parole du département d'Etat a pour sa part indiqué que les Etats-Unis étaient « choqués et horrifiés » et qu'ils « tiennent le FNPL pour responsable de la sécurité des ressortissants étrangers dans les territoires sous son contrôle ».

La radio nigérienne a annoncé samedi que les dirigeants de huit Etats d'Afrique de l'Ouest se réuniraient le 7 novembre à Abuja, capitale du Nigeria, pour discuter de la crise au Libéria. Au début du mois d'octobre, un sommet régional à Cotonou avait recommandé des sanctions contre M. Taylor s'il n'appliquait pas, avant le 6 novembre, les accords de paix destinés à mettre fin à la guerre civile. Depuis, le chef des rebelles a multiplié les attaques à la périphérie de Monrovia, malgré les opérations de riposte de la Force africaine d'interposition. (AFP, Reuters)

Dans le Monde diplomatique de novembre

Pannes économiques, pannes politiques

La planète paraît frappée de pannes diverses : pannes économiques, pannes politiques, pannes intellectuelles, et rares sont des responsables qui paraissent en mesure de réparer. Dans le Monde diplomatique de novembre, Norman Birnbaum souligne ainsi l'absence de projets de la société américaine, cependant que Max Gallo décrit les racines de ce véritable écartèlement que subit l'Italie.

Ces pannes, on les retrouve dans la vie politique marocaine (Abraham Serfaty), au Sahara occidental en attente de paix (Martine de Froberg), dans l'économie et la société russes (Jean-Jacques Marie), dans l'internationalisme socialiste comme dans l'organisation des pays non alignés (Jean Ziegler et Françoise Barthélemy). Pannes encore dans les tentatives de reconversion des industries militaires et alors qu'une nouvelle course aux armements s'engage. (Laurent Carroul).

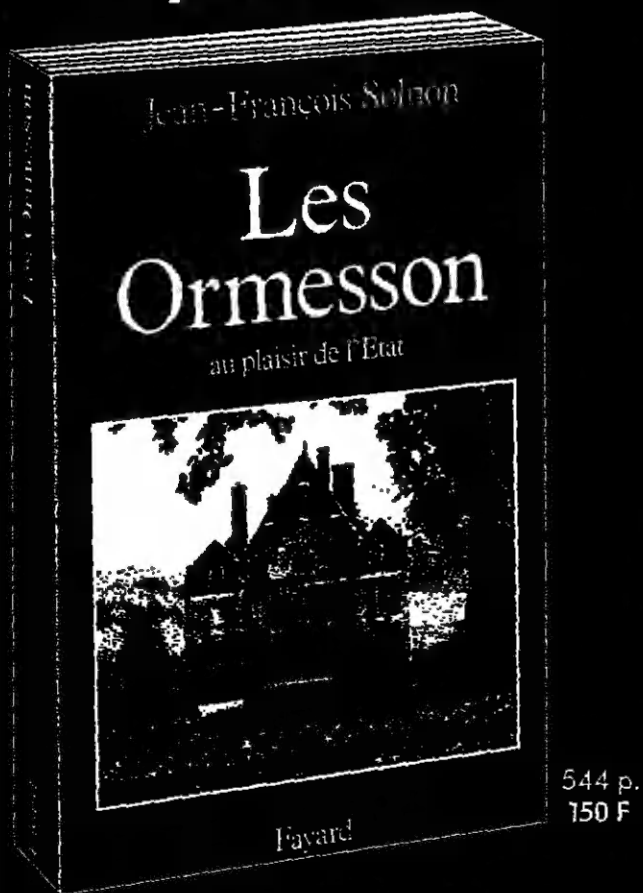
Dans ce même numéro du Monde diplomatique : Amérique latine, derniers carnavales, par Ignacio Ramonet. Un pouvoir financier hors de tout contrôle

(Frédéric F. Châteaume). La politique agricole commune : est-ce faire le marché plutôt que les producteurs ? Gilles Bazin et Jean-Christophe Kroll. L'avenir incertain des communautés immigrées en Europe. (Liliane Menon). La Côte-d'Ivoire, rejet du modèle, retour du réel (Michel Galy). Les Francophonies de Limoges (Pierre Fouchet). Occasions manquées dans le monde arabe (Georges Corm). Quelle sera demain l'économie palestinienne (Ouzi Dekal et Eff Landau)? Le cinéma arabe (Yves Thoreval). Le mirage des politiques de développement local (Aline Bih). Décentralisation du pouvoir sans contrôle démocratique (Michel Carroul). La fou sous la cendre en Yougoslavie (Catherine Lurati). Ultrarationalisme et difficultés économiques en Roumanie (Jacques Decornoy et Daniel Laboronne). Indiens et radios locales en Equateur (Marc Bertola et Patricia Pradel). La France d'aujourd'hui et la guerre d'Algérie (Philippe Videlier). La paix triadique (Ricardo Petrelis) et une nouvelle de l'écrivain bulgare Alexandre Gradinov.

En vente chez tous les marchands de journaux, 20 francs.

LES ORMESSON

au plaisir de l'Etat



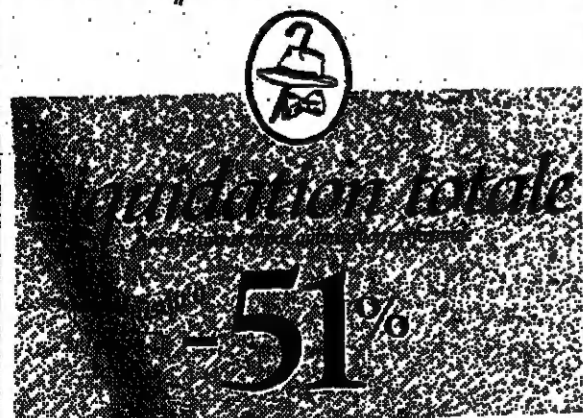
La lecture du livre de Jean-François Solnon se révèle non seulement fort intéressante mais divertissante... Ce volume, d'une érudition sans défaut, retrace la destinée d'une des plus fameuses dynasties de magistrats de l'Ancien Régime qui a su attacher son nom à l'histoire même de l'Etat.

Bruno de Cessole, madame Figaro

Une remarquable étude. Jean Tulard, Valeurs Actuelles

l'Histoire
chez
FAYARD

CHARLES LE GOLF



CHARLES LE GOLF
• 30 rue de Béri, Paris 8^e • 9 place Saint-Augustin, Paris 6^e •
• 20 av. des Ternes, Paris 17^e • 120 av. Victor Hugo, Paris 16^e •
• 171 bd St-Germain, Paris 6^e • Galeries de St-Germain-en-Laye

Le Monde SCIENCES ET MÉDECINE

IUA

INTERNATIONAL UNIVERSITY OF AMERICA

CALIFORNIA STATE APPROVED UNIVERSITY - A.C.S.S.P.

220 Montgomery Street ■ San Francisco CA 94104

Université à San Francisco,
spécialisée en management international, habilitée à délivrer le :

MBA Master of Business Administration
for International Management

■ Filière d'admission : 3^e CYCLE :
Diplômés de l'enseignement supérieur : Doctorats : sciences, lettres, droit, médecine, pharmacie - Ingénieurs - DEA - DESS - IEP - Grandes Ecoles - Magistrats, Maîtrises

■ Programme américain de 12 mois
à San Francisco, unique dans son concept - une pédagogie interactive liée à l'expérience du projet professionnel - conduisant au MBA en Management International.

Informations et sélections pour l'Europe :
17-25, rue de Chaillot, 75116 Paris

Tél.: (1) 40 70 11 71

Commissariat par International University of America - San Francisco - CA
Programme accrédité en Asie : ANA HONG KONG

PROCHE-ORIENT

LIBAN

M. Hariri a formé un nouveau gouvernement

Le nouveau premier ministre libanais, M. Rafie Hariri, a formé son gouvernement durant le week-end. Aux yeux des Libanais, qui fondent sur lui de grands espoirs, M. Hariri est pratiquement condamné à réussir.

BEYROUTH

de notre correspondant

Comme prévu, M. Hariri a placé à la tête des ministères techniques des hommes qui ont fait leurs preuves dans le privé et en qui il a confiance. Il a laissé les ministères « politiques » — essentiellement la défense, l'intérieur et les affaires étrangères — à des hommes « sûrs » aux yeux de la Syrie, respectivement MM. Mohsen

Dalloul, Bécham Merhej et Farès Bouciz. Il s'est d'ailleurs rendu à Damas à deux reprises pour obtenir l'imprimatur des dirigeants syriens. A ce prix, il a réussi à ne garder au sein de son équipe de trente membres que dix ministres du cabinet sortant, qui était quasi exclusivement constitué de clients de la Syrie. Les « ennemis de la guerre » n'ont pas entièrement disparu de la nouvelle équipe, mais ils sont plus que trois : MM. Walid Joumblatt, Souleiman Frangie junior et Elie Hobeika.

Une autre caractéristique du cabinet Hariri est qu'il s'agit d'un quasi « club de milliardaires », puisque l'on trouve autour de lui des hommes d'affaires à la réussite éclatante et à la fortune conséquente, tels MM. Michel Edde, Georges Freim, Michel el-Murr, Samir Mokbel,

Anouar el-Khalil et Haggop Omerdjian.

M. Hariri conforte ainsi sa popularité auprès d'une population dont l'optimisme se fonde sur deux idées simples, peut-être même simplistes : si un homme tel que lui a si bien et si vite réussi sur le plan personnel, il ne saurait qu'en faire de même en politique et avec la même efficacité, dès lors qu'il est animé d'une volonté réelle de servir le pays de l'imposant.

Les Libanais sont également convaincus que leur nouveau premier ministre s'est entouré de garanties — syriennes et saoudiennes — et internationales — américaines mais aussi françaises — pour assurer le succès de sa tâche. Cela devrait se traduire, à leurs yeux, par la constitution d'un fonds d'aide au Liban.

Fort de cette popularité, M. Hariri

a déjà pu obtenir des Libanais qu'ils se déparassent de leurs dollars au bénéfice de la livre libanaise. En quelques jours, le cours du dollar est passé de 2 500 livres à 1 965, malgré les interventions de la banque centrale pour empêcher une chute trop rapide du billet vert. Les réserves en devises ont plus que doublé, passant de 600 millions à 1,4 milliard de dollars.

Il reste à M. Hariri à faire fonctionner l'administration et les services publics, à améliorer la monnaie et à relancer l'activité économique.

LUCIEN GEORGE

► Lire également page 27 « Liban : la ruine et l'espoir », par Véronique Maurus.

ÉGYPTE : principale ressource du pays

Le tourisme est menacé par le terrorisme islamiste

Un attentat a été commis, dimanche 1^{er} novembre, contre un car de touristes coptes, en Haute-Egypte, non loin de Oufrou, théâtre de violences depuis plusieurs mois. Cet attentat, qui a fait dix blessés, a eu lieu en dépit de mesures de sécurité très sévères prises récemment par les autorités égyptiennes dans cette région. Des policiers surveillent en effet la route de la vallée du Nil. Les véhicules des forces de l'ordre patrouillent sur les 120 km qui séparent les villes de Minya et d'Assiout, considérées comme des bastions de l'intégrisme islamiste.

Trente-huit vols charter ont été annulés après les attentats récemment commis contre des touristes par des extrémistes musulmans, vient d'annoncer M. Fouad Sultan, ministre égyptien du tourisme. Il a précisé qu'une force spéciale, notamment équipée d'hélicoptères, allait être chargée d'assurer la sécurité des visiteurs étrangers.

LE CAIRE

de notre correspondant

« Le second séisme. » C'est ainsi qu'un éditorialiste du quotidien d'opposition libérale *Al Wajd* a récemment décrit l'attentat qui, le 21 octobre, près de Dairout, avait coûté la vie à une touriste britannique. A son avis, cette opération terroriste était « plus grave pour l'Égypte » que le récent tremblement de terre qui a

ébranlé Le Caire et sa région. « Les séismes, écrivait-il, n'arrivent pas tous les jours, tandis que le terrorisme peut frapper à tout moment. »

La presse officielle, sous la plume d'Ibrahim Sedki, rédacteur en chef d'*Al-Ahram* et Yoni et Al-Ahram et Hawadess, s'en prend, elle aussi, à « ceux qui ont cherché à minimiser la portée des menaces des extrémistes musulmans contre le tourisme ». Ce journaliste rappelle qu'un de ces groupuscules avait menacé, dans des tracts distribués il y a quelques semaines aux agences de presse occidentales, de s'attaquer aux touristes. Il appelle la police à redoubler d'efforts pour arrêter les extrémistes, et invite « la majorité silencieuse à faire pression sur l'État pour déraciner d'Égypte ceux qui portent atteinte aux intérêts de la nation ».

Devises et emplois

Le tourisme représentait, en 1991, en termes de recettes en devises, la coquette somme de 3 milliards de dollars, soit trois fois les pertes occasionnées par le tremblement de terre et plus que les revenus tirés du pétrole et du canal de Suez réunis. Un record absolu dans l'histoire de l'Égypte qui, après le manque à gagner du conflit du Golfe, a vu augmenter fortement le nombre des touristes européens, tandis que celui des visiteurs des autres pays arabes a plus que doublé.

Les touristes américains, qui étaient à la traîne, ont, eux aussi, repris le chemin de l'Égypte, qui a accueilli, il y a deux mois, la réunion annuelle de l'Association américaine des agents de voyage (ASTA). Ainsi, selon des estimations données par M. Sultan et doublées avant les récents attentats, le nombre des visiteurs étrangers devrait passer de

3,3 millions en 1991-1992 à 4 millions en 1992-1993.

Mais, pour l'Égyptien moyen, le plus important, ce sont les emplois créés par l'industrie du tourisme (directement ou indirectement, plusieurs centaines de milliers). Les responsables se disent préoccupés par « les événements », mais tentent de garder confiance en se disant que « l'Égypte en a vu d'autres ». Cette opinion, tous les professionnels ne la partagent pas, en admettant, cependant, que les récents attentats n'ont pas encore eu de répercussions importantes.

Trouver une chambre à Charm-el-Chéikh, à Louxor ou à Assouan oblige encore à se montrer grand diplomate et à posséder à fond la langue du passé-droit et l'art du bédich. « Expliquez qu'ils (les extrémistes musulmans) se calmeront, nous a déclaré le propriétaire d'une grande agence de tourisme. Sinon c'est la ruine, car nous nous sommes à peine relevés de la catastrophe de la guerre du Golfe. »

ALEXANDRE BUCCIANTI

► Report du procès de vingt-deux islamistes. — A la demande de la défense, la haute cour militaire d'Alexandrie a décidé, dimanche 1^{er} novembre, de reporter d'une semaine le procès de vingt-deux islamistes égyptiens accusés d'avoir créé une organisation illégale et de recours au terrorisme. Le procès avait déjà été différé de quatre jours. Par ailleurs, le procès de vingt-six intégristes — dont le frère de l'assassin du président Sadat — accusés d'avoir reçu « un entraînement militaire à l'étranger », doit s'ouvrir mercredi devant le même tribunal. — (AFP)

► Des missiles nord-coréens auraient été envoyés à la Syrie et à l'Irak. — Un navire nord-coréen transportant une centaine de missiles Scud est attendu fin novembre dans le port iranien de Bandar-Abbas, la moitié de sa cargaison étant destinée à l'Irak et l'autre à la Syrie, a indiqué la revue américaine *US News and World Report*. L'ambassadeur de Corée du Nord en Chine a qualifié cette information de « mensonge absolu ». L'an dernier, un navire transportant une cargaison de missiles nord-coréens destinée à la Syrie avait dû rebrousser chemin en raison de problèmes mécaniques. Un autre chargement avait pu atteindre l'Irak, selon *US News and World Report*. — (Reuters)

► JORDANIE : la peine de mort a été requise contre deux députés islamistes. — Un procureur militaire a requis, samedi 31 octobre, la peine de mort contre deux députés jordaniens islamistes, MM. Laith Cabelfat et Yacoub Karash, ainsi que contre deux hommes d'affaires. Ils sont accusés d'avoir ordonné un complot soutenu par l'Irak pour renverser la monarchie. En Jordanie, il ne peut y avoir d'appel contre un jugement du tribunal militaire, mais son verdict doit être approuvé par le premier ministre et ratifié par le roi. — (Reuters)

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde

SCIENCES ET MÉDECINE

AFRIQUE

ANGOLA : après deux jours de violents combats

Les Nations unies ont annoncé un cessez-le-feu

Après deux jours de violents combats, à Luanda, entre les troupes gouvernementales et celles de M. Jonas Savimbi, les Nations unies ont annoncé, dimanche 1^{er} novembre dans la soirée, avoir négocié un cessez-le-feu, qui devait entrer en vigueur le jour même à minuit. Les tirs n'ont cependant pas cessé, au cours de la nuit de dimanche à lundi, dans la capitale angolaise, où des tirs de mortiers ont encore été entendus dans la centre-ville en début de matinée, lundi.

JOHANNESBURG

de notre correspondant en Afrique australe

Tirs de mortiers, roquettes, crépitements d'armes lourdes, rafales d'armes automatiques, l'Angola a de nouveau basculé dans la guerre civile. Les combats ont fait rage à Luanda et dans une douzaine de villes en province. Le nombre des victimes est important. Selon certaines sources, plus de trois cents personnes — dont deux membres des Nations unies — auraient été tuées, samedi 31 octobre et dimanche 1^{er} novembre, dans la capitale, où la police et l'armée régulière étaient aux prises avec les hommes de l'Union pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA) de M. Jonas Savimbi.

Les affrontements ont commencé samedi, peu après que les représentants du parti au pouvoir, le Mouvement populaire de libération de l'Angola (MPLA), et ceux de l'UNITA eurent abouti à un nouveau constat d'échec dans leurs négociations pour sortir le pays de la crise. Très vite, les combats se sont concentrés autour des hôtels, des maisons et des immeubles où se trouvaient les hommes de M. Savimbi.

Le gouvernement, abandonnant son apparente passivité, a manifesté clairement sa volonté de donner un coup d'arrêt aux démonstrations de force de l'UNITA. L'hôtel Turismo, près du bord de mer, l'hôtel Tropic, sur les hauteurs de la ville, le quartier de Sao Paulo, où se trouve le siège de l'UNITA, le quartier résidentiel de Miramar, où habitait M. Savimbi avant son départ pour Huambo, ont été assiégés par les forces gouvernementales. De leur côté, les rebelles ont lancé des offensives sur l'aéroport international de Luanda, les casernes de police, le siège du MPLA et les bâtiments de la radio nationale.

Les étrangers prêts à partir

Toutes ces attaques de l'UNITA auraient été repoussées. Dimanche en fin de journée, les affrontements dans la capitale semblaient avoir tourné à l'avantage des soldats du MPLA. Les « ministres des affaires étrangères » de l'UNITA, M. Chivukvuku, les neveux de M. Savimbi, le général Arlindo Chenda Pena « Benben » et son frère, M. Elias Salupeto Pena, respectivement chef d'état-major et représentant de l'UNITA au sein de la Commission conjointe politico-militaire (CCPM), auraient été faits prisonniers. M. Salupeto Pena aurait été blessé au cours des combats, selon des sources diplomatiques qui nous ont également confirmé qu'un homme d'affaires britannique et son épouse avaient été enlevés par des soldats de l'UNITA dans leur résidence de Miramar.

Alors que l'intensité des combats diminuait, dimanche, en fin de journée, la radio nationale angolaise a annoncé que l'UNITA avait demandé à rencontrer des représentants du gouvernement au siège de la CCPM. Rien n'indiquait cependant que les hostilités étaient sur le point de cesser. Des sources concordantes nous ont affirmé que plusieurs centaines d'hommes de l'UNITA, rassemblée à soixante kilomètres à l'est de Luanda, se disposaient à marcher sur la capitale pour porter secours à leurs compagnons d'armes assiégés, tandis que des blindés du MPLA prenaient position dans les faubourgs de la ville pour leur couper la route.

Les habitants de Luanda sont barricadés chez eux depuis samedi matin. Les deux principaux hôpitaux de la ville sont submergés par les blessés et man-

quent de médicaments. Les étrangers attendent les consignes de leurs ambassades. Jusqu'à présent, seuls les Brésiliens ont commencé l'évacuation de leurs ressortissants. Quatre cent douze d'entre eux ont ainsi quitté Luanda. Lisbonne a dépeché deux bateaux de sa marine de guerre pour évacuer ces quelques quarante mille Portugais qui voudraient quitter le pays. Un navire sud-africain fait également route vers Luanda pour participer à l'évacuation des Occidentaux. Les autorités françaises n'ont pas encore donné le signal du départ, mais un bâtiment de la marine nationale est prêt à appareiller du port de Libreville, à une journée de mer de Luanda.

Les Angolais ont replongé dans le cauchemar. Ils avaient pourtant cru effacer le mot « guerre » de leur vocabulaire en se rendant massivement aux urnes les 29 et 30 septembre dernier, pour élire leur président et leurs députés, au cours des premiers scrutins libres de l'histoire du pays. Ces élections devaient effectivement mettre un terme à seize ans de guerre civile. L'accord de paix avait été signé le 31 mai 1991 à Lisbonne, par MM. Dos Santos et Savimbi, qui s'étaient alors engagés à respecter la volonté populaire, sous le contrôle de la communauté internationale.

M. Savimbi isolé

Le président Dos Santos et le MPLA sont sortis vainqueurs de ces élections pluralistes, reconnues globalement « libres et justes » par les Nations unies. Mais M. Savimbi a crié à la fraude électorale et refusé sa défaite. En dépit de plusieurs méditations et de pressions internationales, le chef de l'UNITA a choisi de faire marche arrière. Il s'est retiré dans son sanctuaire de Huambo, la capitale des hauts plateaux, au centre du pays, dès le 5 octobre, avant d'ordonner à ses généraux de quitter la nouvelle armée unique angolaise où ils avaient été incorporés quelques jours auparavant, conformément aux accords de Lisbonne.

Jusqu'à ce cessez-le-feu, dont on pouvait se demander lundi matin s'il serait finalement respecté, M. Jonas Savimbi a rejeté toutes les propositions de compromis. Il a cherché à gagner du temps pour asseoir ses positions à l'intérieur du pays, regroupant ses troupes et lançant plusieurs offensives pour prendre quelques villes importantes du Centre et du Sud angolais. Mais en répondant par la force, le gouvernement a choisi, samedi, de ne pas plier sous les menaces.

Prévenu par l'ONU qu'il ne pourrait pas prétendre à une reconnaissance internationale s'il s'emparait du pouvoir par les armes, après par ses anciens alliés américains et sud-africains qu'il ne bénéficierait plus d'aucun soutien, M. Savimbi est de plus en plus isolé. En imposant le retour aux hostilités, il a joué ses dernières cartes. Il dispose toujours d'un matériel impressionnant et d'hommes disciplinés en nombre suffisant pour maintenir le pays dans le chaos pendant de longs mois, au cas où il déciderait de ne pas respecter le cessez-le-feu. Or le contexte a changé. Pendant seize ans, la guerre a sévi dans les campagnes. Elle est aujourd'hui dans les villes. Une nouvelle donne dramatique pour une population fortement urbanisée qui paiera le prix fort si la guerre s'installe. D'autant plus qu'une ligne dure, au sein du MPLA, souhaite profiter de l'occasion pour en découdre définitivement avec l'UNITA.

FRÉDÉRIC FRITSCHER

► CONGO : le gouvernement victime d'une motion de censure. — Le Parlement a adopté, samedi 31 octobre, une motion de censure contre le gouvernement de M. Stéphane Boungou-Nouara, ce qui place le chef de l'État, élu en août, devant un dilemme. M. Pascal Lissouba peut soit désigner un premier ministre issu de la nouvelle coalition parlementaire (Union pour le renouveau démocratique et Parti congolais du travail — ex-parti unique), soit dissoudre l'Assemblée pour procéder à de nouvelles élections législatives. — (AFP)

Revue d'études Palestiniennes

AU SOMMAIRE DU N° 45

NÉGOCIATIONS DE PAIX

NABIL SHAATH

De Madrid à Washington : les enjeux palestiniens

RAJA SHEHADEH

Négocier les dispositions de l'autogouvernement

ELIAS SANBAR

« Nous n'avons jamais disparu »

ELIA ZUREIK et ANITA VITULLO

Exécutions sommaires :

la justice parallèle des unités « spéciales » israéliennes

SALIM TAMARI

La gauche palestinienne à la recherche d'une place

Dossier

La nouvelle donne politique en Israël après les élections

JUAN GOYTISOLO

Le poète enterré à Larache

ROGER BOASE

L'expulsion des Marocains et leur diaspora : un exemple d'intolérance

Le N° 75 F - Abonnement 1 an (quatre numéros), 340 F
Étudiants (sur justificatif), 195 F
Réglement au nom des Éditions de Minuit (CCP Paris 180.43 T)

Revue trimestrielle publiée par l'Institut des Études palestiniennes
Diffusion : Les Éditions de Minuit - 7, rue Bernard Palissy - 75006 Paris

قائمة المحتويات

AFRIQUE

SOMALIE : selon la Croix-Rouge

Les enfants de moins de cinq ans sont menacés de disparition avant la fin de l'année

Même si une partie de l'aide internationale est détournée, chaque sac de riz et chaque boîte de lait en poudre sont vitaux pour la plupart des Somaliens. Or seulement la moitié des besoins sont couverts et, selon la Croix-Rouge, la quasi-totalité des enfants de moins de cinq ans est menacée de disparition d'ici au mois de janvier prochain.

MOGADISCIO

de notre envoyé spécial

Ici les enfants meurent par milliers, emportés par la faim et la maladie. Du nord au sud, leurs regards fiévreux expriment la même souffrance muette, un fatalisme sans borne. Partout les mêmes corps squelettiques, les mêmes visages mangés de mouches. Images insoutenables, vus et revus, qui ne disent qu'à demi l'étendue de cette tragédie : selon la Croix-Rouge, au mois de janvier 1993, il n'y aura presque plus d'enfants de moins de cinq ans en Somalie. Dans la seule ville de Baidoa, cinq mille huit cents personnes sont mortes au mois de septembre. Une hécatombe et une interrogation : que faire pour la Somalie ?

Le moment de faim. Chaque sac de riz et chaque boîte de lait en poudre comptent. Les besoins du pays sont évalués à 50 000 tonnes de vivres par mois. Il en arrive la moitié seulement. Tous ceux qui vivent au jour le jour se désolent. M. Grégoire Tavernier, le numéro

deux de la Croix-Rouge, ou M. Patrick Vial, le coordinateur général de Médecins sans frontières, affirment : l'aide humanitaire, d'où qu'elle vienne, est le signe tangible d'un réel état de gêne.

Les enfants somaliens meurent par dizaines de milliers parce que la guerre civile, qui ravage depuis vingt-deux mois leur pays, interdit les semences et décime les troupeaux. Fuyant leurs villages, des familles à bout de forces affluent chaque jour à la périphérie des villes, transformées en monroirs. Ceux qui n'ont pas succombé en chemin sont souvent proches de la fin. Il n'y a plus grand-chose à faire pour eux. Pour les survivants, le riz est une nourriture bien adaptée. Ils la supportent plus facilement que les préparations à base de farine, plus lourdes à digérer.

Le prélèvement d'une dîme

La preuve que le riz convient mieux que le blé, c'est qu'il est plus souvent pillé. Le port de Mogadiscio est la cible privilégiée de ces pillages qui aident les bandes armées à reconstruire leurs forces et leur permettent de nourrir ceux de leur clan. Ces bandes sont moins gourmandes qu'on le dit quelquefois. M. Mohamed Salomon, qui fut pendant six mois le représentant du secrétaire général des Nations unies en Somalie, évalue à 10 % de l'aide internationale le pourcentage de ces brigandages. Pour le Comité international de la Croix-Rouge, M. Tavernier avance le même chiffre.

Cinq cents «casques bleus»

armés, arrivés récemment à Mogadiscio, sont censés mettre un terme à ces rapines en prenant le contrôle du port et de l'aéroport. Pour l'instant, les Nations unies ont choisi de négocier en douceur la relève des deux sous-clans qui occupent les lieux, celui des Murasade pour le port, et celui des Hawade pour l'aéroport. Mais ces groupes exigent des compensations. Les Hawade prélèvent une taxe de 300 dollars sur chaque avion Hercules chargé de vivres qui atterrit à Mogadiscio, et le port fait vivre six cents Murasade qui s'ingénient à faire monter les enchères.

Lorsque le port et l'aéroport de Mogadiscio seront passés sous le contrôle de l'UNOSOM (1), si cela se produit un jour, les mêmes obstacles surgiront dans les autres villes portuaires, en particulier à Kismayo, à l'est du sud. C'est dire si le renfort, prévu par le Conseil de sécurité - trois mille cinq cents «casques bleus» supplémentaires - serait le bienvenu.

La Somalie est un pays à la géographie étirée qui interdit une centralisation de l'aide internationale. Celle-ci doit être distribuée et donc protégée partout, sauf à provoquer des déplacements dramatiques de population. Certaines régions du pays sont beaucoup moins sûres que d'autres. Des bandes incontrôlées y sévissent, qui retiennent les organisations humanitaires de s'y aventurer. Le sud-ouest du pays est le théâtre d'affrontements qui propagent dans la région de Bardera une effroyable famine (le Monde du 31 octobre). La solution de cette médite conflictuelle est certainement politique. Mais, pour que ses enfants ne meurent plus par dizaines de milliers, la Somalie a plus que jamais besoin de la solidarité active de l'humanité riche.

BERTRAND LE GENDRE

(1) United Nations Operation in Somalia (Mission des Nations unies en Somalie).

ALGERIE : divisée sur son attitude à l'égard du pouvoir

La direction du FLN a préservé une unité de façade

de notre correspondant

C'est avec discrétion que le comité central du FLN a achevé, dans la soirée du vendredi 30 octobre, à Batna, dans l'Est algérien, trois jours de travaux. Le huis clos était de rigueur, rien n'a vraiment filtré d'une réunion que l'on prédisait houleuse entre les tenants d'une ligne intransigente envers le Haut Comité d'Etat (HCE), la présidence collégiale algérienne, et ceux qui prônaient un rapprochement permanent avec le nouveau pouvoir (le Monde du 29 octobre). Apparemment, il n'en a rien été. Fidèle à une ligne de conduite qui lui a toujours réussi au temps où il était le parti unique au pouvoir et où ses dissensions internes se réglaient dans les couloirs, en dehors de ses «grand-messes» régulières, le FLN, une fois de plus, n'a pu, ou n'a pas voulu, trancher.

Point de ralliement spectaculaire ni de départs fracassants du bureau politique, comme la rumeur en courait à la veille de la session. Ni l'ex-premier ministre, M. Moudoudi, ni un autre «étalon», M. Abdelhak Belayad, ni bien sûr le secrétaire général, M. Abdelhamid Mehri - un trio que l'on dit hostile au HCE - n'ont été mis en minorité. M. Mehri, au cours d'une conférence de presse, a déclaré que «les divergences ont été résolues par rapport aux sessions précédentes».

Cette unité de façade cache mal le profond hiatus qui sépare la base militante des instances dirigeantes du FLN et les sérieux antagonismes qui déchirent ces dernières, notamment sur la manière de régler la crise algérienne. Le comité central s'est borné à réitérer sa position officielle en faveur de la poursuite du dialogue avec le pouvoir, pour aboutir à un consensus national en tout ou en partie à une convergence de vues sur les solutions à apporter.

Le comité central a préconisé «une approche nationale globale incluant les islamistes», comme

devait le rappeler M. Mehri, faisant fi de la volonté des autorités algériennes de rejeter tout contact avec l'ex-Front islamiste purgé actuellement des peines de prison. (Interim.)

1 L'explosion d'une voiture piégée a fait trois blessés. - A la veille du trentième anniversaire du début de la guerre d'Algérie, un attentat à la voiture piégée - le premier du genre - a fait, samedi 31 octobre, au moins trois blessés dans le plus important centre commercial d'Alger. Cet attentat n'avait toujours pas été revendiqué lundi matin. Selon un policier, la charge a probablement été plus importante que celle déposée dans l'aéroport d'Alger, attentat imputé aux islamistes qui avait fait 9 morts et 124 blessés, le 26 août dernier. - (Reuters.)

ASIE

Des documents soviétiques font la lumière sur le sort des Coréens déportés par Staline

Près de deux mille responsables de la communauté coréenne d'URSS ont été exécutés ou envoyés au bagne pour s'être opposés, en 1937, au projet de Staline de déplacer les quelque cent quatre-vingt mille Coréens de l'Extrême-Orient soviétique vers l'Asie centrale, a révélé, lundi 2 novembre, l'agence sud-coréenne Yonhap. Citant des documents soviétiques récemment communiqués par l'Association coréenne de Moscou, l'agence précise que les autorités avaient réquisitionné soixante trains de marchandises pour l'opération de déplacement

forcé, ainsi que soixante cuisines de campagne. Les documents signés par Molotov, alors président du conseil des commissaires du peuple, donnaient ordre aux Coréens d'abandonner tous leurs biens pour inventaire, dans un délai de trois jours, contre la promesse de recevoir l'équivalent une fois installés au Kazakhstan et en Ouzbékistan et de quoi subsister pendant deux semaines. Quelque quatre cent mille personnes d'origine coréenne vivent aujourd'hui dans la Communauté des Etats indépendants (CEI), dont la moitié en Ouzbékistan. - (AFP.)

1 PAKISTAN : condamnation à mort d'un officier. - Le commandant Arshad Jameel a été condamné à mort par une cour martiale pour avoir conduit une opération dans la province du Sind, au cours de laquelle neuf villageois avaient été assassinés, ont annoncé, samedi 31 octobre, les autorités pakistanaises. L'officier était l'ami d'un propriétaire foncier qui souhaitait se débarrasser de paysans rebelles. Les victimes avaient été présentées comme des «dépensés» (bandits), mais des organisations humanitaires, relayées par la presse, avaient émis des doutes. - (UPI.)

1 TAIWAN : retour du principal dissident. - M. Peng Min-min, le principal dissident taiwanais, a reçu, dimanche 1^{er} novembre, un accueil triomphal lors de son retour après plus de vingt ans d'exil. Plus d'un million de personnes, dont les chefs du Parti progressiste démocratique (DPP), principale formation de l'opposition, l'attendaient à l'aéroport. Selon le DPP, M. Peng, un professeur universitaire pour avoir pris part en faveur de l'indépendance de l'île dans les années 60, devrait se présenter aux élections législatives de décembre prochain sous les couleurs du DPP. - (Reuters, UPI.)

AMÉRIQUES

Les élections aux Etats-Unis

Sur fond d'incertitudes économiques

Suite de la première page

Plus précisément, c'est la question de l'emploi qui a dominé, après vingt-quatre mois de «dégraissages» massifs dans l'industrie et les services. Ces licenciements ont, cette fois, touché aussi les cols blancs (cadres) que les cols bleus (employés, ouvriers). Très symboliquement, la dernière semaine d'octobre s'est achevée avec l'annonce de 4 500 licenciements chez American Express, c'est-à-dire dans un service et parmi les cols blancs. C'est une décision sur fond d'«anxiété de la classe moyenne», dit le Wall Street Journal. Cette anxiété est multiforme : la classe moyenne doute que ses enfants vivront le «rêve américain» ; doute que le pays soit «sur le bon chemin», celui de la reprise ; elle appréhende la concurrence avec l'Asie et l'Europe, la «globalisation de l'économie» ; elle n'est pas sûre que les Etats-Unis se soient donnés les moyens (éducation et formation professionnelle, grands thèmes de la campagne) pour y faire face.

Bref, la très américaine culture de l'optimisme est soumise au choc d'une compétition économique exacerbée et d'un nouvel ordre international qui, pour l'instant, tient plutôt d'un désordre post-lourd de catastrophes à venir. D'où cette crise d'anxiété - relative - à laquelle M. Bush et M. Clinton répondent avec des thérapies sinon totalement opposées, du moins assez différentes. N'étaient quelques coups bas en fin de parcours, la campagne a traité à fond des questions intérieures, chacun des candidats détaillant son «ordonnance» : le républicain suggère un traitement léger, le démocrate quelque chose de plus radical, et l'indépendant Ross Perot un improbable électrochoc.

M. Bush part d'un diagnostic positif : l'économie américaine n'est pas aussi mal en point que le proclament les démocrates. Il peut, à bon droit, montrer une batterie d'indicateurs positifs : inflation contrôlée, taux d'ombrage - à court terme - au plus bas, productivité en hausse constante, succès à l'exportation continu pour l'industrie américaine, chômage très nettement inférieur (7,5 %) à celui de la plupart des pays d'Europe de l'Ouest, etc. Mais la santé économique est aussi une question de perception, une affaire qui relève autant du moral que de la comptabilité nationale. Les «indicateurs de confiance» des consommateurs ou des entrepreneurs sont, eux, tous à la baisse. Les centaines de milliers de licenciements - non compensés par des créations d'emplois - de ces deux dernières années ont créé un véritable sentiment de panique dans la classe moyenne.

M. Bush prône un minimum d'intervention pour relancer la

croissance. «Nous devons maintenir quelques données de base qui garantiront, dit-il, une reprise saine : des taux d'imposition bas, des dépenses publiques limitées, une monnaie solide, des réglementations économiques moins tatillonnes et



une concurrence commerciale la plus ouverte possible. Au-delà, l'action du gouvernement fausserait le jeu du marché, produisant des résultats artificiels. Aux plus fortes demandes de l'opinion - emploi, école, santé - M. Bush répond par la même recette : moins d'impôts. Moins d'impôts pour les industriels qui investissent dans les secteurs de pointe, pour les pauvres qui veulent envoyer leurs enfants dans les meilleures écoles privées ou qui veulent souscrire à une assurance médicale. M. Bush pense que l'économie américaine n'a pas besoin du gouvernement fédéral pour s'adapter à l'environnement des années 90.

M. Clinton part d'une prémisse différente : la croissance ne reviendra pas toute seule. Le gouverneur de l'Arkansas se présente comme «un démocrate nouvelle manière», moins préoccupé d'égalité sociale qu'op les infrastructures - télécommunications et transports de masse, notamment - sont les meilleurs.

«Si vous construisez le terrain de jeu, les joueurs viendront», dit-il. D'où un programme d'investissements publics pour réformer l'école, la formation professionnelle et moderniser les infrastructures. «Je ne crois pas dans les mérites d'un super-gouvernement, résume-t-il. Je crois dans les mérites d'un

gouvernement plus efficace au service de l'emploi et de la croissance» (il ne dit pas : «au service de la justice sociale», ce qui serait «démocratie ancienne manière»). M. Clinton fait le pari suivant : en cette période de doute, de transition, de concurrence plus dure, les Américains demandent au gouvernement de leur donner la main. Ils n'ont pas peur du futur, ils se sentent mal ou pas assez équipés ; ils veulent bien d'une zone de libre-échange avec le Mexique et le Canada, à condition qu'on les y



prépare. Ils ne voudraient pas moins d'Etat - toujours selon M. Clinton - mais un peu plus d'Etat. Telle serait l'humour du pays.

«Il y a pas mal d'éléments qui suggèrent que les Américains de 1992 veulent un gouvernement qui soit plus actif dans la modernisation de l'économie», observe le Wall Street Journal. Et de citer un sondage selon lequel 52 % des personnes interrogées disent craindre que M. Bush ne s'occupe pas assez de l'économie et 32 % que M. Clinton s'en occupe trop. Un essayiste et journaliste comme George Will, à la fois conservateur et libre-penseur, fait la même analyse dans le Washington Post : «Le pays a effectivement besoin d'un peu plus de gouvernement.» Et de citer des infrastructures, un système de santé publique, des soins à l'enfance et un niveau scolaire inférieur à ceux de nombre de pays occidentaux.

Paradoxalement, c'est aussi au même moment que les Américains éprouveraient le plus de méfiance à l'égard de leurs dirigeants. La candidature de M. Ross Perot exprime un coup de grogne à l'encontre des élites traditionnelles, qu'elles soient démocrates ou républicaines. A sa façon, elle souligne, plus concrètement encore que ne le disent tous les sondages, que ni George Bush ni Bill Clinton ne suscitent le moindre enthousiasme de leurs compatriotes.

ALAIN FRACHON et JEAN-PIERRE LANGELLIER

VOYAGER PLUS VRAI

LA VRAIE CHINE

Découvrir Pékin en hiver est un privilège. Rencontrer la vraie Chine est un authentique enrichissement.

Car nous sommes les défenseurs du «voyager vrai», des vraies sensations, de la vraie découverte (y compris de soi). Nous vendons directement, sans intermédiaire.

Et vous êtes en contact direct avec une vraie équipe spécialisée pour la Chine.

Photo d'André Villeneuve, voyageur en Chine, Avril 1992

VOL AIR THAI/CHINA AIRWAYS/CHINA AIRWAYS (RETOUR CHINA AIRWAYS) ou DIRECTE AU CHINA AIRWAYS - (SEULEMENT L'AGENCE) VOL AIR THAI/CHINA AIRWAYS/CHINA AIRWAYS (RETOUR CHINA AIRWAYS) ou DIRECTE AU CHINA AIRWAYS - (SEULEMENT L'AGENCE)

10 JOURS A PARTIR DE 10 000 \$: VOYAGEUR DE LA VRAIE CHINE, LES VILLES «PRINCE» ET LES SITES HISTORIQUES DANS L'HISTOIRE DE L'EMPIRE CHINOISE, LA CHINE, LA CHINE, LA CHINE, 10 JOURS A PARTIR DE 10 000 \$ DE PÉKIN A LUOWANG, HANG ZHOU ET SHANGHAI POUR LES MOONSHANES DE LIBERTÉ, UN BUDGET SERIEUX POUR DECOUVRIR LA CHINE, RENDEZ-VOUS VITE, CONTACTEZ-NOUS, VOYAGEURS EN CHINE - 40 RUE SAINT-ANDRÉ, 75001 PARIS - TÉL. : 01 42 86 14 43 - FAX : 01 42 86 14 43

Don à décaisser pour voyageur agréé (seulement pour les Chinois et les Français, 25 jours Plein)

VOTRE NOM _____ PRÉNOM _____

ADRESSE _____ VILLE _____

CODE POSTAL _____ TÉLÉPHONE _____

VOYAGEURS EN CHINE FAIT PARTIE DU GROUPE VOYAGEURS DU MONDE.

POINT / LES ÉLECTIONS AUX ÉTATS-UNIS



Une « triangulaire » en deux étapes

Quelque 190 millions d'Américains en âge de voter sont appelés à désigner, mardi 3 novembre, leur futur président, qui prendra ses fonctions le 20 janvier 1993. Les électeurs devront choisir entre trois candidats : George Bush, le président républicain sortant, qui fait équipe avec le vice-président Dan Quayle; Bill Clinton, qui a choisi Albert Gore sur son « ticket » démocrate; et l'indépendant Ross Perot, assisté de l'amiral James Stockdale. Cette élection « triangulaire » a très peu de chances de perturber le jeu du bipartisme, renforcé par les règles électorales américaines.

Selon le système à deux étapes en vigueur depuis le dix-huitième siècle, les électeurs voteront pour des grands électeurs, qui eux-mêmes désigneront officiellement, le 14 décembre, le président et son vice-président. En général, le vote de ce collège

électoral ne fait qu'amplifier la victoire du candidat ayant obtenu le plus de suffrages populaires.

Le « match à trois » de cette année a incité un plus grand nombre de citoyens à aller s'inscrire sur les registres électoraux, ce qui a traditionnellement favorisé le candidat démocrate. Généralement faible, le taux de participation était de 50,1 % en 1988, bien en dessous du record de 1960, l'année de l'élection du démocrate John Kennedy, où 62,8 % des électeurs s'étaient rendus aux urnes.

Les Américains sont aussi invités mardi à renouveler la Chambre des représentants (435 membres) et le tiers du Sénat (33 sièges sur 100 plus les postes vacants), sans compter les nombreuses consultations locales organisées dans les États.

Les programmes des partis et des candidats

ÉCONOMIE

• **Parti républicain.** - « Avec des taux d'intérêt faibles et une inflation à son plus bas niveau depuis trente ans, les conditions sont réunies pour renouer avec une croissance forte tout au long de cette décennie. »

• **George Bush.** - Partisan d'une diminution générale de la pression fiscale pour assurer la relance et encourager les investissements. Il propose au Congrès de voter pour chaque diminution d'impôt une coupe correspondante dans les dépenses, qu'il voudrait voir diminuer de 300 milliards de dollars d'ici à 1997, y compris au chapitre social.

Il mise aussi sur la libéralisation des échanges (le traité ALÉNA/NAFTA - de libre-échange entre les États-Unis, le Canada et le Mexique a été ratifié par le Congrès et les négociations du GATT à conclure).

• **Parti démocrate.** - « L'Amérique est sur la mauvaise voie. Le rêve américain s'est évanoui. Les classes moyennes souffrent. La pau-

vreté a connu une véritable explosion. »

• **Bill Clinton.** - Pour « remettre l'Amérique au travail », il propose d'investir 20 milliards de dollars par an dans un vaste programme de travaux publics (infrastructures routières notamment). Il promet de réduire de moitié le déficit budgétaire (330 milliards de dollars actuellement) d'ici à 1997 : réduction d'ici à 1997 de 300 milliards de dollars (suppression de 100 000 emplois dans la fonction publique et plafonnement des programmes sociaux notamment); augmentation de 2 % des impôts sur les revenus dépassant 200 000 dollars par an, taxe supplémentaire sur les grandes fortunes, allouement de la fiscalité sur les entreprises étrangères opérant aux États-Unis mais baisse de l'impôt sur les bénéfices des sociétés à certaines conditions. Opposé au protectionnisme, il approuve le traité NAFTA avec quelques réserves.

POLITIQUE ÉTRANGÈRE

• **Parti républicain.** - « Maintenant que nous avons gagné la guerre froide, nous devons aussi remporter la paix. (...) L'histoire nous enseigne que lorsque les États-Unis se retirent de la scène mondiale, nous précipitons l'émergence de nouveaux dangers. »

• **George Bush.** - Hostile à une implication directe des troupes américaines dans le conflit yougoslave, mais les États-Unis participent à l'établissement d'une zone d'exclusion aérienne au-dessus de la Bosnie.

Il souhaite que les États-Unis continuent à encourager activement les négociations de paix entre Israël et les pays arabes. Il entend maintenir la clause de la nation la plus favorisée de la Chine, « qu'il ne faut pas isoler, si on veut l'influencer ».

Il souhaite diminuer les dépenses de défense de 25 % d'ici à 1997, ne laisser que 150 000 hommes en Europe (contre 250 000 actuellement) et ne garder que 1,6 million d'hommes dans l'armée.

• **Parti démocrate.** - « Sous le président Bush, les crises ont été gérées plutôt que prévenues; les dictateurs comme Saddam Hussein ont été courtoisés plutôt que dissuadés (...), l'agression du régime serbe contre ses voisins dans l'ex-Yougoslavie a été abordée avec timidité plutôt que fermement. »

• **Bill Clinton.** - Il entend « soutenir fermement » Israël, maintenir les sanctions contre l'Afrique du Sud, renforcer celles contre Haïti et conditionner l'octroi de la clause de la nation la plus favorisée à la Chine au respect des droits de l'homme. Plus activiste que George Bush dans le dossier yougoslave, il approuve la création d'une zone d'exclusion aérienne. Il appelle au maintien d'une défense forte même s'il prévoit des coupes dans le budget du Pentagone de 30 % d'ici à 1997. Il limiterait les effectifs de l'armée à 1,4 million d'hommes, dont 100 000 en Europe.

SOCIÉTÉ

• **Parti républicain.** - « La famille traditionnelle est menacée. Nous croyons que nos lois devraient refléter ce qui fait de notre nation un pays prospère et sain : croire en Dieu, travailler dur, s'entraider et limiter au maximum la taille et les interventions de l'État. »

• **Avortement.** - « Nous croyons que l'enfant à naître a un droit fondamental à la vie qui ne peut être enfreint. (...) Nous sommes en faveur de la nomination de juges qui respectent le caractère sacré des vies innocentes. »

• **George Bush.** - Éducation : il propose une aide de 1 000 dollars par famille à moyen ou bas revenus pour leur permettre de « choisir librement » une école publique, privée ou religieuse pour leurs enfants. Il promet 1 million de dollars pour la création d'écoles expérimentales.

• **Système de santé.** Il suggère un crédit d'impôt pour encourager les quelque 33 millions d'Américains non couverts à souscrire à un régime d'assurance-maladie, à titre privé.

• **Prestations sociales.** Il souhaite la réduction des périodes couvertes par l'assurance-chômage.

• **Criminalité.** favorable à la peine de mort, il souhaite l'imposition de peines non réduites pour les meurtriers. Il défend dans ses grandes lignes le droit des citoyens de posséder et de porter des armes.

• **Avortement.** contre, excepté en cas de viol, d'inceste ou lorsque la vie de la mère est en danger. Il s'oppose au financement des centres qui le recommandent.

• **Parti démocrate.** - « Une économie en expansion, une économie de hauts salaires est la meilleure des politiques de la famille, de la ville, de l'emploi, des minorités que l'Amérique puisse avoir. »

• **Avortement.** « Nous reconnaissons à chaque femme le droit de choisir. (...) Il faut rendre l'avortement moins nécessaire, non pas plus difficile ou plus dangereux. »

• **Bill Clinton.** - Éducation : il promet d'augmenter le financement de l'école publique et de lancer un

important programme de formation professionnelle, financé par une taxe sur la masse salariale. Il envisage un système de prêts avantageux pour les étudiants, à rembourser à l'entrée dans la vie active.

• **Système de santé.** estimant que tous les Américains devraient avoir accès à des soins de santé abordables, il propose que les employeurs, qui refusent de cotiser pour l'assurance-maladie de leurs employés, payent une taxe, afin que le gouvernement le fasse à leur place. Un organisme national contrôlerait les dépenses médicales, qui ont triplé en vingt ans.

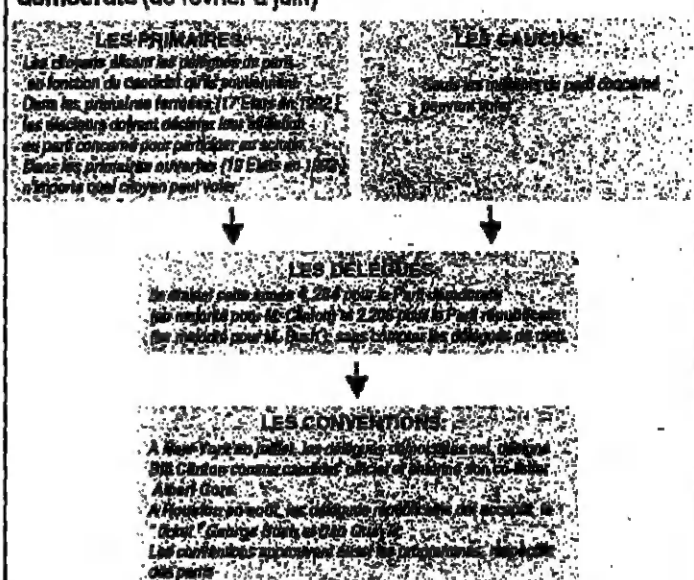
• **Prestations sociales.** elles doivent être « une seconde chance, non pas un mode de vie ». Aux chômeurs, il propose des programmes de formation, de travaux communautaires et des prêts pour ceux qui se lanceraient en affaire.

• **Criminalité.** en faveur de la peine de mort, il souhaite créer 100 000 postes supplémentaires dans la police. Il interdirait la possession, la vente et la fabrication des armes d'assaut « les plus dangereuses » et imposerait un délai « raisonnable » entre l'achat et la prise de possession d'une arme à feu.

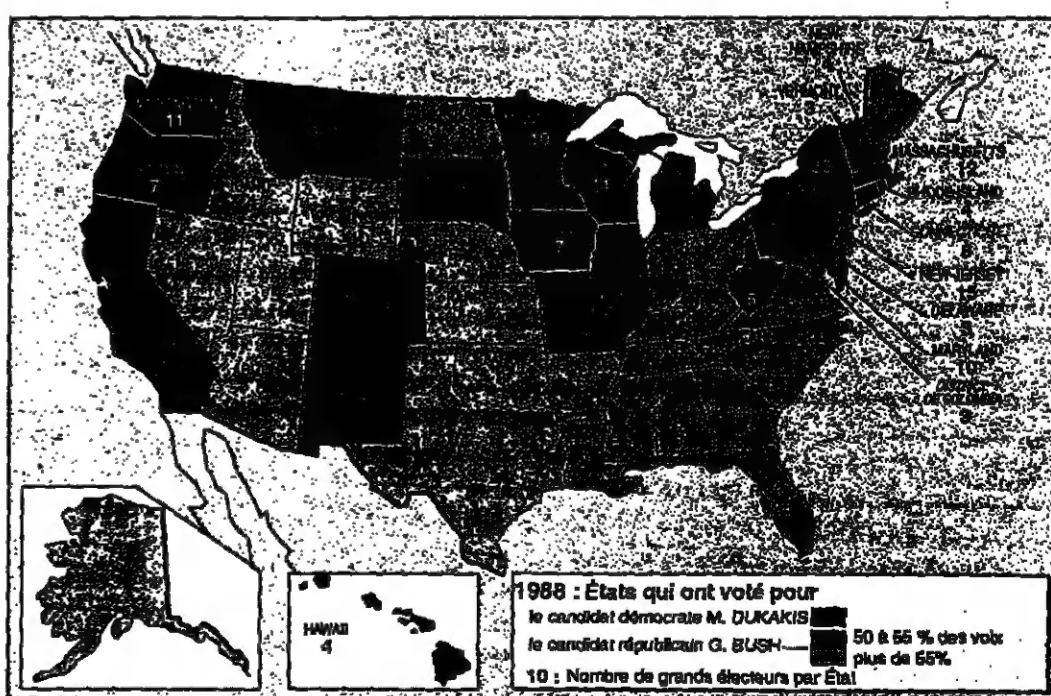
• **Avortement.** opposé à toute restriction à la pratique de l'avortement. Il promet d'améliorer les services de planning familial et d'encourager la contraception.

LE PROCESSUS DE L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

A - Sélection des candidats pour chaque parti, républicain et démocrate (de février à juin)



B - Le scrutin présidentiel :



L'alternance depuis le début du siècle

- 1896-1912 : seize années républicaines
 - William McKinley : élu en 1896, réélu en 1900 (51,7 % des voix), il est assassiné le 6 septembre 1901.
 - Theodore Roosevelt : lui succède en tant que vice-président. Élu en 1904 (56,4 % des voix).
 - William Howard Taft : est élu en 1908 (51,6 % des voix).
- 1912-1920 : huit années démocrates
 - Thomas Wilson : élu en 1912 (41,8 % des voix), réélu en 1916 (49,2 % des voix).
- 1920-1932 : douze années républicaines
 - Warren Harding : élu en 1920 (60,3 % des voix), réélu en 1923.
 - Calvin Coolidge : lui succède en 1923 en tant que vice-président. Élu en 1924 (54,1 % des voix).
 - Herbert Hoover : élu en 1928 (58,2 % des voix).
- 1932-1952 : vingt années démocrates
 - Franklin Roosevelt : élu en 1932 (57,4 % des voix) et réélu en 1936 (60,8 %), 1940 (54,7 %) et 1944 (53,4 %). Il meurt au cours de son mandat, le 12 avril 1945.
 - Harry Truman : lui succède en tant que vice-président. Élu en 1948 (49,5 % des voix).
- 1952-1960 : huit années républicaines
 - Dwight Eisenhower : élu en 1952 (55,1 % des voix), réélu en 1956 (57,4 %).
- 1960-1968 : huit années démocrates
 - John Kennedy : élu en 1960 (49,7 % des voix). Il est assassiné à Dallas au cours de sa campagne électorale pour un second mandat, le 22 novembre 1963.
 - Lyndon Johnson : lui succède en tant que vice-président. Élu en 1964 (61,1 % des voix).
- 1968-1976 : huit années républicaines
 - Richard Nixon : est élu en 1968 (43,4 % des voix) et réélu en 1972 (60,7 %). Compromis dans l'affaire du « Watergate », il démissionne le 9 août 1974.
 - Gerald Ford : lui succède en 1974 en tant que vice-président désigné par le président Nixon après la démission de Spiro Agnew en octobre 1973. Battu en 1976.
- 1976-1980 : quatre années démocrates
 - Jimmy Carter : élu en 1976 (50,1 % des voix), battu en 1980.
- 1980-1992 : douze années républicaines
 - Ronald Reagan : élu en 1980 (50,7 % des voix), réélu en 1984 (58,8 % des voix).
 - George Bush : élu en 1988 (53,4 % des voix).

La recette de Ross Perot

L'indépendant Ross Perot a un vague programme, tout entier orienté vers la réduction du déficit fédéral, qu'il promet de transformer en excédent d'ici à 1998.

Il entend augmenter les impôts, surtout pour les riches, ainsi que les taxes sur le tabac et l'essence (50 cents de plus le gallon - 3,78 litres - en cinq ans).

Il diminuerait toutes les dépenses sociales de 15 %, augmenterait les prélèvements de santé et de retraite des plus hauts revenus, abaisserait le niveau des subventions agricoles et effectuerait des coupes importantes dans le budget de la défense (il était opposé à l'engagement des États-Unis dans la guerre du Golfe).

Le milliardaire texan est pour le règlementation de la vente des armes à feu et pour le droit à l'avortement.

Dossier réalisé par MARTINE JACOT

1992, année des femmes ?

LOS ANGELES

correspondance

Barbara Boxer aime à mettre son nom en avant pour donner le ton de sa campagne électorale. Née à Brooklyn, élue en 1982 à la Chambre des représentants dans une circonscription de la Californie, elle a conscience de mener une lutte « historique » aux côtés de sa collègue Diane Feinstein, l'ancien maire de San-Francisco : elles sont cette année deux femmes - démocrates - à briguer les deux sièges de la Californie au Sénat. Une première.

L'État le plus peuplé de l'Union donnera-t-il de nouveau le ton ? Deux femmes seulement siègent actuellement au Sénat, aux côtés de 98 hommes. Mais cette année, un nombre record de candidates briguent les sièges en jeu à la Chambre haute, renouvelée par tiers tous les deux ans. Elles sont onze au total : dix démocrates, une républicaine. Renouvelée en totalité tous les deux ans, la Chambre des représentants s'attend aussi à une vague féminine, avec 105 candidates (contre 70 en 1990) pour 435 sièges.

Le souci majeur des candidates, outre de vaincre les préjugés, a été de rassembler assez d'argent pour financer des campagnes de plus en plus coûteuses. Des réseaux de collectes de fonds mis en place par plusieurs associations féminines

ont permis à plusieurs personnalités inconnues au niveau national de créer la surprise. Dans sa course au Sénat, Patty Murray qui se définit comme une « mère en chaussures de tennis » - est sortie victorieuse des élections primaires de l'État de Washington. Auparavant, les victoires de la démocrate Carol Moseley Braun dans l'Illinois, qui pourrait devenir la première femme noire élue au Sénat (le Monde du 4 avril), et celle de Lynn Yeakel en Pennsylvanie n'étaient pas moins inattendues.

Un nombre exceptionnel de candidats sortants ne se sont pas représentés, ce qui a facilité l'émergence de nouvelles têtes. Les femmes se sont aussi beaucoup mobilisées pour ces élections, en raison notamment des menaces qui pèsent sur le droit à l'avortement et du choc de l'affaire Thomas, en octobre de l'an passé. L'avocate Anita Hill avait alors, devant une commission sénatoriale, accusé de « harcèlement sexuel » le juge Clarence Thomas, nommé à la Cour suprême. Chacun avait pu voir à la télévision la juriste noire témoigner haut et fort - mais sans succès - face au juge qui la regardait de haut. La composition presque exclusivement masculine du Sénat n'avait jamais paru aussi scandaleuse.

RÉGIS NAVARRE

Handwritten text in Arabic script: "أنا من أجل" (I am for)

Les autorités allemandes ont commencé, dimanche 1^{er} novembre, à expulser par avion vers la Roumanie les immigrés tziganes clandestins. Croulant sous le poids des demandeurs d'asile (quatre cent mille attendus cette année) et effrayés par les violences xénophobes, le gouvernement de Bonn a conclu un accord avec celui de M. Iliescu selon lequel les Roumains entrés illégalement en Allemagne, pour la plupart d'origine tzigane, seraient « rapatriés ». Cinquante mille à cent quarante mille personnes seraient menacées d'être mises ainsi dans des « charters » pour Bucarest. Bonn a promis en outre de verser, d'ici à 1996, 30 millions de deutschemarks (environ 100 millions de francs) à la Roumanie, officiellement pour faciliter la « réinsertion » des Roms, qui constituent la minorité la plus menacée en Europe centrale.

Allemagne : des charters pour Bucarest

Les institutions au secours des minorités

MARCEL SCOTTO

Les clefs du savoir 1992

Le système administratif français
Pierre Sadran

CLEFS

Prix unique: 60 F
Montchrestien
Tél. (11) 15.35.01.67

ESPACE EUROPEEN

Roumanie : partir à tout prix

BUCAREST

de notre correspondant

«Et vous, vous resterez ici ? Le chef de famille, Ion Nicolae, moustache en guidon de vélo et chapeau, montre l'étendue de son malheur ordinaire. Dans l'immeuble de béton lépreux de cette banlieue oubliée de Bucarest, où les poubelles sont rarement ramassées, les deux pièces délabrées mesurent à peine 20 mètres carrés. Douze personnes, Ion Nicolae, sa femme, ses enfants et petits-enfants, y dorment. Huit couchés à même le sol humide. Il n'y a plus de carreaux aux fenêtres. Au robinet, il n'y a pas d'eau chaude. Ni d'eau froide, d'ailleurs. Pas d'eau du tout. « Depuis trois ans, précise la mère, il faut aller à la pompe dans la rue, là-bas. » Et monter les étages dans le noir. Pas de lumière ni d'ascenseur. Pas de chauffage non plus, même pendant le terrible hiver. Pas de gaz. Juste une ampoule qui éclaire crûment la misère cachée derrière les portes, masquée par les vêtements bariolés.

Après la honte, la colère monte. Ion Nicolae montre ses chaussures trouées. Malgré le froid, ses petits-enfants n'ont que des sandales de plastique. « Aujourd'hui, je n'ai plus d'argent, dit-il. J'ai été licencié après trente ans de travail dans la même usine. » « Les jeunes non plus n'ont pas de travail », lance la mère. Les Tziganes sont parmi les premières victimes de la restructuration des grandes entreprises. Parce qu'ils sont les moins qualifiés ou tout simplement parce qu'ils sont tziganes. Dans les campagnes, ils se retrouvent souvent sans travail et sans terre après le démantèlement des coopératives. Ils n'ont pas su accomplir les formalités administratives ou ne possédaient pas de terre avant la collectivisation. Jusqu'en 1956, ils étaient esclaves des grands propriétaires terriens.

« On meurt de faim ici »

La femme de Ion Nicolae sort quelques pièces, son chiffre d'affaires de la journée : 120 lei (2,50 F) après des heures à vendre des grains de tournesol sur le trottoir boueux. « Le kilo de viande coûte 800 lei », rappelle-t-elle. Dans ce quartier majoritairement peuplé de Tziganes, on vit comme ça, entassés, avec à peine le minimum vital. Sédentarisés pour la plupart sous l'ancien régime, ils ont eu les logements dont personne ne voulait. Il y a des quartiers pires encore, assure Vasile Costel, un jeune dirigeant de la communauté, qui fait ouvrir les portes.

Est-il nécessaire de demander aux Tziganes de Roumanie, des jeunes pour la plupart à cause de la forte natalité, pourquoi ils partent, en Allemagne ou ailleurs ? « On meurt de faim ici. Je partirai dès que pos-

sible à l'étranger, n'importe où, pour travailler. Nous ne sommes pas des criminels », s'exclame Ion Nicolae. Quitte à risquer d'être renvoyés, ils s'en vont donc, souvent vers la riche Allemagne, à l'accueillante législation, par de discrètes filières, organisées au départ des pays voisins où les Roumains se rendent sans visa, la Hongrie, la Tchécoslovaquie et surtout la Pologne.

« A Varsovie, le transport clandestin en voiture vers l'Allemagne coûte 300 deutschemarks (environ 1 000 F) », raconte un connaisseur. « Certains avaient de faux certificats de naissance attestant qu'ils appartenaient à la minorité allemande de Roumanie », affirme un procureur.

rement foncé dans l'alcool. Devant les Hongrois (1,6 million), ils sont peut-être deux millions, en tous cas la première minorité ethnique du pays en nombre, et la dernière en considération.

Parmi les plus misérables du plus pauvre pays d'Europe de l'Est (après l'Albanie), les Roumains, dans leur majorité, sont frappés de plein fouet par la crise économique, dont ils deviennent les bœufs épuisés. Car les autres victimes expiatoires potentielles – les juifs – ont presque tous quitté la Roumanie et seraient moins de dix mille, selon le recensement de 1992. Une minorité très voyante de Tziganes, qui a fait fortune et roule

ment. Pour la première fois un dictionnaire roumain-roumain a été publié. Le ministère de l'éducation a approuvé une anthologie de textes en roumain. Il tente aussi de réduire l'absentéisme des enfants roms à l'école et cherche à les attirer en leur enseignant les métiers d'artisanat traditionnels. Si une minorité – des responsables des roms (dont quelques-uns ont remporté des sièges lors des élections locales) et des fonctionnaires – s'activent depuis deux ans, les pesanteurs culturelles et psychologiques sont difficiles à bousculer.

La presse a une fâcheuse tendance à stigmatiser le moindre délit imputé à un Rom et ne parle pas,

tout le monde l'insulte », explique Vasile Costel, qui a toutes les peines du monde à trouver un local pour son association. « Moi, j'aime bien les Tziganes, dit un Roumain bien éduqué, mais morts », ajoute-t-il en riant grassement. Un rumeur veut même que Nicolae Ceausescu ait été tzigane.

Expéditions punitives

On peut aussi entendre qu'il a manqué une année au maréchal Antonescu pour finir le travail : résoudre, à sa forte manière, le « problème tzigane ». Au pouvoir pendant la guerre, le dictateur fas-

sidait du PC. C'est aussi une façon de ne pas se distinguer de la majorité. La relative mansuétude des communistes envers les Tziganes font évidemment dire que ces derniers étaient « les mouchards de la Securitate », l'ex-police politique.

L'ancêtre haine raciale est à fleur de mot. Et des paroles aux actes, le pas a vite été franchi après la chute du totalitarisme en décembre 1989. Lors d'expéditions punitives, sous couvert de justice populaire pour un délit ou un crime commis par un Tzigane, des dizaines de maisons ont été détruites, souvent par le feu. Commencées en 1990, année où les Tziganes furent aussi victimes des affrontements entre Hongrois et Roumains de Tirgu-Mures et de la descente des mineurs contre l'opposition à Bucarest, ces vengeances collectives ont pris de l'ampleur en 1991. Plus de dix-sept localités ont été touchées. Les progrès d'une police d'abord paralysée par son rôle coupable sous la dictature et la création de troupes d'intervention de gendarmerie ont permis de calmer les esprits depuis le début de cette année. Quelques incidents ont tout de même été signalés. Début juillet, après une altercation entre un Rom et un policier, plusieurs Tziganes ont été passés à tabac à Bucarest lors d'une descente punitive de l'unité n° 2180 de la police militaire.

La communauté, qui essaye de s'organiser, panse ses plaies. Même si les fonds manquent, le gouvernement veut attribuer en 1993 un budget pour les minorités. Au département en charge des minorités, Silvia Todorescu reconnaît qu'il faudrait un programme spécifique d'intégration. Kogalniceanu, près de Constantza (mer Noire), où trente-trois maisons ont été détruites, dont vingt-cinq par le feu, lors d'un acte de vengeance collective en octobre 1990, devrait devenir le symbole de cette politique. Les habitations vont être reconstruites avec l'aide des autorités, et la Fédération ethnique des Rom du très dynamique Nicolae Gheorghe a entamé un « programme pilote », qui a reçu une subvention du gouvernement français, pour intégrer les deux communautés. Plus remarquable encore : pour la première fois la justice roumaine a inculqué, en leur reconnaissant certes les « circonstances atténuantes », douze personnes pour « association de malfaiteurs » et « destruction de biens » des Tziganes de cette localité.

L'Allemagne va verser 30 millions de deutschemarks, pour former dans trois centres les réfugiés renvoyés en Roumanie. Les Tziganes voudraient que ce ne soit pas le prix de la déportation.

JEAN-BAPTISTE NAUDET



Familles roms semi-nomades, dans les environs de Bucarest.

Cette communauté, qui s'appelle Rom (ou roumain, « tzigane » est une insulte), compte officiellement, selon le recensement de janvier 1991, 410 000 personnes, soit 1,8 % des 23 millions de Roumains. Même si c'est deux fois plus que le dernier chiffre officiel de 1977, c'est sans doute encore très en deçà de la réalité, notamment parce que beaucoup de Roumains refusent de se reconnaître comme tels. Détestés des Roumains, les Tziganes ne s'aiment pas. « Ils ont une identité négative, pour les Roumains et pour eux-mêmes », explique M^{me} Aurora Liiceanu, psychologue sociale. « Nous sommes tziganes et c'est dommage », lâche un Rom qui noie son chagrin et oublie son teint léga-

re. Mercedes, est jugée responsable du marché noir, des « effets négatifs » du « faux capitalisme », de la lente transition vers l'économie de marché. Dans la majorité appauvrie, certains s'enfoncent peu à peu dans la petite délinquance. Les discriminations, qui datent de plusieurs siècles, concernent le logement, l'emploi, les rapports à l'administration (déjà misérables pour la moyenne des Roumains), mais aussi l'éducation. Le romani, leur langue dérivée du sanskrit, n'est pratiquement pas enseigné. Faute de professeurs.

Mais « nous formons actuellement des enseignants dans cette langue », explique M^{me} Silvia Todorescu, chargée des minorités au gouverne-

ment. « Si un Roumain commet un meurtre, il y a trois lignes, si un Rom vole, on publie sa photo, on le montre à la télévision », s'indigne l'un d'eux. Quant à l'hebdomadaire (trois cent mille exemplaires) du parti ultranationaliste Grande Roumanie (près de 4 % aux législatives), il appelle sournoisement au pogrom.

Même pour certains intellectuels de « l'opposition démocratique », l'affaire est entendue : les Tziganes sont « voleurs », « sales » et « associés ». Peu importe qu'ils vivent dans la misère ou que leur culture, dont la plupart des Roumains ignorent tout, soit différente. « Quand tu es tzigane, personne ne te parle et

ciste (en voie de réhabilitation par l'ensemble du spectre politique) avait entrepris la « purification ethnique » de la Roumanie, des juifs et des Tziganes, déportant plus de vingt mille d'entre eux entre l'automne 1942 et l'été 1944.

Elena Constantina, une grand-mère, se souvient : « J'avais quatre ans, on m'a déportée avec ma famille en Transnistrie (sur la rive est du Danube). Nous sommes restés deux ans, jusqu'à la fin de la guerre, dans un camp. Deux de mes frères sont morts du typhus. Au moins les communistes n'ont pas cherché à détruire les Tziganes. Ceausescu nous aimait bien. » Alors, comme beaucoup, elle vote aujourd'hui pour Ion Iliescu, ex-dignitaire et ex-

Bohême-Moravie : l'épouvantail slovaque

PRAGUE

de notre correspondant

Les Tziganes tchèques sont depuis quelques semaines inquiets. Ils redoutent des attaques d'« escadrons de la mort » qui multiplient leurs campagnes d'intimidation par tracts, mais passent aussi de plus en plus souvent aux actes. Par ailleurs, les Rom installés depuis de nombreuses années et intégrés dans la société tchèque craignent une migration massive de leurs frères de Slovaquie, après la scission de la Tchécoslovaquie le 1^{er} janvier 1993.

A la mi-octobre, un groupe de quatre-vingts skinheads venus des cités-dortoirs des environs s'en est pris au quartier tzigane de la petite ville de Duchcov, en Bohême du Nord. Ils ont brisé les fenêtres de plusieurs maisons habitées par des Rom et lancé un cocktail Molotov dans un des appartements, avant d'être reconduits par la police à la gare. Le bilan de cette « expédition punitive » s'est établi à trois Tziganes blessés, trente-cinq interpellations et la saisie de chaînes, battes de base-ball et autres armes diverses. Ce genre d'événements tend à se répéter à intervalles réguliers dans cette région malade de son industrialisation et de sa pollution, où vit une forte communauté tzigane qui a remplacé la population allemande après son expulsion en 1945.

Dans une petite ville voisine, Jirkov (19 000 habitants, dont 2 000 Rom), la rumeur d'une attaque de skinheads a tenu la popula-

tion en émoi pendant dix jours et a contribué à radicaliser les opinions. L'immense majorité de la population autochtone s'est mise à espérer l'arrivée des skinheads « pour en finir avec ces Rom qui volent et saouignent ».

La police qui, en raison de la proximité avec l'Allemagne, n'écarte pas totalement de telles « razzias » à grande échelle, un tiers des délits commis dans la ville sont le fait de Rom. Pour les Tziganes « domestiqués » – comme les qualifie la presse tchèque –, la responsabilité de tels agissements repose sur les Rom venus de Slovaquie. La municipalité estime qu'un millier de ces Rom slovaques vivent en toute illégalité à Jirkov.

Le « Bronx » d'Ostrava

Ce phénomène peut être observé dans toutes les villes de Bohême du Nord, mais aussi dans le reste de la République tchèque, et tout particulièrement dans la métropole minière de Moravie du Nord, Ostrava, étape dans le parcours migratoire de la plupart des Rom de Slovaquie. Dans cette ville de 350 000 habitants, où 10 % à 15 % de la population est tzigane, la mairie a cédé à la pression des non-Rom qui se plaignent de l'insécurité grandissante – Ostrava a dépassé Prague pour le nombre de délits et crimes commis depuis le début de l'année – et « déclaré la guerre » aux familles roms installées illégalement. Dans le « Bronx », comme les Ostravois ont baptisé le quartier gitan, les autorités expul-

sent chaque semaine manu militari quelques familles récalcitrantes qui squattent des appartements de la commune.

Le mouvement de migration de Slovaquie vers les pays tchèques, qui a commencé dans les années 80 et s'est accéléré après 1989, pourrait être encore plus important au lendemain de l'indépendance de la Slovaquie où les Rom (300 000 à 500 000 sur 5,2 millions d'habitants) connaissent des conditions de vie beaucoup plus difficiles qu'en Bohême-Moravie. Selon Ladislav Body, député tzigane au Conseil national tchèque, beaucoup de Rom de Slovaquie de l'Est, dont 90 % sont au chômage dans certaines colonies, souhaiteraient aller travailler en République tchèque, voire, si la situation sociale ne s'améliore pas en Slovaquie, s'y établir définitivement avec leurs familles.

L'éventualité d'une vague d'immigration de Rom de Slovaquie inquiète les Tziganes tchèques comme les autorités pragoises. Selon les responsables roms de Bohême-Moravie, cette immigration concernerait surtout les Tziganes, qui ont un « niveau culturel différent et qui sont incapables de s'adapter à court terme ». D'après Zdenek Horvath, de l'Union démocratique des Rom, un tel afflux de Tziganes ne ferait que « renforcer le comportement raciste de certaines catégories de la population, provoqué par les débordements des Rom arrivés ces dernières années en Bohême-Moravie du Nord ». « C'est pourquoi les familles roms de la

région ne sont pas prêtes à accueillir ces immigrants », a indiqué M. Horvath, précisant que le gouvernement tchèque devrait faire pression sur les autorités de Bratislava afin qu'elles créent des conditions sociales satisfaisantes devant permettre d'éviter un exode des Tziganes slovaques.

Victimes de discrimination sous le régime communiste qui voulait les assimiler à tout prix, les Rom n'ont pas vu leur situation s'améliorer ces trois dernières années, malgré la reconnaissance par le nouveau pouvoir démocratique de leur statut de minorité. Les Tziganes tchèques (115 000 selon le recensement de 1990, 400 000 selon le gouvernement ou 800 000 selon leurs dirigeants) ont été les premières victimes de la réforme économique libérale entreprise depuis 1990.

Toutefois, certaines initiatives privées venues de Rom instruits ou entrepreneurs en faveur d'une meilleure insertion par le travail des Tziganes ont donné jour à des projets de restauration de quartiers délabrés ou de construction de maisons respectant les formes traditionnelles de vie communautaire, avec la participation directe des intéressés. Les responsables locaux, qui encouragent ces initiatives, sont conscients que la question tzigane, sans être brûlante aujourd'hui, représente une menace potentielle pour la stabilité sociale dans les futurs Etats tchèque et slovaque.

MARTIN PLICHTA

REVUE DE PRESSE

Russie et Lituanie : changement de cap ?

La tension entre Boris Eltsine et l'opposition russe qui s'est intensifiée, cette semaine, avec l'annonce de la dissolution du Front de salut national, formé par des dirigeants ultra-conservateurs, et la dissolution de la garde du Parlement soupçonnée d'être à la solde du principal opposant au président, n'a pas vraiment alarmé la presse occidentale. Et le Times semble le déplorer : « L'élection américaine et l'agitation qui entoure le traité de Maastricht en Europe ont détourné l'attention occidentale du sort de la Russie au moment précis où ses réformes sont les plus menacées. » Le Washington Post appelle timidement l'Ouest à faire montre d'une « attention soutenue » car, selon lui, le processus démocratique est « dangereusement menacé ». Seul le Times exprime des réserves sur les coups de force d'Eltsine, notamment sur la dissolution du Front de salut national qu'il assimile à « une légalité douteuse ». « En ce qui concerne sa réputation à l'Ouest, qui a déjà été ternie ce mois-ci par son inlassable croisade vengeresse contre Mikhaïl Gorbatchev (...), cette dissolution est susceptible de faire franchir les sources », écrit-il.

Evocant les remous en Russie et les élections en Lituanie indépendante, l'éditorialiste de la Repubblica, Alberto Jaco-

viello, note simplement que Moscou n'arrive pas à choisir une voie et s'inquiète de l'absence d'un minimum d'unité parmi les dirigeants. « Il ne faut pas s'étonner que selon un sondage (...), 50 % de la population russe regretterait Staline et son époque. Il est possible qu'une telle nostalgie n'ait pas joué un rôle dans la victoire, en Lituanie, du parti de l'ex-numéro un communiste, M. Brazauskas. Mais cela s'est produit et c'est peut-être significatif. » L'hebdomadaire britannique The Economist écrit à ce propos, que le succès du Parti démocratique du travail de Lituanie (PDTL) de M. Brazauskas « ne témoigne pas nécessairement d'un virage à gauche » de la politique lituanienne.

Pour le quotidien espagnol ABC, « le résultat des législatives en Lituanie n'aurait pas pu être une meilleure leçon pour Eltsine qui devra s'interroger sur l'opportunité de convoquer des élections, alors qu'existe le risque évident d'une victoire des anciens communistes ». Quant à la dernière mesure de Boris Eltsine – la suspension du retrait des troupes russes des pays baltes –, le Stampa écrit qu'elle représente « un autre geste par lequel le président russe cherche à gagner le soutien d'une partie de la droite nationaliste ».

مَدِينَة مِنْ الْوَحْدَة

هنا من هنا

ESPACE EUROPEEN

Hongrie : les premières victimes de la réforme économique

BUDAPEST
de notre correspondant

Tous les matins, la place Moskou de Budapest se transforme en un marché noir de l'emploi. La foule qui s'en-gouffre dans la bouche du métro ne remarque pas les dizaines de jour-nalistes, rassemblés là depuis l'aube dans l'attente d'un travail hypothé-tique. Parmi eux, beaucoup de Roumains de souche magyare, mais aussi un nombre de Tziganes hongrois. « Les Roumains cassent les prix, ils acceptent un salaire pour 400 forints par jour » (moins de 10 F), explique en grommelant Jozsef, un Tzigane du sud de la Hongrie, récemment « monté » à la capitale. Mais pour une quali-fication dans une entreprise agri-cole, Jozsef, comme la plupart des Tziganes, travaillait dans un des secteurs les plus durement touchés par la récession.

Massivement employés dans l'agriculture, la sidérurgie et le bâtiment, les Tziganes sont en première ligne des victimes de la transition économique. Le chômage, multiplié par dix au niveau national depuis dix ans, les frappe particulièrement : 70 % de la population active de cette com-munauté ne travaillent plus sans emploi, selon l'Office des minorités de Budapest. Même les musiciens, considérés comme l'« aristocratie tzigane » ne sont pas épargnés par cette vague de paupérisation.

Parallèlement, les treize minorités officiellement reconnues dans le pays, représentant 10 % de la population, les Tziganes sont de loin les plus nombreux avec 300 000 à 400 000

personnes. Malgré la politique d'as-similation forcée de l'ancien régime socialiste, les Tziganes passent tou-jours des citoyens de seconde zone, et leur intégration économi-que, à la différence des autres minorités, demeure une tâche de l'après.

Vaste réservoir de main-d'œuvre à bon marché, ils cumulent les ha-dicaps des groupes sociaux margi-nalisés : 80 % de leurs enfants quit-tent l'école à seize ans sans aucun diplôme ; leur espérance de vie est inférieure à celle des autres Hong-rois et plus de la moitié de la population tzigane est d'origine tzigane : « Cette situation représente une bombe à retardement sociale », souligne Janos Wolfart, président de l'Office des minorités. C'est notre responsabilité commune d'y remédier.

Des incidents racistes

Toutefois, les dérapages sont fré-quents et les Tziganes sont souvent le cible d'attaques de groupuscules de droite qui ont récemment leur apparition. Plus grave, une tentative de pogrom a eu lieu en août 1992 dans deux villages qui ont fait deux morts chez les Tziganes. Même si leur réputation n'est pas prouvée, ces incidents ont survécu à la suite d'une cam-pagne de haine déclenchée par les forces d'extrême droite du pays, dirigées par Imre Csorba, député et vice-président du principal parti au pouvoir.

Dans un texte qui a fait scandale, ce dernier a déclaré que les « racines génétiques » de la dis-crimination du climat social, une at-ti-tude

sion aux Tziganes aux juifs. « Depuis l'affaire Csorba, nous nous sentons de plus en plus en danger », insiste Zoltan Csorba, un élu du huitième arrondissement de Budapest, le principal quartier tzi-gane de la capitale.

Une élite débordée

Economiquement marginalisés, socialement « suspects », les Tziganes vivent dans un désert culturel. « Il n'existe aucun musée, théâtre, cinéma, institut de recherche », école tzigane dans le pays », constate amèrement Jenő Szabo, porte-parole du Parlement tzigane (tzigane). Mais depuis quel-ques années, le destin de cette com-munauté est en train de changer. Les Tziganes, longtemps passifs et dispersés dans près de deux mille villages du pays, ont commencé à s'organiser pour défendre eux-mêmes leurs intérêts. La première organisation indépendante, Phra-lippe (Fraternité) a vu le jour au printemps 1989 et a réussi à faire élire deux députés au Parlement hongrois. M. Aladar Horvath et M^{me} Antonia Hago, sur des listes patronnées par l'Alliance des démocrates libres, le principal parti d'op-position.

Deux mois avant les premières élections démocratiques du pays, une quarantaine d'organisations, représentant plusieurs dizaines de milliers de membres, se sont

en janvier 1990 le Parlement tzi-gane de Hongrie. Unique en son genre en Europe, le Roma Parla-ment est la première tentative d'ex-pression collective des Tziganes. Mais, subventionnée de l'Etat et seulement trois per-manents, cette institution dispose de peu de moyens. Autant que d'un manque de moyens, la commu-nauté tzigane souffre de l'absence d'une intelligentsia capable de la représenter. L'élite de la commu-nauté est débordée : ce sont sou-vent les mêmes personnes qu'on trouve à la tête de Phralippe, du Parlement rom et des journaux tziganes. Malgré ce handicap, les dirigeants du Parlement tzigane fixent un double objectif : attirer les interlocuteurs auprès des autorités et rompre l'isolement de la communauté tzigane.

Massivement déportés pendant la seconde guerre mondiale, les Tziganes ont été assimilés de force par les communistes, les Tziganes hongrois redressent aujourd'hui lentement la tête. Les représentants du Parle-ment tzigane ont activement participé depuis deux ans à l'élaboration du projet de loi sur les minorités, qui prévoit la déposition devant le Par-lement de Budapest. Mais ils ne sont loin d'être satisfaits de la loi et demandent une plus grande « dis-crimination positive » dans trois domaines : l'autonomie cultu-relle, les subventions à la repré-sentation municipale. Le projet de loi a été révisé, insiste Jenő Szabo. Aujourd'hui, nous révisons la loi.

YVES-MICHEL RIOLS

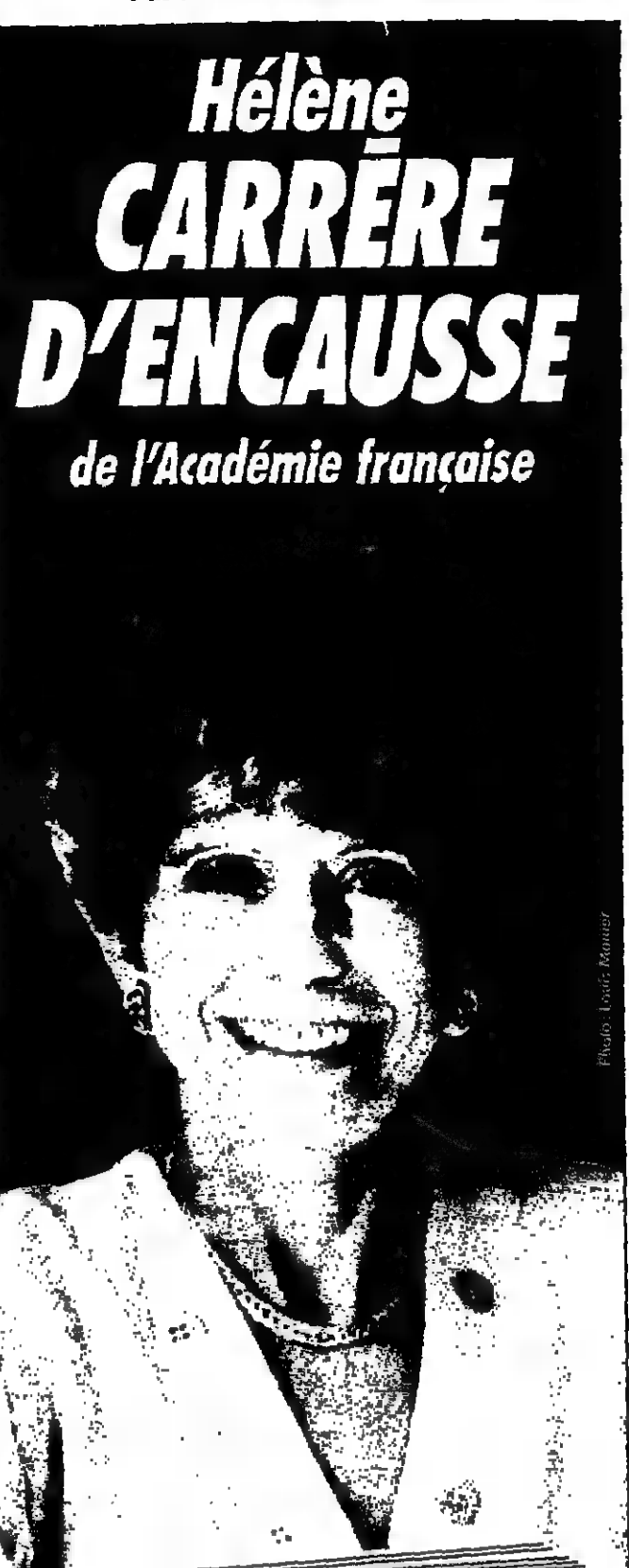


Photo: Louis Marquet

Des musiciens au chômage

BUDAPEST
de notre correspondant



Les musiciens tziganes sont de moins en moins nombreux à jouer dans les cafés de Budapest.

Les musiciens tziganes ont le blues. Longtemps considérés comme l'« aristocratie » d'une communauté marginalisée, ils sont à leur tour menacés par les changements économiques. Exclues de la distribution des terres après la guerre et chassés de nombreux métiers, les Tziganes hongrois n'ont souvent eu que leur savoir qu'ils ont transmis, sans le soutien de la promotion sociale. Même si du temps du communisme on trouvait un ensemble tzigane dans la plupart des restaurants chics et des grands hôtels du pays, ils étaient peu nombreux à vivre exclusivement de la musique. Aujourd'hui, plus de la moitié des deux mille cinq cents musiciens tziganes professionnels sont au chômage. Si cette élite n'est plus, c'est une catastrophe pour la tradition musicale qui n'est pas vivante au sein de la communauté. A ses heures perdues, Jenő Szabo, le porte-parole du gouverne-ment tzigane, dirige le groupe Ando Drom (1) et les Tziganes tiennent le haut du pavé dans le monde du jazz hongrois.

Chaque instrument a sa vedette incontestée : Gyula Babos à la guitare, Imre Koszegi à la batterie, Antal Lakatos au saxo-phone et les deux quadragénaires Bela Szakacs Lakatos au piano et Aladar Papp à la contrebasse.

Mais le prestige des musiciens n'est plus ce qu'il était. Elemer Duka, violoniste et secrétaire de l'Association des musi-ciens tziganes, est désespéré. Le Centre de formation musi-cale, entièrement gratuit, qui a ouvert en septembre dans le huitième arrondissement de Budapest, le quartier tzigane de la capitale, n'a attiré que... cinq élèves.

Une crise des vocations, née de la crise économique. Le déclin de l'emploi dont bénéficiaient les musiciens tziganes a disparu avec la privatisation. Avant, l'Office national de pla-cement se chargeait de leur trouver du travail dans les res-taurants d'Etat en réglant les contrats et les tarifs. « Main-tenant, nous n'avons plus de moyens de pression sur les restaurants privés », explique Elemer Duka avec inquiétude. En règle générale, ces derniers paient les musiciens au noir, les privant ainsi de toute prestation sociale. Mais c'est le moindre des maux, car la plupart des établissements font tout simple-ment l'économie des musiciens au profit d'un magnétophone qui distille une musique d'ambiance. Autre nouveauté : la concurrence « sauvage » des Russes et des Slovaques, qui cessent allègrement les prix.

En deux ans, le nombre d'orchestres tziganes dans les envi-rons de Budapest a fondé, passant de deux cents à une cin-quantaine aujourd'hui. Hormis dans quelques bastions, comme l'élegant restaurant Mayas Pince, où officie l'ensemble de San-dor Lakatos, la plupart des groupes sont sur la corde raide. Pour freiner ce déclin, les organisations tziganes demandent au gouvernement d'accorder des avantages fiscaux aux établis-sements qui emploient des musiciens. Mais Elemer Duka est sceptique : « Nous n'avons pas de contacts avec le pouvoir », dit-il, avant de constater, résigné, que la demande du public se modifie : « Comment voulez-vous lutter contre l'influence de Michael Jackson ? »

Y.-M. R.

(1) Ando Drom, Chants tziganes de Hongrie, cassette distribuée par Planett.

Lituanie :
nt de cap?

Le Monde
EDITIONS

ENQUÊTES SUR LA DROITE EXTRÊME

RENÉ MONZAT

EN VENTE EN LIBRAIRIE

Le Monde
DOSSIERS & DOCUMENTS

Novembre 1992
(8 pages)

MAASTRICHT, AVANT, APRÈS

En vente chez votre marchand de journaux - 10 F

Hélène Carrère d'Encausse
de l'Académie française

Victorieuse Russie

Fayard

440 p.
140 F

SOCIÉTÉ

Des espions russes au cœur du secret nucléaire

Selon la DST, le réseau aujourd'hui démantelé du colonel Victor Otchenko avait réussi à pénétrer le système nucléaire militaire français

par Erich Inciyan

La DST jurait que les grands dieux que le temps des thrillers soviétiques et des espions russes avait révoqués. Les initiales du nouveau service de renseignement extérieur (SVR, Slovyba Vneschni Rasvedki) avaient remplacé les trois lettres sinistres du KGB. A en croire les nouveaux maîtres du Kremlin, les espions russes du froid étaient éliminés.

Depuis le démantèlement du réseau Otchenko, la légende tient plus. Selon la Direction de la surveillance du territoire (DST), il s'agit de la plus grosse affaire d'espionnage au détriment de la France dans le domaine militaire. Si Paris a démenti à Moscou le «rappel en urgence» du quatre de ses officiers chargés du renseignement (le Monde du 23 octobre), dont M. Boris Volkov, chef du service spécialisé pour la France, c'est que jamais en effet les espions russes n'avaient pénétré leur trou profond à l'intérieur de la Mecque du nucléaire civil et militaire que le Commissariat à l'énergie atomique (CEA).

La grande purge d'avril 1991 n'avait donc pas suffi : quarante diplomates et résidents soviétiques avaient alors été expulsés de France pour espionnage (le Monde du 7 avril 1991). Mais les relations officielles et officieuses, multilatérales et bilatérales, que la France a eues avec l'Union soviétique ont continué de se poursuivre. Tout en prenant note du code de conduite affiché depuis par Moscou, le contre-espionnage français était cependant resté sur ses gardes. Et ces derniers temps, malgré l'absence de l'URSS, la DST avait constaté à quel point les habitudes espionnes étaient tenaces.

Depuis un an, le contre-espionnage français avait multiplié les signaux d'alarme. A une dizaine de reprises, des contacts établis entre des membres du SVR et des membres du CEA ou de la DST avaient été interrompus. Les espions russes, selon un scénario devenu classique, à chaque fois, avaient refusé de se laisser interroger. Ils avaient toujours refusé de se laisser interroger. Ils avaient toujours refusé de se laisser interroger.

Pour mettre fin aux déceptions, ils poussèrent le luxe jusqu'à appeler un «collègue» ou un «quand il avait précédemment refusé de se laisser interroger. Ils avaient toujours refusé de se laisser interroger. Ils avaient toujours refusé de se laisser interroger.

Le réseau d'espionnage du colonel Victor Otchenko avait réussi à pénétrer le système nucléaire militaire français. Le colonel Otchenko avait été recruté en 1983, par le service de renseignement extérieur (SVR) de l'Union soviétique. Il avait été recruté en 1983, par le service de renseignement extérieur (SVR) de l'Union soviétique. Il avait été recruté en 1983, par le service de renseignement extérieur (SVR) de l'Union soviétique.

Les secrets des documents «Vulcan»

Le pivot français du réseau Otchenko était un brillant ingénieur en physique nucléaire employé au CEA. Docteur en sciences physiques et spécialiste de la physique nucléaire, Francis Temperville a vingt-neuf ans quand il est approché, en 1986, par deux prétendus collègues étrangers. Son premier contact a été fait, le plus simplement du monde, par le biais des petites annonces dans lesquelles il proposait de travailler pour des entreprises étrangères.

Francis Temperville, tous deux membres du service de renseignement russe, ont suivi pendant les trois mois de Francis Temperville. Jusqu'à ce que leur recrutement soit officialisé dans le saint des saints du CEA, la prosaïque Direction des applications militaires (DAM) chargée des recherches et des expérimentations nucléaires. Une promotion providentielle pour les espions russes : selon la DST, le réseau Otchenko a été créé en 1986, pour servir à l'Union soviétique les documents concernant les essais nucléaires de la France dans le Pacifique.

Entre ses mains, les documents les plus sensibles concernant les essais nucléaires de la France dans le Pacifique. Entre ses mains, les documents les plus sensibles concernant les essais nucléaires de la France dans le Pacifique. Entre ses mains, les documents les plus sensibles concernant les essais nucléaires de la France dans le Pacifique.

Le colonel Otchenko, le jeune ingénieur recruté en 1983, par le service de renseignement extérieur (SVR) de l'Union soviétique. Il avait été recruté en 1983, par le service de renseignement extérieur (SVR) de l'Union soviétique. Il avait été recruté en 1983, par le service de renseignement extérieur (SVR) de l'Union soviétique.

Deux d'entre eux ont été inculqués d'espionnage avec des agents d'une puissance étrangère et faits. Car l'officier russe a remis aux enquêteurs la photocopie d'une dizaine de pages d'un des documents techniques communiqués par l'ingénieur, qui décrit un sous-



Le matériel nucléaire de la série «Hydras», nom de code d'une des phases de la campagne d'expérimentation réalisée à Mururoa à la fin 1990. Les motivations de Francis Temperville ont été officiellement reconnues. Selon la «confession» spontanée du transfuge russe, la photocopie du CEA a été utilisée à tour de rôle par Francis Temperville qui, après de gros besoins d'argent, n'hésitait pas à demander des documents à l'Union soviétique, sous-traitants.

A chaque document remis, l'ingénieur recevait une somme d'argent liquide variant entre l'importance des documents communiqués. Pour un total de 2 millions de francs, comme l'affirme le colonel Otchenko, ou de 100 000 F, comme l'affirme le transfuge. Il revendait à l'Union soviétique les documents qu'il avait obtenus. Francis Temperville, après avoir quitté le CEA, a tenté de monter sa propre école d'ingénieurs. Il a été inculqué de trahison et a été condamné à la prison à perpétuité.

Les collaborateurs ont été recrutés une vingtaine de scientifiques, français ou étrangers (originairement le plus souvent du Moyen-Orient ou de certains pays de l'Est). Selon la DST, presque tous ont été aujourd'hui identifiés.

Deux d'entre eux ont été inculqués d'espionnage avec des agents d'une puissance étrangère et faits. Car l'officier russe a remis aux enquêteurs la photocopie d'une dizaine de pages d'un des documents techniques communiqués par l'ingénieur, qui décrit un sous-



Marne, qui aurait transmis des informations sur les «couches minces» utilisées dans l'électronique nucléaire, tandis qu'un ancien de l'usine Thomson-TCMS de Saint-Etienne (Loire) aurait fourni des données sur des «puces» informatiques relatives aux engins balistiques.

Anciens du KGB reconvertis en PDG

Du côté des espions russes, par mois de cinq diplomates, couvrant sous couvert de l'ambassade de Paris ou du siège parisien de l'UNESCO, ont été directement mis en contact avec le colonel Otchenko. Le réseau «grillé», certains ont déjà quitté la France. Pour le reste, et parce que le climat reste à la détente entre Paris et Moscou, la France a observé les canons de la courtoisie diplomatique en limitant à quatre noms la liste des officiers de renseignement russe dont l'expulsion a été demandée. Parmi eux figure le «patron» du SVR en France, M. Boris Volkov, en poste à Paris depuis avril 1991.

Si le réseau Otchenko est aujourd'hui démantelé, il a possédé de longue date la technologie du nucléaire militaire, les spécialistes du contre-espionnage ont rétrospectivement saisi les failles : la filière d'aurait pas pu aussi bien alimenter un Etat obsédé par la «prolifération» nucléaire.

La libéralisation de l'économie soviétique aidant, la Russie s'oriente de plus en plus vers de nouvelles formes de pénétration

dans des secteurs industriels classés secrets, soulignées par les spécialistes du contre-espionnage français : une logique nationale a succédé à la logique du bloc soviétique, et les services de renseignement des anciens pays satellites de l'URSS perçoivent aujourd'hui comme leur adversaire numéro un.

Avec toutefois des différences notables, soulignées par les spécialistes du contre-espionnage français : une logique nationale a succédé à la logique du bloc soviétique, et les services de renseignement des anciens pays satellites de l'URSS perçoivent aujourd'hui comme leur adversaire numéro un.

(1) La procédure d'habilitation concernant le CEA, qui dispose de son propre service de sécurité, se fait en deux temps : une phase d'information pendant laquelle la personnalité du candidat est étudiée par les services spécialisés des ministères de l'Intérieur ou de la Défense, puis une phase de décision, qui revient aux hauts fonctionnaires de la place au niveau des autorités ministérielles.

(2) Grâce notamment à l'une des plus célèbres affaires d'espionnage remontant à la seconde guerre mondiale : en 1950, un physicien d'origine allemande travaillant aux Etats-Unis, Klaus Fuchs, avait communiqué depuis 1942 à l'Union soviétique des informations essentielles sur le projet A américain.

FAITS DIVERS

Un Boeing-747 cargo perd un moteur à l'atterrissage à Luxembourg

Un Boeing-747 cargo de la compagnie luxembourgeoise Cargolux en provenance d'Istanbul, qui gargarisait dimanche 10 novembre sur l'aéroport de Luxembourg, a touché le sol de l'aile avant de se stabiliser et d'achever normalement sa course sur la piste. L'appareil avait perdu l'un de ses quatre moteurs, qui a été retrouvé à une centaine de mètres de la piste. L'enquête devra dire si c'est la perte du moteur qui a provoqué l'embardée ou l'inverse.

La solidité des attaches des réservoirs du Boeing-747 cargo est mise en doute depuis la catastrophe d'Amsterdam, où une cinquantaine de personnes ont été tuées le 4 octobre. Un Boeing de la compagnie El Al s'était écrasé sur un immeuble d'habitation après avoir perdu deux de ses moteurs. Des fissures importantes avaient été auparavant décelées par plusieurs compagnies sur les systèmes d'accroche des réacteurs sous l'aile des Boeing-747 cargo.

Carambolages sur les autoroutes d'Ile-de-France. - Deux carambolages, mortel en cours, le premier près de Chilly-Mazarin (Essonne) une trentaine de véhicules, et le second, à Allainville (Yvelines), une dizaine, ont fait, dimanche 10 novembre, un mort et dix blessés sur les autoroutes A 6 et A 10, en raison du brouillard. Sur l'A 6, trois autocars de transport d'enfants ont été impliqués dans l'accident, mais aucun passager n'a été blessé.

Refusant l'hébergement qui leur a été proposé

Des Africains de Vincennes continuent de dormir dehors

Une partie des Africains «évacués», jeudi 29 octobre, de l'expatriation de Vincennes (le Monde du 1-2 novembre), n'avaient toujours pas trouvé, lundi 2 novembre, d'hébergement convenable. La centaine de personnes qui bivouaquent depuis jeudi devant le bâtiment de l'hôpital général Emile-Roux de Limeil-Brévannes (Val-de-Marne), où soixante-quinze lits sont réservés à l'Armée du salut pour l'hébergement des sans-logis, ont refusé, dimanche, les logements provisoires dans des foyers proposés par la préfecture du Val-de-Marne. Ils ont invoqué l'impossibilité d'y loger des couples avec enfants. Ces familles ont donc passé une quatrième nuit à la belle étoile en attendant de nouvelles propositions de la préfecture. A Paris (dix-huitième arrondissement), une soixantaine d'Africains qui n'avaient pu trouver, samedi dans le foyer prévu pour certains d'entre eux, ont été hébergés par la paroisse protestante de la rue Mar-

Samedi après-midi, un défilé de protestation contre l'expulsion du camp du château de Vincennes a rassemblé à Paris quelque quatre cents personnes entre la rue du Bac et le siège de la préfecture d'Ile-de-France, à l'appel de plusieurs associations (SCS racisme, Droit au logement, Ligue des droits de l'homme, Emmaüs, Médécine du monde, CGT, SNES, CAIP). Aux cris de «Un toit, c'est un droit», les manifestants ont réclamé le logement définitif des familles africaines, «y compris par la réquisition de logements vacants». Une délégation a été reçue par M. Christian Sauter, préfet de région, puis par M. Marie-Noëlle Lisenmann, ministre déléguée chargée du logement.

M. Lisenmann a proposé la mise en place d'une structure de «réunion» nationale, représentants des familles et pouvoirs publics afin de «réexaminer» la situation des familles selon leur situation «avec la volonté de trouver des logements permanents avant les logements définitifs». Tandis que les associations faisaient leur situation, elles ont demandé leur participation à cette structure du fait qu'il n'y ait plus de familles à la rue, le ministre a fait appel à la raison des familles pour qu'elles acceptent les conditions d'hébergement d'urgence. C'est aussi le sens du message publié dimanche par la préfecture d'Ile-de-France, qui demande «instantanément» à chaque famille africaine d'accepter «les offres qui sont faites au lieu de prolonger une situation qui serait préjudiciable à la santé des jeunes enfants».

(Publicité)
JURIDOC
7, rue de Belfort 75008 Paris
Tél. : (1) 47-42-52-53
Fax : (1) 47-42-51-50
Les sources du droit en texte intégral :
• Jurisprudence (ARRETS : Cour de cassation, Conseil d'Etat)
• Législation (Travail, Impôts, Civil, Pénal...)
• Bibliographie (Droit français et international)
• Commentaire des lois
Sur MINITEL par code direct SANS ABONNEMENT
36 29 9001

18-19-20 novembre
3ème DEVCOM 92
Salon des Associations
Palais des Congrès - Paris
Le carrefour professionnel du monde associatif
Exposition, Conférences, Ateliers
Organisation : THEMATICA (1) 34 24 90 90

7e OPEN DE TENNIS DE PARIS
7 JOURS DE GRAND SPECTACLE EN 16/9
Du 2 au 8 novembre, de 14h à 21h, France 2 vous propose la couverture intégrale du 7e Open de Tennis de Bercy, soit 100 heures de programmes sur grand écran.
France 2 16/9 est diffusé sur le satellite TDF 2 et sur certains réseaux câblés. sera prochainement sur le satellite Telecom 2A.
Pour connaître les programmes de France 2 16/9 Minitel : 3615 France 2 Télécopie : 355 Téléphone : (1) 47 42 52 53
216/9
LE SPECTACLE, GRANDEUR NATURE

مكة المكرمة

SOCIÉTÉ

L'application de la législation antitabac

La glorieuse indiscipline du fumeur

LYON

de notre bureau régional

L'herbe à Nicot, la SEITA et les multinationales ont encore de beaux jours devant elles. Les nouvelles dispositions contre le tabagisme ont été transgressées, dimanche 1^{er} novembre, premier jour de son application supposée. L'indiscipline des « pétuniers » semble avoir atteint à peu près tout ce que Lyon compte de bistros, bars, brasseries diverses et variées. Idem sur les quais du métro, comme à la station Bellecour, l'une des plus fréquentées du réseau. L'interdit entre les rails est immédiatement jonché d'embouteillures ambrées, preuve tangible de l'omniprésente intoxication.

Est-on déjà allé assez loin dans la limitation des espaces « fumeurs » ? L'union départementale CGT du Rhône le pense, qui a publié un communiqué versant le propos de la limitation de la consommation du tabac sur les lieux de travail, en protestant contre « l'augmentation des pouvoirs disciplinaires du patronat ».

Les premiers à ne pas s'opposer à tout prix aux règlements bleutés furent, en ce dimanche de Toussaint, les membres des PMU, qui ne sauraient sans doute s'apoumonner devant le menu peuple des parieurs, si dans entre 10 heures du matin et 13 heures.

A ce moment-là, on ne renonce pas facilement à sa dose de vasodilatation et d'irrigation sub-séquente des méninges, en soupesant les chances des chevaux. Au moins, à l'heure fatale du « petit jeu », Anne-Marie Ros-Sanchez, la patronne d'un PMU de Villeurbanne réputé « clean », gardait la conscience pure.

« Chaud devant ! », elle préemptivement disposait, deux chevaux de son établissement, portant la mention « Non-fumeurs ».

Quinté et quinté de toux

C'est tout ce qu'elle peut faire de plus pour la condensation pacifique des consommateurs et des consommateurs. L'extracteur de fumées installé au plafond depuis longtemps, Mr Ros-Sanchez a l'habitude de voter régulièrement les candidatures pour éviter la mauvaise odeur du tabac froid, d'ordinaire, il ceux qui se soucient de l'amélioration de la santé des moins des branches de leurs voisins, mélangeant quinté et quinté de toux.

On le voit mener une guerre en dentelles, afin que nul ne jette son mégot sur le sol. Et ouvrir les portes, même en automne, si l'atmosphère n'est plus assez respirable pour elle, qui n'a jamais fumé une cigarette, comme pour son mari, qui a fumé de fumer. Quant à interdire l'accès du bar au porteur du moindre mégot, elle n'y songe pas : « L'ami fumeur que je mets mes clients dehors ? »

L'assesseur virevoltant, derrière son comptoir, le tenancier ne tardait pas à émettre une bouffée de sentiment d'injustice : « C'est un piège à... elle veut venir contrôler et nous faire payer des amendes !... n'empêchons pas les gens de fumer, mais elle ne contrôlerait pas les usines et n'alignerait pas les chefs de bureau de poste ou d'agence de banque. Je suis là chez moi, tant que c'est moi qui paie. Ou alors, qu'on me rembourse mes impôts. »

Un joueur non-fumeur, conciliant, forcément conciliant, puis-que son épouse brûle deux paquets par jour, mais à son tour, au prix d'une confusion historique, jugeant qu'avec le cigare de Charasse, le gouvernement ne donne pas l'exemple. Un bar-PMU est un lieu de détente. On n'y laisse fumer au plaisir.

Élegant et poli, Clément, l'un des « videurs » du plus grand MacDonald's de la ville, pourtant qu'il est possible d'affronter le tabagisme sur bien des terrains, avec un brin de doigt. La preuve : sacrifier aux paquets américains, l'assesseur a toujours un « fumeur » à l'écart.

En poste depuis un an, cet étudiant de trente ans, inscrit en doctorat de génie civil, assure que la plupart des porteurs d'une cigarette l'éteignent spontanément avant de franchir le seuil. Faut-il les autres, une fumée polie est suffisante et les incidents sont rares.

Dans le hall de l'hôtel à dimanche, Monsieur Durand, un riche Savoyard, ingénieur dans les services publics, a dû se résoudre à « clope », une fureur survenant. Non qu'il s'y soit condamné, mais l'envie le rattrapait, depuis un matin et demi, d'arrêter de fumer, de même à l'arrêt.

Dimanche, en vue de sa désaccoutumance, il a collé un patch de nicotine médicale sur sa poitrine. Que ce jour-là ait été celui d'une nouvelle législation sur le tabagisme relevait de la simple coïncidence !

GÉRARD BUÉTAS

Selon la Cour suprême

Les citoyens japonais ne peuvent contester les décisions du gouvernement sur l'installation des centrales nucléaires

TOKYO

de notre correspondant

Avant à se prononcer pour la première fois sur une question concernant la politique nucléaire nationale, la Cour suprême, la plus haute instance judiciaire japonaise, a rendu, jeudi 28 octobre, un jugement qui ne reconnaît pas aux citoyens la possibilité d'annuler les autorisations délivrées par le gouvernement aux compagnies d'électricité pour l'installation de centrales nucléaires.

Cette décision, qui confirme deux jugements antérieurs à propos du premier réacteur de l'usine électrique de Matsuko (Shikoku) - un cas qui remonte à 1965 - et de celui de Tomiokamachi (département de Fukushima), est appelée à faire jurisprudence. Elle priverait ainsi les citoyens d'un recours en justice.

Quant à deux cas, la Cour suprême estime que, compte tenu des hautes connaissances scientifiques requises par ces sujets, c'est au gouvernement de décider des sites et de juger des conséquences de l'implantation de telles installations sur l'environnement. La justice ne peut intervenir que si les conclusions des autorités semblent « dénuées de fondement raisonnable ». C'est néanmoins au gouvernement, et non au plaignant, qu'il revient de démontrer la légitimité de sa décision.

« La Cour suprême donne la priorité aux intérêts nationaux sur ceux des habitants », a estimé un représentant des plaignants et ce au moment même où les transports de plutonium entre la France et le Japon ont été suspendus.

Enfin, un petit détail : la Cour suprême a permis au plaignant une nouvelle technique de contrôle avant et après l'installation des plaques de l'usine thermique. Enfin, un petit détail : la Cour suprême a permis au plaignant une nouvelle technique de contrôle avant et après l'installation des plaques de l'usine thermique.

Japon : l'absence de politiques et de prise en compte des déchets nucléaires. Mais, pour la politique énergétique, les subventions aux régions où sont implantées des centrales nucléaires, le gouvernement a favorisé l'émergence d'un mouvement national sur le nucléaire. Selon un sondage réalisé en 1990 par le bureau du premier ministre 64,5 % des japonais interrogés estiment que l'énergie nucléaire est nécessaire, 47 % en disent néanmoins « inquiètes » des risques qu'elle présente et 44 % pensent que les mesures de sécurité prises sont suffisantes.

Ph. P.

REPÈRES

ESPACE

Retour

de la navette Columbia

La navette spatiale américaine Columbia avec son équipage de six astronautes, s'est posée, dimanche 1^{er} novembre à 15 h 05 (heure française), sur la piste du Centre spatial Kennedy (Floride) d'un vol d'un peu moins de six jours. Durant cette cinquième mission, les astronautes de Columbia ont réussi à faire une série d'expériences dans l'espace, dont notamment à l'installation de matériel scientifique et d'alliages métalliques en l'absence de pesanteur. À cette occasion, l'équipage a mis en œuvre un mini-musée pour français (Méphisto), offert par la Commission à l'énergie atomique et le Centre national d'études spatiales.

Il faut part, les astronautes ont procédé au largage d'un satellite météo de 280 kilos (Lagosa-2) depuis le plus grand lanceur américain sur lequel se réalisent des missions à long terme de la Terre pour étudier les mouvements des plaques de l'écorce terrestre. Enfin, un petit détail : la Cour suprême a permis au plaignant une nouvelle technique de contrôle avant et après l'installation des plaques de l'usine thermique.

qui pourrait servir lors de l'assemblage de la future navette spatiale Freedom.

ARCHÉOLOGIE

Un musée in situ pour les vestiges découverts à Bercy

Le Musée de l'Homme envisage de créer à Bercy un musée de 800 mètres carrés où serait exposés les vestiges de l'occupation humaine de la Seine sur lequel ont été retrouvés d'innombrables objets - dont plusieurs pirogues - de la période néolithique (4500-4300 avant Jésus-Christ). Ce musée de l'Homme envisage de créer à Bercy un musée de 800 mètres carrés où serait exposés les vestiges de l'occupation humaine de la Seine sur lequel ont été retrouvés d'innombrables objets - dont plusieurs pirogues - de la période néolithique (4500-4300 avant Jésus-Christ). Ce musée de l'Homme envisage de créer à Bercy un musée de 800 mètres carrés où serait exposés les vestiges de l'occupation humaine de la Seine sur lequel ont été retrouvés d'innombrables objets - dont plusieurs pirogues - de la période néolithique (4500-4300 avant Jésus-Christ).

Certaines entreprises ont une seule et même solution miracle à tous vos problèmes.

Nous avons mieux à vous proposer.

Chez AT&T, chaque entreprise et chaque problème sont traités comme des particuliers. Aussi, avant de formuler une recommandation, nous commençons par vous écouter. Avec la plus grande attention. Puis nous prenons du recul, réfléchissons et émettons une série d'options.

Cette approche est le fruit de notre expérience au service des particuliers, des entreprises et des opérateurs de télécommunications. Elle réunit l'ensemble de nos produits et services depuis leur conception dans les Laboratoires Bell d'AT&T jusqu'à leur mise sur le marché.

Lorsque vous viendrez nous parler de vos problèmes de télécommunications ou de réseau informatique, vous constaterez que nous vous écoutons. Parce que tout bien considéré, c'est votre point de vue qui nous importe le plus.



CONCERTS

ici MAAAA
LES EUR
PARLENT AUX

VENTE EN

**STRICT!
PÉENS
EUROPÉENS!**

LIBRAIRIE

scène), Laetitia Pozzo (chorégraphe),
THÉÂTRE DE LA RENAISSANCE
44-63-05-00. Les mille et une nuits :
14 h 15 m. Jeu, sans, dir. De Francis
Lopez, Daniel Ringold, Rodrigo Lopez,
Jean-François Troncy, Jean-François
Lopez, Olivier, Nadine Capri, Jean-Pierre
viers, basse, Wynne Kutzner (quinteto)
Ray Brown, Bobby Hutchinson, Niele Lan-
Ducky : 21 h lun. / Nhop, Ifl Wana
Adam Neussbaum : 21 h mar. Basse, gui-

CARTOUCHERIE-THEATRE DE
TEMPÊTE (43-28-36-36). Enzo Car-
ani : 21 h lun. Chant, Guigon,
21 h mer. Soirée Metallica
Jungle ; Wake-up : 23 h jeu. ; Pram : 23 h
ven. Soirée Planets Rock ; Nuits exoti-

CAVEAU DES OUBLIETTES
(43-54-94-97). [] [] [] [] [] [] [] [] [] []
française : 21 h mer., jeu., [] [] [] [] [] [] [] [] [] []
lun., mar. [] [] [] [] [] [] [] [] [] []

CHATELET. THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS (40-28-28-40). [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] et [] [] [] [] [] [] [] [] [] []
romantiques : jusqu'au 11 novembre. 20 h mer., jeu., ven. ; 15 h 20 h 30 [] [] [] [] [] [] [] [] [] []
samedi, dim. De Catherine Lara. [] [] [] [] [] [] [] [] [] []

COULTEAU - L'ESPACE CANPEAUX
(46-87-70-00). Bernard Lavilliers :
H - Jou.
SALLE JAC-

LE PERREUX-SUR-MARNE, CENTRE DES BORDS DE MARNE
(43-24-54-28). Compagnie
Léon : 20 h 30 ven., sam. ; 16 h dim.

TEMPLE DE LA BASTILLE Sarwat
Rajagopalan : 20 h - Voens.
Musique méditative gaucherie vod.

de la région
sachant
rencontrer
certains
à plus
les petits
Mais
démontre

declared

Le Monde
PLANTU
ici MAAASTRICHT!
LES EUROPEENS
PARLENT AUX EUROPEENS!



L'ALBUM 92
La sélection de ses meilleurs dessins
EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Le Monde
EDITIONS

Rencontres avec
des citadins extraordinaires
Les expériences culturelle, artistiques
et sociale du milieu urbain

EN VENTE EN LIBRAIRIE



RÉSULTATS CONSOLIDÉS AU 30 JUIN 1992

Le conseil d'administration, le 27 octobre 1992, a arrêté les comptes consolidés de l'exercice 1991-1992, ainsi que les comptes consolidés des six premiers mois de l'exercice 1992-1993, en millions de francs.

	1 ^{er} semestre 1992	1 ^{er} semestre 1991	%
CHIFFRE D'AFFAIRES	7 572	7 974	-5 (1)
RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION	1 401	1 459	-15,5
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	812	1 057	-23,2
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL	138	1 084	
RÉSULTAT FINANCIER	-532	356	
RÉSULTAT NET, PART DU GROUPE	-740	113	

(1) - 1,4 % à périmètre constant.

- Les résultats exceptionnels de l'exercice 1991-1992 ont été le fait de l'origine du niveau du résultat opérationnel. Il s'agit dans la plupart des cas de dispositifs de portage de titres de sociétés, dont les conditions de vente ne sont pas toutes arrêtées, mais qui valent, à la fin de l'exercice 1991, la réalisation de provisions suffisantes pour couvrir :
 - les frais financiers et commissions diverses, le montant de 143 millions de francs, dont 113 millions au titre du 1^{er} semestre 1992;
 - les moins-values potentielles à hauteur de 221 millions de francs, dont 143 millions de francs au titre du 1^{er} semestre 1992.
- En France, la baisse des prix des produits cimentiers a été particulièrement forte (- 8,9 %). Elle n'a pas été partiellement compensée par la hausse des prix des produits cimentiers de production et d'intégration de cimentiers de France. Cette intégration a été faite dans de bonnes conditions, mais l'augmentation de la capacité de production des CCB ne s'est pas réalisée.
- En Espagne, la légère augmentation des ventes de ciment sur le marché intérieur a été fortement compensée par la poursuite des importations et leurs conséquences sur les prix de vente.
- En Espagne, les ventes ont connu une forte reprise des ventes de ciment, mais une dégradation des prix de vente ; au Canada, les ventes de granulats et de ciment ont enregistré une forte baisse.
- Par ailleurs, les ventes de ciment et de granulats en Turquie ont enregistré des performances satisfaisantes.
- Les investissements industriels du 1^{er} semestre ont été de 1 534 millions de francs, dont 1 216 millions de francs en France et 318 millions de francs à l'étranger. Les investissements financiers (1,6 milliard de francs) ont été de 1,6 milliard de francs.
- Les acquisitions de l'actif net de Ciments Français ont été de 1,6 milliard de francs, dont 1,2 milliard de francs en France et 400 millions de francs à l'étranger.
- Les acquisitions de l'actif net de Ciments Français ont été de 1,6 milliard de francs, dont 1,2 milliard de francs en France et 400 millions de francs à l'étranger.
- Les acquisitions de l'actif net de Ciments Français ont été de 1,6 milliard de francs, dont 1,2 milliard de francs en France et 400 millions de francs à l'étranger.

PERSPECTIVES 1993

- Les perspectives d'activité à fin octobre des pays où le groupe Ciments Français est implanté, en particulier en France, montrent des signes de reprise.
- Le groupe a lancé des opérations exceptionnelles, mentionnées ci-dessus, devraient être compensées par l'économie de frais provenant de l'augmentation de capital et les plus-values réalisées sur la consolidation.
- Le groupe a lancé des opérations exceptionnelles, mentionnées ci-dessus, devraient être compensées par l'économie de frais provenant de l'augmentation de capital et les plus-values réalisées sur la consolidation.
- Le groupe a lancé des opérations exceptionnelles, mentionnées ci-dessus, devraient être compensées par l'économie de frais provenant de l'augmentation de capital et les plus-values réalisées sur la consolidation.

CIMENTS FRANÇAIS SUR MINITEL : 3016 CLIFF

141 000 LECTEURS du Monde exercent une PROFESSION LIBÉRALE. Le Monde est leur premier titre d'information. (IPSOS 92)

ÉCONOMIE

ÉTRANGER

Plusieurs dizaines de milliers d'emplois en balance

Les perspectives du charbon britannique paraissent encore plus sombres que prévu

Seules quatorze des cinquante et une mines de charbon encore exploitées par British Coal ont des chances de poursuivre leur activité dans l'avenir, c'est-à-dire de conclure des accords avec les deux sociétés privées de production d'électricité, PowerGen et Power National.

LONDRES

de notre correspondant

Ces indications ont été données par M. Neil Clarke, président de British Coal, lors de son audition, mercredi 23 octobre, par le comité sur l'emploi de l'industrie de la Chambre des communes. Cela signifie que l'annonce, le 13 octobre dernier, de 30 000 licenciements correspondant à la fermeture de mines, qui avait été précédée d'un vote parlementaire de protestation et obligé le gouvernement à consentir d'importantes concessions, ne correspondait qu'à une partie de la réalité.

Les syndicats réhabilités

La perspective de la fermeture de sept nouvelles mines, envisagée par M. Clarke - qui a entraîné par plusieurs milliers de licenciements supplémentaires - a été l'annonce des études de la fois par le ministère du commerce et de l'industrie et par le comité spécial du Parlement, s'agissant de la politique énergétique et surtout de la détermination définitive des trente et une premières mines à la fin des dix puits qui ne sont pas couverts par le moratoire et qui sont réputés « non rentables » apparaît ainsi, en fait, de vagues assurances données par M. Heseltine, le ministre du commerce et de l'industrie.

En ce qui concerne les vingt et une mines, l'espoir de voir reprendre le travail à l'issue de l'enquête de viabilité est mince. M. Clarke a souligné qu'il faudrait une « transformation radicale du marché actuel » pour envisager une solution. Les coûts de production de British Coal sont de 1,60 livre sterling (1) par gigajoule (2), alors que celui du charbon importé revient à 1 livre. Or le plan de restructuration de l'industrie minière se base sur la capacité des puits à produire du charbon au coût de 1,30 livres,

quatorze mines seulement dans cette catégorie. Les syndicats - NUM (Union nationale des mineurs) et UDM (Union démocratique des mineurs) - n'ont cependant pas abandonné la partie et ont organisé des manifestations dans les cinq régions où sont situées les dix mines non couvertes par le moratoire, une action militante destinée à reprendre en janvier, lorsque les résultats de l'enquête de viabilité seront rendus publics.

Le conflit minier, qui a été réhabilité aux yeux de l'opinion, a conduit le gouvernement à envisager de surseoir à son projet de faire adopter par le Parlement une nouvelle loi antisyndicale, dont l'objectif est triple : interdire la déduction salariale automatique des travailleurs syndiqués, limiter un préavis de sept jours avant le déclenchement d'une grève, offrir une plus grande liberté de choix syndical aux salariés.

Dans une conjoncture économique marquée par un fort taux de chômage, le gouvernement, d'autre part, estime qu'il était judicieux de ne pas apparaître exagérément préoccupé de limiter le pouvoir syndical. Dans le même souci de restaurer des relations sociales plus normales, le chancelier de l'Échiquier, M. Norman Lamont, a pris l'initiative très inhabituelle d'inviter les chefs du TUC (Trade Union Congress), la centrale syndicale, à le rencontrer la semaine prochaine, afin de les entendre sur les moyens de sortir de la crise économique.

LAURENT ZECCHINI

- (1) 11 livre sterling vaut environ 8,30 F français.
- (2) Le gigajoule est la mesure unitaire prévue par les normes communautaires et qui sert à mesurer le pouvoir calorifique d'un combustible. Elle correspond à 277,8 kWh.

Des armes navales de Thomson pour deux États du Golfe. - Pour un montant estimé à 1 700 millions de francs, Thomson-CSF doit fournir des systèmes d'armes (des missiles surface-air Crotale et des radars embarqués) qui équiperont six navires vendus par les chantiers britanniques Vosper Thornycroft à Oman et à Qatar, deux émirats du Golfe. De même, le groupe français doit livrer des sons de chamo aux mines à la marine égyptienne.

Les difficultés de l'industrie tchèque

L'ancien directeur de Skoda Pilsen rachète 34 % du capital du groupe

Le gouvernement tchèque a annoncé la cession de 34 % du capital de Skoda Pilsen, l'un des principaux complexes industriels du pays, à son ancien directeur, M. Lubomir Soudek. Deux établissements bancaires, Investbank et Komerční banka, apporteront les financements nécessaires à l'opération, pour laquelle un appel d'offres international avait été lancé. La moitié du capital de Skoda Pilsen est l'objet, comme c'est le cas des autres grandes entreprises tchèques, d'une privatisation par la méthode de l'apport de capitaux à la population.

PRAGUE

de notre correspondant

Skoda Pilsen, le géant de l'industrie mécanique tchécoslovaque avec ses 20 000 employés, souffre de très graves difficultés financières. En octobre, le groupe avait mis en chômage technique 1 300 personnes et annoncé le licenciement de 3 000 autres d'ici à la fin de l'année. La direction avait indiqué que 11 000 salariés du groupe pourraient également être licenciés à partir du 1^{er} novembre si aucune solution n'était trouvée rapidement, alors que la direction de l'entreprise négocie actuellement la création de deux joint-ventures avec Siemens.

Skoda Pilsen, qui a réalisé un chiffre d'affaires de 12 milliards de couronnes (2,2 milliards de francs) en 1991, est aujourd'hui au bord de la faillite. Il ne peut plus continuer à produire pour augmenter ses stocks. La société ne dispose plus de liquidités pour acheter des matières premières, ni le gouvernement ni les banques ne veulent lui en prêter. Le groupe, qui compte quelque seize entreprises spécialisées (locomotives, machines-outils, turbines, etc.), est endetté à hauteur de 4,4 milliards de couronnes (850 millions de francs) auprès des banques et doit 2,8 milliards de couronnes (550 millions de francs) à ses fournisseurs.

D'autre part, quelque mille cinq cents entreprises n'ont pas réglé leurs dettes à Skoda Pilsen pour un montant de 3,4 milliards de couronnes (750 millions de francs), le plus gros créancier étant les chemins de fer tchécoslovaques avec un montant de 1,3 milliard de couronnes.

ronnes (250 millions de francs) pour une commande d'une soixantaine de locomotives. L'entreprise nationale tchèque, qui connaît des difficultés financières depuis la milieu des années 1980, avait espéré, à la ouverture du marché à y a deux ans, trouver une source d'oxygène auprès d'investisseurs étrangers. L'éclatement du Comecon et la désorganisation des marchés traditionnels à l'Est l'ont vite contrainte à déchanter : aucune firme étrangère n'a voulu reprendre l'ensemble des productions aux perspectives très inégales.

Solutions nationale

Le gouvernement tchèque a préféré une solution « nationale » avec la cession de 34 % du capital à un ancien directeur du groupe, M. Lubomir Soudek, épaulé par un consortium bancaire.

Siemens, seul repreneur étranger en course, a jeté son dévolu sur Skoda Pilsen, la plus compétitive, et propose la création d'entreprises avec Skoda Pilsen. Transports tchèque a produit déjà des wagons pour la DeutscheBahn à Skoda-Enger, en Allemagne, et le français Framatome (fournisseur du programme nucléaire tchécoslovaque). La signature du contrat, prévue en juillet, avait été retardée en raison de l'aggravation de la situation financière de Skoda et des incertitudes sur l'avenir du marché en Tchécoslovaque.

MARTIN PLICHTA

Affaire la Société générale : la justice genevoise traitera la demande d'entraide judiciaire française. - La justice genevoise devra traiter de la demande d'entraide judiciaire française en relation avec le délit d'initié commis en 1988 lors du raid manqué contre la Société générale, a décidé le Tribunal fédéral, la plus haute instance judiciaire suisse, a-t-on appris samedi 31 octobre. Dans un premier temps, le juge d'instruction genevois avait admis ce principe de l'entraide afin d'identifier les personnes ayant participé à ce raid et d'éventuels initiés. Mais son recours à la justice financière et des marchés de capitaux vus, la situation d'accusation de la Société générale avait jugé en février que ce type de délit n'était pas punissable en Suisse. - (AFP).

ROULEZ TOUTE UNE JOURNÉE AVEC LA CITROËN ZX DE VOTRE CHOIX. N° Vert 05 108 108



PRÊT GRATUIT DU 2 AU 21 NOVEMBRE 1992

Pour que vous découvriez les qualités de la CITROËN ZX, Citroën a décidé de vous en prêter une, gratuitement, une journée. Alors coupez en berline, essence ou diesel, manuelle ou automatique, partez en toute liberté. kilométrage illimité, vous ne paierez que le car-

burant. Téléphonez gratuitement au 05 108 108... Et bonne route ! Offre réservée aux titulaires du permis de conduire depuis plus d'un an.



CITROËN ZX.

CITROËN prête TOTAL

Le Monde

Le Monde PUBLICITE

Le Monde TÉLÉMATIQUE

قناة المنى

ÉCONOMIE

Les salaires des PDG américains passés au crible

Dès l'année prochaine, les dirigeants des sociétés cotées en Bourse aux États-Unis devront justifier le montant de leurs rémunérations par leurs performances

NEW-YORK

de correspondant

De plus en plus ouvertement critiqués pour leurs montants excessifs, les salaires des PDG américains font partie du débat électoral. Le candidat démocrate, M. Bill Clinton, a promis de limiter les déductions fiscales pour les salaires excessifs. M. George Bush, lui, se veut d'approuver les mesures de la Commission boursière américaine, la fameuse Securities and Exchange Commission (SEC).

Les PDG américains auront-ils bientôt honte de leurs salaires ? Ils n'en ont pas la moindre idée, mais, dès l'année prochaine, ils devront, dans une première étape, justifier leur montant par leurs performances et leur présence au conseil d'administration. C'est ce qu'a prévu la SEC, selon l'expression de M. Richard Breeden, le président de la SEC.

Dans le même temps, la rémuné-

ration des cinq principaux dirigeants, illustrée par un rapport, devra être mise en parallèle avec les performances boursières de leur société (progression du cours de l'action et politique pratiquée en matière de dividendes), calculées sur une période de cinq ans. Les salaires de ces dirigeants pourront aussi être comparés aux performances boursières de la société.

Les PDG américains n'ont toutefois pas l'intention de se laisser intimider. Ils ont voté, en juillet, une loi qui limite la rémunération fixe - et donc limitée - par les actionnaires comme le proposent plusieurs membres du Congrès. La Chambre des représentants avait voté, le 10 juin, un texte qui prévoit d'interdire aux entreprises d'appliquer des déductions fiscales aux salaires supérieurs à 1 million de dollars par an. Mais le Sénat ne l'a pas encore prononcé.

La grogne des actionnaires

M. Bill Clinton se dit prêt à laisser aux actionnaires le soin de fixer le salaire des dirigeants de l'entreprise. Il propose aussi de limiter les déductions fiscales sur les salaires jugés « excessifs » (supérieurs à un million de dollars), une mesure qui, selon lui, devrait rapporter 1,3 milliard de dollars sur quatre ans au budget de l'État. La SEC a adopté une position moins radicale, mais il reste que ces réformes, dont le Business Roundtable, un lobby regroupant les deux cents principaux patrons américains, a essayé de limi-

ter la portée, ont eu des effets importants au sein des conseils d'administration. Ceux-ci seront bientôt contraints de limiter dans les faits les rémunérations excessives de leurs dirigeants pour éviter la grogne des actionnaires.

Le président de la SEC, M. Ralph Whitworth, le président de la SEC, a déjà une fois dit que les sociétés qu'il estime mal dirigées et dont les PDG seront punis sur la sellette.

Les PDG américains ne se laisseront pas intimider. Ils ont voté, en juillet, une loi qui limite la rémunération fixe - et donc limitée - par les actionnaires comme le proposent plusieurs membres du Congrès. La Chambre des représentants avait voté, le 10 juin, un texte qui prévoit d'interdire aux entreprises d'appliquer des déductions fiscales aux salaires supérieurs à 1 million de dollars par an. Mais le Sénat ne l'a pas encore prononcé.

La querelle s'est envenimée lorsque, à l'occasion du mémorable voyage du président Bush au Japon en début d'année, les patrons de l'industrie automobile américaine qui l'accompagnaient ont vu les gazettes mettre côte à côte leurs rémunérations et celles de leurs homologues japonais. Alors que le salaire moyen, pour les principaux PDG américains était de 3,2 millions de dollars, celui des grands patrons japonais de l'industrie et de la finance atteignait péniblement 525 000 dollars.

Ultérieurement, les défenseurs de l'industrie américaine ont fait savoir qu'ils allaient ajouter à ces chiffres les prestations « pied-à-terre au centre de Tokyo, abonnement annuel au club de golf, gratulièrement consenties à leurs dirigeants par les entreprises nipponnes. Mais l'écart reste considérable.

Certains ont préféré prendre la parole. Ainsi, M. James Robinson III, le président d'Express, a-t-il annoncé au printemps que, dans son entreprise, le salaire des dirigeants sera réduit de 39 % en 1991, malgré le quadruplement du bénéfice de la société. M. Lee Iacocca, le président de Chrysler, a réduit ses appointements de 35 % en 1991, l'exercice le plus catastrophique que la société ait connu depuis sa création. FTT a réduit d'un tiers le salaire de son PDG, M. Rand Arnsperg, et General Motors a fait de même avec celui de son patron, M. Robert Stempel. La palme va au vice-président américain de l'instant M. John Ackers,

qui a vu son salaire diminuer de 40 % en 1991 après avoir subi en 1990 la première baisse annuelle depuis la création de Big Blue.

Corporate America continue à être bonne fille. Car, à côté du salaire proprement dit, elle verse à ses dirigeants des confortables stock options qui valent considérablement plus. Ainsi, M. Anthony O'Reilly, le patron de H. J. Heinz, qui a disposé en 1991 d'un salaire annuel de 1,3 million de dollars, a ses 73,7 millions de dollars supplémentaires en stock options qui le classent en tête du classement établi en mai par *Fortune* magazine.

Dorénavant, ces salaires seront mesurés à l'aune des résultats de l'entreprise. M. Whitworth a dit qu'il fallait s'attendre à « une poussée terrible d'activisme », des groupements d'actionnaires au cours des prochaines années. Bien que le montant de son salaire n'ait pas été directement touché, la récente éviction du PDG de General Motors procède de la même logique : faire en sorte que les dirigeants accusés de mal gérer leur société ne puissent pas s'accrocher indéfiniment à leur fauteuil présidentiel.

Un nouveau PDG pressenti pour prendre la barre d'une entreprise consistait à placer le plus haut possible la barre du salaire. Et à négocier le départ.

SERGE MARTI

IDATE 92
18, 19, 20 novembre 92
Montpellier - France
14èmes Journées Internationales

18 et 19 novembre Colloque international
Télécommunications, Informatique, Audiovisuel
le temps des alliances

2 jours pour :
- faire le point sur les principaux innovations d'alliances ;
- comprendre pourquoi partenariats, joint ventures, OPA s'imposent comme des stratégies vitales ;
- évaluer l'impact des alliances sur le paysage européen et mondial des télécommunications, de l'informatique et de l'audiovisuel.

avec :
Alcatel - ARTE - BERD - British Telecom - Bull - Cable & Wireless plc - Canal + - CCE/EG IV - CCE/EG XIII - DDI Corporation - Digital Equipment Europe - Deutsche Bundespost Telekom - Eucom - Euronews - Federal Communications Commission - Financière Industrielle - France Télécom - FTILS - General Instrument Corporation - Générale des Eaux - Hutchison Telecomm UK - IBM France - Maitre Communication - Mercury Communications Limited - Microsoft Europe - Oritel - Olivetti - PTT Telecom the Netherlands - Siemens - Sony - Telecom Argentina - Teleset... de nombreux experts du secteur.

20 novembre : 3 ateliers
travail - FEAD - la recherche en droit - télécommunications

contact / inscriptions : **VITALIS**
07 14 44 03 - Fax : 07 14 44 00
dans la limite des places

Avec le soutien de la Fondation IDATE (Alcatel CIT, Alcatel NV, Bouygues, CDC, GSI, IBM France, PSA, SARI, SFR), de France Télécom, du Conseil Général de l'Hérault, de Montpellier Languedoc-Roussillon et de la Région Languedoc-Roussillon.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CPI compagnie foncière internationale

Le Conseil d'Administration de la **COMPAGNIE FONCIÈRE INTERNATIONALE** s'est réuni le 28 octobre 1992 sous la présidence de M. Jean-François PONSOLLE pour se prononcer sur l'offre publique d'achat faite par la **COMPAGNIE DE SUEZ**.

Le Conseil a étudié avec attention les motifs et modalités de l'offre. Le Conseil a noté que cette OPA permettrait de rapprocher ses deux filiales, la **COMPAGNIE FONCIÈRE INTERNATIONALE** et le **BANQUE LA FIBRE** et de constituer un acteur important d'un des principaux secteurs de développement du Groupe Suez.

Le Conseil a également constaté que le prix d'offre de 300 F par action (soit 6,30 F) est inférieur au cours de la Compagnie de Suez, qui considère que le prix proposé par la Compagnie de Suez, sans préjudice de la valeur de marché des actions, constitue, dans les conditions actuelles, une offre équivalente.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

COMPAGNIE GÉNÉRALE DES EAUX

COMPTES SEMESTRIELS
BÉNÉFICE CONSOLIDÉ : + 9,7 %

Déterminé dans un large périmètre de consolidation, le chiffre d'affaires du Groupe s'est élevé à 70,7 milliards de francs en 1991, contre 65,7 milliards de francs en 1990, soit une augmentation de 7,6 %. Hors l'incidence de la première consolidation au 1er juin 1991, en augmentation de 14,1 %. Hors l'incidence de la première consolidation au 1er juin 1991, en augmentation de 14,1 %.

Malgré un environnement plus difficile, les métiers de l'eau et de la propriété ont permis une certaine croissance ; celle-ci a été plus modérée dans le domaine de l'énergie. Dans le domaine de l'énergie, l'accroissement du chiffre d'affaires résulte principalement de développements à l'étranger. Les activités de développement à l'étranger ont permis l'acquisition de la Compagnie Générale d'Entreprises - SGE (1,5 milliard de francs), d'acquisitions à l'étranger de la Compagnie Générale de Chauffage (500 millions de francs), de reprises d'activités de l'immobilier Phénix dans le domaine de la maison individuelle (400 millions de francs), la progression de la chiffre d'affaires consolidé de 10,1 %.

Le résultat financier est en recul du fait d'un effort d'investissement qui, bien qu'en diminution notable, est important, avec les développements industriels des secteurs eau, énergie, propriété. Le résultat du Groupe est de 1.480 millions de francs, en croissance de 12,4 %.

Le résultat exceptionnel, amorcissement des survalues, de 222 millions de francs (contre 364 millions de francs au 30 juin 1991) ; le résultat consolidé du Groupe est inférieur à celui du premier semestre de 1991.

La part du Groupe dans le résultat des sociétés mises en équivalence a été de 222 millions de francs. Elle comprend principalement les quoteparts de résultats semestriels de Canal Plus, d'Electrafina et de Fougereol.

Au total, après prise en compte de la part des minoritaires qui apporte une contribution positive, le résultat consolidé du Groupe s'est élevé, pour le premier semestre 1992, à 1.102 millions de francs, en augmentation de 9,7 %.

Pour l'ensemble de l'exercice, le chiffre d'affaires consolidé de la Compagnie serait, les 12 mois de la fin de l'exercice, d'environ 144 milliards de francs (contre 134,9 milliards de francs en 1991), dont près de 100 milliards de francs réalisés à l'étranger. Les dernières analyses confirment que le résultat consolidé du Groupe pourrait atteindre 2,9 milliards de francs, tandis que la marge brute d'auto-financement serait d'un niveau peu supérieur à celui dégagé l'an dernier.

Le résultat d'exploitation du Groupe égal 2.507 millions de francs, de nouveau en progression. Dans les domaines de l'eau, de l'énergie et de la propriété, cette augmentation est en bonne partie due à des produits non récurrents et à certaines extensions de périmètres ; elle provient également d'une amélioration du résultat. Pour le B.T.P., dans une conjoncture difficile, en France et à l'étranger, l'amélioration du résultat

Informations Actionnaires - 05 05 55 - CLIFF

Le Monde

Édité par la SARL le Monde
Durée de la société :
du 10 décembre 1944
Capital social :
520 000 F
Principales activités de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »,
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises,
M. Jacques Lesourne, gérant.

Le Monde PUBLICITÉ
Président directeur général :
Jacques Lesourne
Directeur général : Michel Cros
Membres du comité de direction :
Jacques Géraud, Philippe Dupuis,
Isabelle Tsalikis.
15-17, rue du Colonel-Pierre-Avin
75002 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-62-72-73
Tél. MONDIPUS 634 128 F
Tél. : 46-62-96-73 - Société filiale
de la SARL le Monde et Régie Europe 34.

Le Monde TÉLÉMATIQUE
Composé 36-15 - Tapez LEMONDE
ou 36-15 - Tapez LM
Imprimerie
du « Monde »
12, rue de Valenciennes
94551 VRY Cedex

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 01
Tél. : (1) 46-62-72-73
Tél. MONDIPUS : (1) 40-65-25-88
Tél. : 208.808 F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-88
Tél. MONDIPUS : (1) 49-80-30-10
Tél. : 281.211 F

ABONNEMENTS
1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX.
Tél. : (1) 49-60-32-90 - (de 8 heures à 17 h 30)

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG-PAYS-BAS	AUTRES PAYS Voie normale y compris avion
3 mois	536 F	572 F	790 F
6 mois	1 038 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 890 F	2 085 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif **FLY**.
Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné d'un règlement à l'adresse ci-dessus
ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE ou d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande par lettre, leur départ, leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

221 MO

Durée choisie :
3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____
Code postal : _____
Localité : _____ Pays : _____
Veuillez avoir l'obligeance d'écrire en lettres capitales d'imprimerie.

Un tournant dans l'application des accords de Matignon

Les indépendantistes sont désormais en position dominante dans l'industrie hôtelière de Nouvelle-Calédonie

Les dirigeants indépendantistes de la province Nord de la Nouvelle-Calédonie, qui étaient devenus les premiers exportateurs locaux de minerai de nickel, viennent de conclure un accord financier qui leur place également en position dominante dans l'industrie hôtelière du territoire. Leur stratégie mécontente le président du Rassemblement pour la Calédonie dans la République (RPCR), M. Jacques Lafleur.

L'une des interrogations majeures sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie, depuis la signature des accords de Matignon et de la Rue Oudinot, il y a quatre ans, est la capacité des indépendantistes à gérer les affaires de la province.

La loi référendaire du 9 novembre 1988 ayant restauré la paix en partageant le territoire en deux zones politiques - l'une, constituée par la province Sud, dominée par le Rassemblement pour la Calédonie dans la République (RPCR); l'autre, formée par les provinces Nord et des Îles Loyauté, contrôlée par le Front de libération national kanak socialiste (FLNKS) - la question était de savoir, à la perspective du référendum d'autodétermination prévu en 1998, si les successeurs de Jean-Marie Tjibaou parviendraient à prouver qu'ils seraient capables, le cas échéant, d'administrer correctement un État indépendant.

Le président de la province Nord, M. Léopold Jorjé, et son équipe ont déjà démontré leur aptitude à faire fructifier le capital minier que leur avait « légué », moyennant 99 millions de francs, le président du RPCR, M. Jacques

Lafleur, député RPR, en ayant racheté, au printemps 1990, avec le soutien de l'État, la part majoritaire de celui-ci dans la Société minière du Pacifique (SMP). Cette société a élargi sa sphère d'activité en trouvant notamment de nouveaux clients japonais, elle contrôle actuellement 45 % des exportations calédoniennes de nickel et ses gros bénéfices (11 millions de francs en 1991) lui permettent de participer au développement du nord et de l'est de la Grande Terre en favorisant les opérations de diversification économique. La stratégie mise en œuvre par M. Jorjé est parfaitement en phase avec la démarche du président de l'Union calédonienne (UC, principale composante du FLNKS), M. François Burck, qui ne cesse de répéter à ses militants que « l'indépendance, c'est d'abord de l'argent ».

La question est définitivement tranchée depuis l'annonce, surprise, l'après-midi 1er novembre, à Nouméa, d'un nouvel accord conclu par M. Jorjé et les représentants du FLNKS, le groupe Accor dans le secteur du tourisme. Les dirigeants de la SORPAC (société financière appartenant à la province Nord) ont fait savoir, en effet, qu'ils viennent, par l'intermédiaire de leur Compagnie d'investissement touristique (CIT), prendre la gestion du plus grand hôtel de Nouméa, l'Hôtel Novotel (deux cents cinquante chambres, deux piscines, deux restaurants, deux bars, deux salles de conférence).

Le président de la province Nord, M. Léopold Jorjé, et son équipe ont déjà démontré leur aptitude à faire fructifier le capital minier que leur avait « légué », moyennant 99 millions de francs, le président du RPCR, M. Jacques

Le communiqué diffusé l'après-midi par le président-directeur général de la CIT et le directeur général d'Accor pour l'Asie et le Pacifique. Le groupe Accor a confirmé sa volonté de participer à cette opération. Le groupe français, devenu mondial de l'hôtellerie, avait déjà une intention de faire de la Nouvelle-Calédonie un marché important de son développement dans la zone Asie-Pacifique. L'opération a été présentée à la CIT, promoteur du développement local de la province Nord, par M. Jorjé et M. François Burck, président de l'Union calédonienne.

M. Lafleur

La SOFINOR détiendrait désormais 53 % du capital de la nouvelle société (4,5 milliards de francs CFP, soit 247,5 millions de francs), à laquelle le groupe Accor participerait à hauteur de 20 %, le reste étant aux mains de petits porteurs. Les dirigeants de la province Nord ont investi dans cette opération une partie des bénéfices réalisés en 1991 par la SMP et se retrouvent ainsi en première position dans l'industrie hôtelière. L'accord prévoit notamment la construction de soixante chambres supplémentaires au Surf Hôtel, la réhabilitation d'un hôtel à Koné et d'une « infrastructure hôtelière » dans l'île de Lifou.

L'annonce de cette opération a été faite à Nouméa par M. Jorjé, c'est le premier pas que les dirigeants indépendantistes ont fait vers un investissement d'une telle ampleur au cœur de la province et cela dans un secteur qui apparaît jusqu'ici comme la « garde-robe des riches calédoniens ». Au-delà des considérations économiques et financières, l'événement revêt bel et bien une dimension politique. Il a été mal accueilli, d'ailleurs, par M. Lafleur, qui a été mis devant le fait accompli dès que M. Jorjé a été pris de lui donner la prime de la nouvelle en lui proposant une participation minoritaire.

Le président du RPCR, qui a l'habitude de régner en souverain sur les affaires calédoniennes, est intervenu plus tôt, au début de la semaine, pour dire que les dirigeants du FLNKS ont fait un mauvais coup. M. Jorjé, jusqu'à présent le principal porteur de parti du groupe possédant le Surf Hôtel, et qu'il négocie lui-même, avec Air France, depuis longtemps, la construction d'un hôtel à Lifou. Selon M. Jorjé, le président du RPCR a multiplié les pressions sur les dirigeants du FLNKS calédoniens, et les a menés à la signature de cet accord, à la fin de la semaine, pour essayer de leur faire accepter l'interprétation commune d'un document des accords de Matignon.

ALAIN ROLLAT

L'affaire du sang contaminé

M. Edmond Hervé trouve « injustes » les propos de M. Bernard Kouchner

Le député (UDF) d'Ille-et-Vilaine et ancien ministre de l'Éducation nationale, M. Edmond Hervé, ancien secrétaire d'État à la Santé, a réagi, lundi 2 novembre, à l'annonce de la mise en examen de M. Bernard Kouchner, ancien ministre de la Santé, pour avoir couvert la vérité sur le sang contaminé.

Dans une déclaration qu'il a faite devant la presse et que nous publions, M. Hervé a affirmé qu'il était « toujours » au service de la vérité et qu'il défendrait jusqu'au bout son honneur, et qu'il vivait « tous les jours avec ce drame de la contamination ».

« Samedi dernier, M. Bernard Kouchner a tenu des propos que je trouve injustes », a-t-il ajouté. Je suis

Les négociations sur l'Uruguay Round

La France exalte un accord sur le GATT avant les élections américaines

M. Edward Madigan, secrétaire d'État américain à l'Agriculture, et M. Ray MacSharry, commissaire européen à l'Agriculture, se sont rencontrés, dimanche 1er novembre à Chicago, pour reprendre les négociations interrompues le 21 octobre entre les États-Unis et la CEE sur le GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce). « Nous cherchons à conclure un accord acceptable des deux côtés de l'Atlantique », a déclaré M. Roger Rémignon, porte-parole de M. Madigan.

Lors du forum RMC-L'Express, dimanche 1er novembre, M. Jean-Pierre Soisson, ministre français de l'Agriculture, a lancé un appel à M. MacSharry et à son collègue américain à Chicago, a déclaré M. Soisson dénonçant la « volonté américaine » de « donner satisfaction à ses agriculteurs » quelques jours avant l'élection présidentielle. « Je souhaite un accord du GATT, je ne souhaite pas un accord de veille d'une élection présidentielle, pour des raisons qui n'ont rien à voir avec le développement des échanges entre l'Europe et les États-Unis », a souligné le ministre. M. Michel Sapin, ministre de l'Économie et des Finances, a également insisté, le 2 novembre, à l'occasion de sa visite sur F2, la conclusion d'un accord sur l'Uruguay Round avant les élections américaines. Interrogé sur la capacité de M. MacSharry de défendre les intérêts de la France, M. Sapin a déclaré qu'il avait « aucun doute » sur ses capacités et sur sa volonté de respecter le mandat qui lui a été confié.

L'État vient au secours de Briançon

MARSEILLE

de notre correspondant régional

À la suite du plan de redressement proposé à la commune de Briançon par la chambre régionale des comptes de Provence-Alpes-Côte d'Azur (le 21 octobre), le préfet des Hautes-Alpes vient d'arrêter le budget de la commune pour 1992. À partir des recommandations de la chambre, concernant des économies drastiques, tant en fonctionnement qu'en investissement, ce budget prévoit une augmentation de la fiscalité locale limitée à 3 %. Il tient compte d'une subvention d'équilibre allouée par l'État de 30 millions de francs sur trois ans, à compter de 1992, et de la promesse d'une subvention de 20 millions de francs supplémentaires en 1993 et 1994.

Cet effort de l'État est toutefois subordonné à la conclusion d'un accord entre la commune et les banques (Crédit local de France et Société lyonnaise de banque, qui ont accepté un « reprofilage » de la dette sur 25 ans au taux de 8 %) avant le 31 décembre 1992 et à la bonne exécution du plan de redressement à fin 1994. Le conseil régional de PACA et le conseil général des Hautes-Alpes doivent également accéder à la commune - dont l'endettement atteint 502 millions de francs pour une population de 12 000 habitants - des subventions d'investissement d'un montant global de 30 à 60 millions de francs.

Le nouveau maire (PR) de Briançon, M. Alain Bayrou, est ébloui de ce « premier pas important par lequel l'État reconnaît sa responsabilité dans la faillite financière à laquelle la précédente municipalité socialiste a conduit la commune ».

G. P.

Une série de commémorations près d'Aix-en-Provence

La mémoire retrouvée du camp des Milles

MARSEILLE

de notre correspondant

Bien que moins tristement célèbre que Drancy ou le Struthof, le camp des Milles n'en a pas moins fonctionné de septembre 1939 à mars 1943 dans les locaux d'une ancienne villa de la commune des Milles (à 5 kilomètres d'Aix-en-Provence) sur la route de Marseille; d'abord comme un camp d'internement des étrangers « relevant d'une puissance ennemie », puis comme un camp de transit, théoriquement destiné à l'émigration d'un certain nombre d'Israéliens vers des pays d'accueil avec l'autorisation de Vichy, et enfin, à partir d'avril 1942, comme un camp de déportation.

Auschwitz. Plus de deux mille hommes, femmes et enfants seront déportés par les autorités françaises; mille cinq cents ne sont pas revenus.

La fondation de camp d'internement des étrangers et d'Aurélien ayant la mémoire à l'œil au camp des Milles d'avoir une population qui atteignait, fin 1940, le nombre de mille internés, un grand nombre

d'intellectuels, tels l'écrivain Lion Feuchtwanger, le Prix Nobel Otto Meyerhof, et les peintres Max Ernst et Hans Bellmer.

Étrangement, dans ses quarante d'années, le camp des Milles a été oublié dans la mémoire collective. C'est pour la mémoire que des associations d'anciens déportés israéliens et de la Commune internationale juif d'Aix-en-Provence, regroupées au sein de l'Association du souvenir des Milles, ont organisé, du 11 au 18 novembre, sous le titre « Mémoire pour demain », une quarantaine de manifestations, principalement tournées vers les jeunes. Le 11 novembre, l'inauguration, le 8 novembre, le 17 h 30, les rats blancs d'Aix partaient les convois, de wagons à bestiaux identiques à ceux qui commencent leurs itinéraires vers Auschwitz, à 14 h 42, quand Vichy devança le désir des nazis.

JEAN CONTRUCCI

Renseignements : Office municipal de jeunesse, 37, boulevard Aristide-Briand, 13100 Aix-en-Provence. Tél. 42-23-18-45.

La Cour suprême chilienne penche pour l'application de la loi d'amnistie dans les cas de disparition

SANTIAGO

correspondance

La Cour suprême chilienne, dont les membres sont loin d'être des ennemis du général Pinochet, a refusé, vendredi 30 octobre, de rendre la justice civile compétente pour la disparition d'un citoyen qui a la double nationalité française et chilienne, M. Alfonso Chanfreau. Elle a transmis le dossier à la justice militaire, évoquant l'état de guerre qui aurait régné au Chili les années 1973 et 1974.

Cette décision constitue un nouveau revers pour tous ceux qui souhaitent des poursuites soient engagées à l'encontre des responsables de violations de droits de l'homme commises pendant la dictature. La loi d'amnistie, promulguée par le régime militaire le 11 mars 1978, s'applique aux crimes commis entre 1973 et 1978. La justice militaire, sauf énorme surprise, devrait l'appliquer.

Il est donc probable que la disparition d'Alfonso Chanfreau, dirigeant du mouvement de la gauche révolutionnaire (MIR), ne sera jamais connue. L'enlèvement de M. Chanfreau remonte au mois de juillet 1974 et sa trace se perd après son passage à l'un des centres de torture de la DINA, les services secrets des forces armées. Ces organismes ont été dissous en 1973 par le général Pinochet, spécialiste, jusqu'à sa dissolution en 1977, des arrestations et exécutions opposants au régime. Un juge d'instruction civile, M. Jaime Olivares, avait entamé une enquête qui s'est heurtée à l'opposition résolue des militaires.

M. René Pellat futur président du CNRS

Le président du Centre national de la recherche scientifique, M. René Pellat, vient d'être nommé par décret du 31 octobre 1992, paru au Journal officiel du 31 octobre, à la tête de l'administration du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) en remplacement de M. Jacques-Louis Lions, soixante-cinq ans, président du CNRS depuis le 21 octobre 1984.

(né le 24 février 1926, à Albert, M. Pellat est un ancien élève de l'école polytechnique (1946) et ingénieur du corps des mines et chimiste. Il a commencé sa carrière au Commissariat à l'énergie atomique où il est entré en 1948, au département de la physique des plasmas et de la fusion contrôlée de Fontenay-aux-Roses (Hauts-de-Seine). M. Pellat a dirigé le CNRS en 1972, à l'époque où il était directeur de la recherche dans la section d'astrophysique, puis de directeur de recherche en 1975. L'ensemble de ses travaux lui a valu le médaille d'argent du CNRS. Professeur à l'école polytechnique, puis, titulaire (depuis 1982) de la chaire de physique des plasmas de l'Académie des sciences (1982), M. Pellat a participé de 1983 à 1984 aux travaux du Conseil supérieur de la recherche et de la technologie (CSRT). En 1982, il est nommé conseiller scientifique auprès du directeur général du CNRS et devient, en novembre 1989, président du CNRS.)

Un scientifique russe inculpé de divulgation de « secrets d'État »

Un scientifique russe, M. V. Mirzalanov, a été inculpé, le 27 octobre, à la suite d'un article qu'il a signé dans une revue de recherches en armes chimiques poursuivies en Russie, a été inculpé, le 31 octobre. Mais le motif de « divulgation de secrets d'État » ne figure pas dans l'information du service de la sécurité citée par l'agence ITAR-TASS. Ce motif pénal interdit la divulgation de tels « secrets », il n'y a pas eu de loi sur ce point. Ce qui constitue une information confidentielle. M. Boris Eltsine avait cependant signé début 1991 un décret, passé presque inaperçu, indiquant que, jusqu'à l'adoption d'une loi, les secrets en vigueur sous le régime communiste pouvaient être invoqués.

M. Mirzalanov avait affirmé le mois dernier dans les colonnes de la presse que l'institut travaillait en train de développer une nouvelle formule d'arme chimique et l'avait fait savoir au printemps en Ouzbékistan, peut-être sans informer les autorités de Tachkent. Il affirmait aussi que des fuites au producteur dans l'atmosphère de la quantité de poison stockée suffirait à « dépeupler la capitale en un accord » ou d'empoisonner l'Institut.

L'affaire a sérieusement inquiété les organisations de défense de l'homme à Moscou, qui ont demandé en vain les autorités de Tachkent. Il affirmait aussi que des fuites au producteur dans l'atmosphère de la quantité de poison stockée suffirait à « dépeupler la capitale en un accord » ou d'empoisonner l'Institut.

SOMMAIRE

DÉBATS

Un entretien avec Philip Roth..... 2

ÉTRANGER

Après une nouvelle victoire arabe à la jolte, l'exode des réfugiés du centre de la Bosnie-Herzégovine..... 3
La visite en Chine du président allemand des affaires étrangères..... 5
Liban : M. Hariri a formé un nouveau gouvernement..... 8
Dans le nord de l'Irak, un millier de kurdes du sud ont été tués par l'armée turque..... 6
Somalie : les enfants de moins de cinq ans auront disparu avant le fin de l'année..... 7

ESPACE EUROPÉEN

Les Tsiganes, mal-aimés de l'Europe et les institutions du « L'Europe »..... 12 et 13
L'Allemagne : des élections pour Burett et Rourmanie; parti à tout prix le Bohême-Moravie; l'épouvantail slovaque; Des musiciens au chômage..... 9 à 11

POLITIQUE

L'affaire du sang contaminé..... 12 et 13

SOCIÉTÉ

Les espions russes au cœur du secret nucléaire français..... 14
L'application de la législation antitabac..... 15

SPORTS

La septième édition de l'Open de tennis de tennis; Football: entraîneur Laval pendant vingt ans; Michel J. Milinaire ou le handicap de la longévité; Le Marathon de New-York..... 17

CULTURE

Expurgé ou interdit: le livre de

Madonna, Sex, est censuré au Japon..... 18
Une vitrine pour les jardins: le premier salon international des jardins d'automne..... 19
M. Staley, l'homme négligé..... 11

ÉCONOMIE

La Banque de France assouplit le crédit..... 21
Le déficit audiovisuel de l'Europe se creuse..... 21
Les marchés financiers..... 21
Les perspectives du charbon britannique paraissent encore plus sombres..... 22
Les salaires des PDG américains passent au crible..... 23

L'ÉCONOMIE

La mise en œuvre des actions..... 18
Le mystère des actions..... 18
Conjoncture: l'industrie, la production industrielle; le livre; région; le Maghreb; pays; le Maroc..... 27 à 38

Services

Abonnements..... 23
Annonces classées..... 18
Cartes..... 18
Loto, Loto sportif..... 16
Météorologie..... 18
Mots croisés..... 24
Radio-télévision..... 20
Spectacles..... 20

La télématique du Monde: 3815 LEMONDE 3815 LM

Ce numéro comporte un cahier « Le Monde-L'Économie » tototé 27 à 38

Le numéro du « Monde » daté 1-2 novembre 1992 a été tiré à 489 494 exemplaires.

Demain dans « le Monde »

« Sciences-médecine » Quarante-six jours en boîte

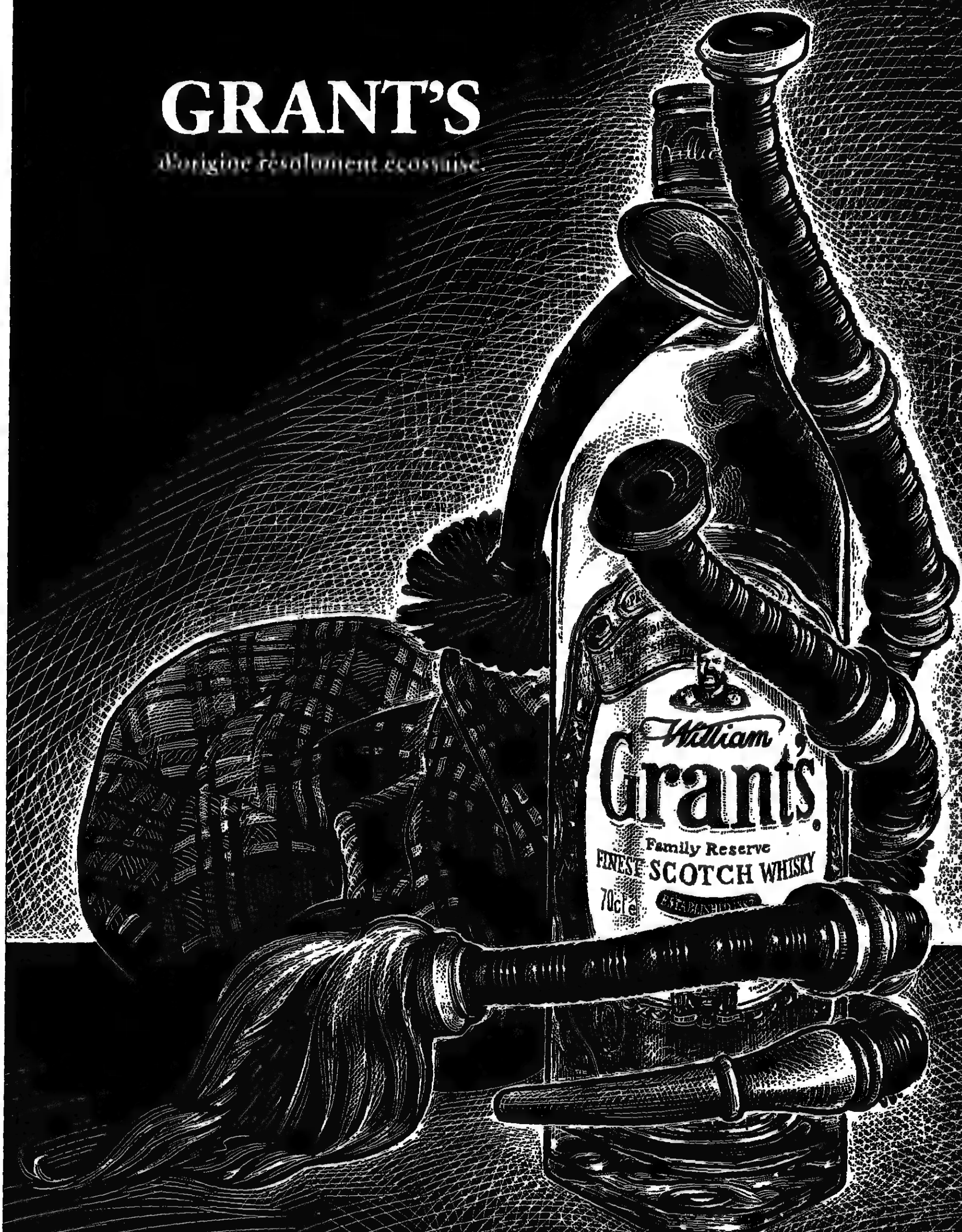
Avec l'expérience (la plongée fictive) profonde Hydra-10, la COMEX va vivre une expérience humaine sous une pression de 70 bars: une « première » mondiale.

Un encombrant quinquagénaire

Découvert pendant la seconde guerre mondiale, le plutonium n'a été à l'origine d'un nouvel âge d'or énergétique. Cinquante ans plus tard, il dérange.

GRANT'S

Origine résolument écossaise



L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ. CONSOMMEZ AVEC MODÉRATION.

Radio
tour-200

Conservé
aux États-Unis
Bourse de New York
dernier cours
par action
avec 25 millions

[illegible]

Lit

La not...

«S
des des
liées de
prosper
répond
pantes, c
ché, les
ribles d
olées d
uette, p
s'au se
ille.
Deux
nouveau
L'opéra
quelques
pays ont
dollars.

هنا امرنا

Le Monde

Le mistigri des actions



Dans un contexte économique boursier peu favorable, le plan d'épargne actions n'a pas démarré. Malgré ses avantages, l'essentiel des apports provient de transferts de fonds investis.

page 28

Les indigestions d'Allianz



En procès avec la Compagnie de navigation mixte, actionnaire de la filiale française, Allianz, le géant allemand de l'assurance internationale a dû verser 80, a du mal à maintenir sa rentabilité.

page 29

Pas de limite au déficit public



Un Etat peut s'endetter indéfiniment, simplement parce qu'il peut dépenser, explique Paul Fabra. Mais il ne peut pas le faire à l'infini, car il doit reverser à ses créanciers une part croissante de ses revenus.

page 36

MODE D'EMPLOI

Humeur, par Josée Ouyere : Impatiences. La cote des mots : ERIC et ESATPICE. Bloc-notes. ACTUALITE : 29 à 31. PERSPECTIVES : 32 à 34. Russie : la valse des « bons de privatisation ». Le retour du Lyonnais. DOSSIER : 35. La scolarisation. OPINIONS : 36 à 37. Livres : L'Etat introuvable. Le développement de la télévision payante. CONJONCTURE : 38 à 39. La production industrielle. Le dilemme français. Le Maghreb. Tassement Le Maroc : Dix ans d'ajustement. Le livre : Etouffement.

L'ÉCONOMIE

Radio tout-éco

Consacrée à l'argent, aux affaires et à la Bourse, la petite dernière des ondes parisiennes a lancé un jeu de gros moyens

Cela devait arriver. Cela nous pen-
dait au nez. Question de logique et
de marché. Question d'époque.
Récapitulons : nous avions eu des radios
bestiales (Vercingétorix, Corsaire, Gero-
nimo...), des radios « à l'ancienne » (l'aimé
FM, Radio Golfe d'Amour...), des radios
accueillantes (Radio Bienvenue et Radio
Amigos) et des radios gourmandes (Radio
Carine, Radio Flax). Nous connaissions
depuis longtemps les radios généralistes
(RTL, Europe 1, RMC et Inter) et depuis
1981 les radios « spécialisées » (Classique, Sky-
rock, Europe 2, NRJ) ; des radios « jeunes »
enfants (Superfous) ou grands-parents
(Radio Bleue), des radios religieuses et des
radios ethniques, une « tout-info », des
radios politiques.

Mais de Radio Argent ou autres Radio
Fric, non, la FM bigarrée n'en avait guère
semé. Timidité ? Négligence ? Manque de
perspective ? Manque de moyens sans
doute, le format est coûteux, mais les
exemples étrangers prouvent depuis
longtemps sa rentabilité sur le câble ou les fré-
quences FM. La trou, à Paris, sera
comblée : le 16 novembre, une nouvelle
radio connue pour le moment sous le nom
de code BFM « Bourse, Banque ou Bâtiment »
comme Fric ou Finances, M comme
Monde, Monnaie ou Monnaie.

Ce sera la première fois depuis quel-
ques années qu'un projet commercial de
cette ampleur est lancé de toutes pièces.
Avec fréquence gratuite - 96,4 MHz -
octroyée très légalement le 15 juin par le
Conseil supérieur de l'audiovisuel. Avec
plan d'expansion pour former un mini-
réseau national.

Annick Cojean

Lire la suite page 31

Le lobbying français à Bruxelles



De plus en plus de décisions vitales pour les
entreprises se prennent à Bruxelles. Mais les Fran-
çais ont mis longtemps à comprendre qu'il n'était
ni honteux ni superflu de faire représenter leurs
intérêts par des professionnels auprès des ins-
tances communautaires. Ils préféraient les
contacts politiques ou le copinage entre hauts
fonctionnaires. Depuis trois ans, régions, profes-
sions, sociétés et syndicats rattrapent le temps
perdu, ouvrant quantité de bureaux permanents
dans la capitale européenne pour préparer 1993.

Lire pages 32 et 33 les articles de Jean La Guérivière

Liban : la ruine et l'espoir

La nomination de Rafic Hariri à la tête du gouvernement a créé une folle espérance.
Mais deux ans après la fin de la guerre, le pays, sous contrôle syrien,
est toujours au point mort, et l'économie, plus malade que jamais

BEYROUTH
de notre envoyée spéciale

«S... Hariri...» Mardi 20 octobre la
nouvelle a envahi la ville. Pour
les habitants de la guerre, sur les col-
lines du Neouilly libanais, elle électrise le
prospère quartier des banques puis se
répand dans les petites rues commer-
çantes, où le courant électrique à demi ar-
rêté, les chantiers inachevés, les façades
craquelées d'impacts et les voitures mal rafis-
sées portent encore les stigmates de la
guerre, pour finalement descendre jus-
qu'aux squats pourris de l'ancien centre-
ville.

Deux jours plus tard, la nomination du
nouveau premier ministre officielle.

L'effet Hariri a joué à plein :
quelques heures de réserves de change du
pays ont remonté de 600 à 850 millions de
dollars, les autorités monétaires envisa-

gent avec confiance d'atteindre l'objectif
de 1 milliard. Seule leur intervention
empêché la chute du livre libanaise de
bondir de 22 %. Les réserves du Trésor, jus-
qu'ici boudées, s'arrachent. Dans les
salons, dans les échoppes, dans les ban-
ques, dans les taxis, le Liban tout entier,
chrétiens et musulmans confondus, se
prend à rêver.

STAND-BY • Un espoir « gros ca-
ca », la hauteur de la tâche à accomplir.
Car deux ans après l'arrêt des combats, le
Liban n'a presque rien fait. La reconstruction
n'a pas démarré, faute de crédits ; les in-
frastructures restent dans un état lamentable ;
les affaires piétinent ; l'administration,
pourrie d'anciens miliciens incapables, est
paralysée ; l'économie est dégradée, à la
recherche d'un second souffle.

Après un démarrage prometteur, début
1991, qui suit l'arrêt des combats, tous les
indicateurs ont dès la fin de l'année viré au

rouge : inflation galopante (100 % en 1992),
monnaie en chute libre, croissance réduite
de moitié, chômage, déficit des paiements
du budget (1).

Les classes moyennes au bout d'éco-
nomies : leurs salaires payés en livres s'éro-
dent tandis que les prix, eux, tous calculés
en dollars, s'envolent. « Le Liban a été mis
en stand-by pendant dix-sept ans. Il le reste.
Sans les abus », dit un banquier. « Nous
travaillons comme un coureur de fond : tant
qu'il court, il ne sent pas la fatigue. C'est à
l'arrivée qu'il s'effondre », renchérit un
agent immobilier.

Véronique Maurus

Lire la suite et l'article
de Wabel Abdallah page 30

(1) Le déficit du budget devrait doubler en 1992,
pour atteindre 55 % des dépenses totales.

alternatives économiques

novembre 92

- Le grand désordre de l'économie mondiale
- Budget 93, mode d'emploi
- Le financement du logement sacrifié

19 F Chez votre marchand de journaux

Abonnement 1 an - 150 F

Alternatives Économiques 12 rue du Chagrin 92100 Boulogne

Les indigestions d'Allianz

Le géant allemand de l'assurance s'est internationalisé à outrance depuis le milieu des années 80. Il est aujourd'hui confronté à des problèmes de rentabilité

L'assureur allemand sous les feux de l'actualité du fait de ses démêlés avec la Compagnie de navigation mixte, l'actionnaire minoritaire de la filiale française Allianz-Via Holding. L'affaire entre les mains de la cour d'appel de Paris, qui rendra son jugement le 1^{er} décembre.

QUAND on joue Monopoly, les acquisitions coûtent toujours plus cher et prennent toujours plus de temps. C'est dit, celui qui possède le plus de territoires au départ la plus grosse cagnotte. Cette pseudo-maxime d'un grand assureur français résume bien le sentiment qu'inspire Allianz, le numéro un incontesté de l'assurance en Europe, dont la stratégie d'expansion azimutale depuis le milieu des années 80 a la fois irrité, envié et sark... Si, en France, certains voient aujourd'hui d'un mauvais œil l'empire d'Allianz s'agrandir dans le conflit qui l'oppose à la Compagnie de navigation mixte, l'actionnaire minoritaire de la filiale française, il s'agit pour le géant allemand tout au plus d'un épisode désagréable.

On comprend facilement pourquoi. Cinquième compagnie du monde, la plus internationale de toutes avec près de la moitié de ses 100 milliards de francs de primes provenant de l'étranger, elle gère environ 100 milliards de francs de placements. Numéro un, loin, en Allemagne et en Hongrie, deuxième assureur en Italie, quatrième en Espagne et au Portugal, douzième en France et parmi les dix premiers aux États-Unis, Allianz est un géant incontestablement invulnérable. La compagnie

Pour la première fois de son histoire, Allianz a enregistré en 1991 une perte technique de 6 milliards de francs.

dont le symbole est un aigle, se trouve présente dans le capital de toutes les grandes sociétés allemandes, MBB, Siemens, passant par Dresdner Bank, la deuxième banque allemande, elle détient, selon les experts, entre 22 et 47 % du capital. Avec la Deutsche Bank, Allianz est la pilier du capitalisme à la mode allemande construit à partir de liens très étroits et de participations croisées et historiques avec la finance et l'industrie.

BOULIMIE Si, par tradition, la compagnie née en 1820 cultive plutôt la discrétion et la retenue, elle a eu tendance ces dernières années à forcer le ton et à parler sa puissance. Un peu comme le Crédit lyonnais dans la banque, ou d'autres moyens, Allianz est entrée depuis le milieu des années 80 dans une logique impériale, qui se traduit par une forte présence sur le marché unique de l'assurance en Europe n'y a-t-elle pas étrangère, l'ambition d'Allianz va bien au-delà.

Parmi les plus grands assureurs français, certains ont décidé de faire de l'Europe leur marché domestique (UAP), d'autres de prendre pied dans la Communauté (AGF, Victoire), d'autres d'aller s'implanter dans les États-Unis en profitant des difficultés des assureurs américains (AXA) et d'autres, enfin, ont choisi la banque-assurance (GAN-CIC, UAP-BNP). Allianz a fait cela, en même temps.

Tout à tour, le britannique Cornhill en 1986, en 1987 le numéro deux italien RAS derrière les Generali (dont Allianz possède d'ailleurs 10 % du capital), l'espagnol Ercos, le hongrois Euroas et le suisse Euraco en 1989, le français Allianz-Via, le monopole est-allemand DVAG en 1990 et

pour finir en 1991 l'américain Fireman's Fund sont tombés dans son escarcelle.

Une boulimie à laquelle le géant n'était pas forcément préparé. Son chiffre d'affaires - qui collecte des primes - a ainsi progressé de plus de 30 % en 1990 et 1991 (de 125 milliards à 165 milliards de francs). Entre 1986 et 1991, les placements gérés sont passés de 380 à 1000 milliards de francs. Allianz doit aujourd'hui digérer une expansion trop rapide avec des tickets d'entrée qui coûtent cher : plus de 17 milliards de francs pour Fireman's Fund, 6,5 milliards de francs pour 50 % d'Allianz-Via Holding. En compensation, AXA aura mis environ 5 milliards de francs pour prendre le contrôle outre-atlantique d'Equitable Life et AGF ont investi moins de 4 milliards de francs pour prendre le quart du capital du numéro deux allemand de l'assurance AHB. A sortir trop brutalement de sa coquille, s'expose à quelques déconvenues. Et depuis deux ans, ont tenté de s'accumuler.

PERTE TECHNIQUE Pour la première fois de son histoire, Allianz a enregistré en 1991 une perte technique de 6 milliards de francs. Compensée par des résultats financiers des plus-values, le groupe a pu dégager au final un bénéfice net de 3,5 milliards de francs. « L'heure est maintenant à la réduction des coûts », souligne Roberto Gavazzi, responsable des filiales européennes. En clair, il faut diminuer les effectifs là où ils sont trop nombreux. Allianz-Via Holding, la filiale française à 66 % d'Allianz, qui a perdu 559 millions de francs l'an dernier, a supprimé 325 postes sur 400 de 1 100 salariés. La stratégie Allianz-United avec Fireman's Fund, dont les pertes techniques dépassent en 1991 2 milliards de francs, se poursuit en RDA, où les effectifs du fonds de 9 000 personnes ont été réduits de 500 d'ici 1995.

« Il s'agit aujourd'hui pour nous d'une part, de stabiliser, de rentabiliser et d'intégrer dans le groupe les différentes participations prises en Europe, États-Unis et, d'autre part, de trouver des accès aux nouveaux marchés de croissance de l'Est et de l'Asie du Sud-Est », explique à Munich, derrière la façade moderne du siège social d'Allianz, le Dr Henning Schulte-Noelle, président du directoire. Un discours qui traduit une évolution stratégique. Allianz veut, à l'image de ce qui s'est fait dans l'industrie, « augmenter la productivité pour atteindre un nouvel équilibre entre la charge de travail et les effectifs nécessaires ». Les activités de service de la compagnie sont condamnées à suivre cette voie », ajoute le Dr Schulte-Noelle.

Message clair, il n'est plus question de confondre vitesse et précipitation comme cela a pu se faire dans les nouveaux Länder. La reprise de la DVAG, l'ancien monopole est-allemand de l'assurance, a entraîné l'an dernier des pertes de plus de 1,9 milliard de francs, qui devraient encore se chiffrer à près de 1,2 milliard de francs en 1992. Le surcroît Allianz, qui avait brûlé la politesse à ses concurrents en reprenant le début de l'année 1990 le contrôle de la DVAG, a été accusé de pratiques anticoncurrentielles.

TUMULTUEUSES Toujours en Allemagne, sa participation importante dans le capital de la Dresdner Bank lui a valu de faire épingle par l'office de cartels. Officiellement Allianz détient direct 22,3 % de la Dresdner, mais indirectement et par le biais de filiales de participations croisées, le total approcherait 47 %, ce que la direction de la compagnie a toujours nié. Si cette situation ne semble pas gêner outre-mesure la BNP, alliée de la Dresdner Bank - qui devraient échanger dans les prochains mois des participations croisées de l'ordre de 10 % - l'UAP, qui détient la BNP à 10 %, se dit troublée.

Il faut dire que les relations entre Allianz et les groupes fran-

çais sont plutôt tumultueuses. Allianz-Via Holding non seulement affiche des pertes considérables (encore 161 millions de francs au premier semestre de 1992) et ne devrait pas retrouver l'équilibre avant 1993, mais le groupe allemand voit embarqué dans un conflit difficile le gérant de l'actionnaire minoritaire à 34 % d'Allianz-Via, la Compagnie de navigation mixte. Cette dernière reproche à Allianz de ne pas l'avoir informée de la suppression du contrat de réassurance des activités dommages de la filiale française.

S'estimant trompé, Marc Fournier, le président de la Compagnie de navigation mixte, a porté l'affaire devant les tribunaux. Il demande une expertise de minorité et les conséquences du retrait du traité de réassurance pour les sociétés du groupe Allianz-Via. Le 18 juin le président du tribunal de commerce de Créteil rejetait cette demande arguant que le droit français ne connaît pas la notion de groupe. Aujourd'hui l'affaire est entre les mains de la cour d'appel de tribu-

nal de commerce de Paris, qui devrait rendre son jugement le 1^{er} décembre.

Aux yeux de nombreux observateurs, Allianz se trouve en fait soumise à un chantage de la Compagnie de navigation mixte, qui veut l'obliger à lui racheter à un bon prix sa participation dans un ensemble d'assurances qui n'est pas très profitable.

Sur son propre marché domestique, Allianz n'a pas vu non plus d'un très bon œil des compagnies d'assurances françaises, et notamment celles à capitaux publics, faire une entrée remarquée. Le numéro trois de l'assurance outre-Rhin, Colonia, est contrôlé par Victoire et très sérieusement convoité par l'UAP, actionnaire à 34 % de Victoire. Quant au numéro deux allemand, AHB (Aachener und Muenchener Beteteiligungs), son actionnaire principal est aujourd'hui les AGF (Assurances générales de France), avec 25 % du capital et sans doute, à terme, bien plus.

« Attention, Allianz traverse une phase un peu difficile et a grand besoin de se remettre en route », dit un observateur.



scandinaves, à tenter de surprendre Allianz à tout juste décidé de marquer une pause. Et encore, la compagnie cherche activement de nouvelles prises de participation en Asie du Sud-Est et veut s'installer à Prague et à Moscou. Le goût de la conquête s'attache vite.

Eric Leser



IL A FALLU DES SIÈCLES

POUR AUGMENTER L'ESPÉRANCE DE VIE.

CHAQUE JOUR, AVEC L'ASSURANCE COLLECTIVE,

LA CNP SE BAT POUR QU'ON N'AIT PAS

A LE REGRETTER.



Retraite supplémentaire,

des indemnités

fin de carrière, dépendance, des

emprunteurs âgés, des risques excep-

tionnels ou graves, des frais de soins

santé, la Branche Groupe de la CNP

tous les risques liés à l'âge.

Parce qu'elle donne depuis 150

une idée neuve de la Pre-

voyance. Parce que la

solidarité se vit à plusieurs. Parce que

l'assurance collective, c'est d'abord le

bien-être individuel. Pour que vivre vieux

soit réellement vivre mieux. Pour tout

renseignement, appeler : 05.40.00.05.

CNP, le leader de l'Assurance Collective.

VIVEZ BIEN ASSURÉ

Liban : La ruine et l'espoir

Suite de la page 27

Du haut de l'échelle, les Libanais, soulagés, attendent le défilé qui fera tourner l'économie. Et tous reconnaissent, sans le clamer, que la situation a empiré depuis la fin des combats. « C'est terrible pendant la guerre. On n'a pas de téléphone, pas d'eau, pas d'électricité seulement quatre heures par jour. La vie est moins dangereuse, mais elle est de plus en plus chère », dit un chauffeur.

« Je suis content de pouvoir respirer, mais économiquement il n'y a pas de grand changement. L'aide promise ne s'est pas matérialisée, explique l'ingénieur Faddoul, un petit homme farouche, patron d'une société de logiciels. La corruption est pire qu'avant : il faut que je verse un *bakchich* à un fonctionnaire pour qu'il encaisse la sécurité sociale de ma société, que je verse la moitié de la facture de téléphone à l'employé de la compagnie pour que ma ligne ne soit pas coupée. Il y a des ministres qui refusent 5 000 dollars ! »

SAUVAGE • Le Liban n'est aujourd'hui, à retardement, le plein prix de la guerre. Pendant le conflit, les revenus extérieurs ne manquaient pas : l'OLP était riche, les milices libanaises de l'étranger, les organisations non gouvernementales remplaçant avantageusement la sécurité sociale sinistrée. Les sources de profits étaient multiples : trafic d'armes, de drogue (haschich produit par les agriculteurs de la plaine de la Bekaa), de voitures volées en Europe, trafic noir, système D - téléphone portable ou pirate, para-clandestins, générateurs électriques, pompes à eau. Bref les affaires tournaient, malgré ou grâce aux bombes, à hauteur des paiements s'équilibrait le dollar valait encore 3 livres libanaises.

Depuis la fin de 1990, ces sources de revenus se sont toutes taries... sauf les trafics et le système D, qui se nourrissent de la misère quasi-totale de l'État. L'héritage de la guerre est lourd. Outre les dégâts physiques visibles partout, l'absence d'infrastructures, le chômage des milliers de réfugiés (500 000 expatriés parmi les plus qualifiés), la faiblesse de l'État qui s'incurie à l'administration ne paient cher.

Le Liban a toujours été libéral, mais il offre aujourd'hui l'image d'une économie sauvage, où l'État « sauvage », où l'on ne permet, même et surtout l'illégal, une filière sociale - l'éducation, la santé sans privatiser, les transports publics inexistantes, la retraite



symbolique, - écologique un même sanitaire (les plages, trop polluées, sont inutilisables; depuis juillet les ordures ne sont plus ramassées à Beyrouth). L'incapacité du gouvernement à faire payer les impôts - certaines entreprises ne paient même pas les prélèvements à la source qu'elles fonctionnent sur leurs salaires - voire à faire payer l'eau ou l'électricité, les causes principales du déficit budgétaire, donc par ricochet de l'inflation et de la dégradation de la monnaie.

Mais comment relever l'économie sur des bases plus saines, tant que les ressources financières restent bloquées ? La brève euphorie de 1991 était nourrie par le rapatriement d'une - petite - partie des capitaux placés à l'étranger, et par la guerre du Golfe, laquelle minimisait un flux massif de réfugiés libanais en Irak (via la Jordanie). Elle s'est vite éteinte, l'arrêt de capitaux.

RAISONS POLITIQUES • Les aides internationales à la reconstruction, promises par l'Arabie saoudite, la France, les États-Unis, etc., ne sont toujours pas versées, pour des raisons essentiellement politiques. « Depuis deux ans, le Liban revient à aider la Syrie, même en privé un diplomate, un calcul qu'en moyenne un tiers des marchandises ne perdait en rien », dit un fonctionnaire libanais.

Cependant, l'absence de voies d'accès, qui, via les douanes, constituent pratiquement l'unique source de revenus du budget, la Syrie s'oppose à l'ouverture de la frontière. Elle n'y a pas un ponton qui ne soit nommé d'un accord plaisant, amer, un

haut fonctionnaire. L'ombre de Damas bloque le rapatriement des capitaux, qui restent placés, pour l'essentiel, à l'étranger : on estime à entre 25 et 30 milliards de dollars le montant engraisé par les libanais à l'étranger, sans compter les placements (dans l'immobilier notamment), ni les fonds de la diaspora.

A recevoir aux 4,8 milliards de dollars déposés dans les banques locales - dont 82 % en devises étrangères... Pour la première fois depuis dix lustres la balance des paiements libanaise a excédé en 1991 un déficit (estimé à 650 millions de dollars contre un excédent de 1 milliard en 1991), les mouvements de fonds ne peuvent plus à eux seuls combler le déficit structurel endémique.

PARADIS • La présence syrienne a empêché le Liban de retrouver sa situation première de paradis fiscal et de plaque tournante internationale. Les atouts de base sont toujours là : géographie et climat favorables, main-d'œuvre polyglotte, très bien formée, en sens des médias occidentaux. Les Libanais créent des emplois, mais le point noir est « la boue » - dans le pays de l'« État aujourd'hui », après l'Afrique et le Moyen-Orient.

« Les gens, surtout au Moyen-Orient ont toujours besoin d'un endroit où soit un paradis fiscal pour traiter leurs affaires, pour un bon service et gérer leur fortune personnelle, explique un fonctionnaire libanais. Sous contrôle syrien, cela ne marchera jamais ! » « Le Liban a besoin d'un ponton qui ne peut être que le Liban. Il faut des infrastructures : au moins le téléphone ! », confirme le

responsable pour la zone d'un grand groupe français de BTP.

En attendant, le Liban vit du trafic et d'espoir. Du plus en plus mal. « Dans mon entourage, sur dix-sept familles, j'en compte dix dont le père ne travaille plus », raconte la femme d'un directeur financier, mais devenons nous des millionnaires ? Une de mes amies, pour le mari un chômeur, a été obligée de se faire prostituée. Pour moi c'est une femme honnête ! » Un juge, précise un conseiller d'État, n'a pas vu l'équivalent de 100 F par mois avec un travail de la vie comparable à celui de la France. « On n'en trouve pas, et on ne veut pas qu'ils soient honnêtes. Moi-même je gagne 2 000 F ! »

Alors, les libanais se crispent irrésistiblement. Dans un pays pourtant enrichi par la richesse, les habitants du plus en plus mal acceptés. La 6e grève nationale a paralysé le pays et fait tomber le gouvernement. Deux jours auparavant, la réception somptueuse donnée par l'Union des assureurs, à l'occasion du centre-ville dévasté, avait provoqué la colère de la foule : « Ils nous ont fait attendre sous la protection de la police », raconte l'épouse d'un syndicaliste. « Le 25e équivalait à la moitié de ce

qu'il était en 1975, mais le moyen moyen au quart. Les prestations sociales ne représentent qu'1 % à 2 %, dit Kamal Hammad, un économiste, directeur du Consultation et Research Institute. Les libanais ne paient pas d'impôts à l'extérieur. Il faut une politique de répartition des revenus dans le risque d'instabilité sociale majeure ».

EURO DISNEYLAND • Le risque est si réel que certains, à Beyrouth, s'attendent à voir la venue pour laquelle la Syrie, après deux années de gouvernements « aux ordres », a finalement laissé Rafic Hariri devenir premier ministre. L'homme d'affaires libano-soudanais libanais a été le seul à pouvoir vite relancer la machine. L'objectif est de relancer la confiance. Ensuite, en débloquant l'aide étrangère. Soutenu par les Saoudiens, les Français et les Américains, il est mieux placé que quiconque pour négocier.

Enfin en accord avec ses fonds propres un effet d'entraînement, commentant dans le bâtiment et les services publics. Il est en effet, par ses contacts personnels, le principal promoteur d'un gigantesque projet de reconstruction du centre-ville, sur la base de fonds pri-

vés, estimé à 3,5 milliards de dollars, l'équivalent d'Euro Disneyland en France. Un « détail » qui, sous d'autres cieux susciterait quelques réserves. Mais qui, ici, ne soulève que des protestations éparpillées. Qu'importe les protestations, pourvu que l'économie redémarche !

Le pari est pourtant loin d'être gagné. Il suffit d'une reprise des hostilités pour que la confiance, l'assurance Rafic Hariri n'a pas les garanties franches. La Banque mondiale et le Fonds monétaire international ont fixé des conditions draconiennes à l'octroi des aides internationales (lire encadré ci-dessous). Le redressement du pays est un processus long et donc inévitablement un processus de contrôle. Outre la difficulté de la tâche - il faut en fait licencier plus de la moitié de l'administration civile et de la restauration de la police - la Syrie, qui n'a aucun intérêt, laisse-elle faire ?

Véronique Maurus

Le rigoureux programme du FMI

Constatant de la faiblesse du gouvernement - et des risques de pertes en ligne -, les pays occidentaux et donateurs de financement la reconstruction du Liban entendent exercer un contrôle strict sur l'emploi des fonds et des devises.

Au niveau des projets d'abord. Le Conseil pour la reconstruction et le développement (CRD), comité ad hoc créé par le gouvernement il y a vingt mois, a défini, en coordination avec la Banque mondiale, un programme d'urgence sur trois ans (1993-1995) d'un montant de 2,7 milliards de dollars portant sur des projets précis. Le programme sera présenté en janvier prochain à Paris à tous les donateurs. Il sera adopté, ce plan sera exécuté sous la responsabilité d'organes de gestion comprenant des représentants étrangers.

Au niveau des fonds ensuite. Jusqu'ici le CRD a obtenu pratiquement 1,75 milliard de dollars d'engagements fermes, sous forme de prêts (pour un tiers) ou de dons. Mais leur versement dépendra des

progrès accomplis par le gouvernement en matière de fiscalité et de contrôle du budget. Le Fonds monétaire international (FMI) a défini, dans un rapport récent, une série d'objectifs précis dans ce domaine, et le succès de la réunion de Paris dépendra de leur application par le gouvernement.

Le FMI a mis sur pied pour 1993 un « programme » de contrôle fiscal précis, dont l'objectif est de réduire le déficit à 15 % des dépenses en multipliant par deux les recettes de l'État. Cette application des mesures prévues en 1993 - les recettes libanaises sont actuellement à 13 %, la dette non remboursée des services publics est de 2 100 milliards de livres libanaises, soit 10 % du PIB - le FMI propose une série de mesures fiscales nouvelles : calculer les taxes immobilières sur la valeur réelle des biens, améliorer la perception des impôts, augmenter les taxes sur le ciment, l'alcool, les droits de timbre et la vignette automobile, créer un droit d'en-

registrement des compagnies, etc.

Du côté des dépenses, le FMI propose de plafonner leur augmentation à 23 % afin de compenser en partie l'inflation. Le FMI des salaires publics devrait être limité à 15 %, la subvention des produits pétroliers réduite de moitié et les tarifs de l'électricité massivement augmentés pour couvrir les coûts de l'énergie.

Grâce à ce programme - auquel un calendrier d'objectifs chiffrés - le FMI espère que l'inflation sera ramenée de 100 % à 13 %, la dette non remboursée des services publics sera réduite de moitié, et le PIB sera ramené à 2 100 milliards de livres libanaises, soit 10 % du PIB. Mais son application suppose une série de mesures fiscales nouvelles : calculer les taxes immobilières sur la valeur réelle des biens, améliorer la perception des impôts, augmenter les taxes sur le ciment, l'alcool, les droits de timbre et la vignette automobile, créer un droit d'en-

V. M.

Deux ans de crise financière

Depuis 1991, faute d'une reprise en main, le Liban accumule déficits et dépréciation monétaire, explique Wabel Abdallah, haut fonctionnaire libanais, ancien professeur à l'université Columbia

DEPUIS que les crises se sont succédées, les Libanais de la « génération perdue » vivent une nouvelle épreuve, économique celle-là. Au Liban bien lourd de la guerre, s'est greffée une crise de confiance quant à la capacité de l'État d'entreprendre les réformes économiques à un retour à l'équilibre financier d'avant guerre. Cette crise s'est traduite par la dépréciation de la monnaie nationale, la livre libanaise, dévaluée par l'inévitable inflation, la fuite des capitaux et l'apparition d'importants déficits de la balance des paiements.

Début 1991, pourtant, l'optimisme était de rigueur. La croissance économique avait repris, grâce par la construction; le produit intérieur brut estimait progressait d'environ 40 % en valeur réelle; après plusieurs années de stagnation monétaire, la Banque du Liban parvenait à stabiliser la livre et à entamer une appréciation modérée. Enfin et surtout, des aides extérieures substantielles avaient été promises, particulièrement un fonds arabe pour la reconstruction du Liban, décidé lors de la conférence de Taïf.

Pourtant, les signes avant-coureurs d'une dégradation du climat économique se multipliaient. D'abord l'équilibre externe : si les exportations progressaient

qu'au rythme timide de 10 %, les importations, elles, explosaient à une cadence annuelle de 50 %, dépassant 3,7 milliards de dollars par 1991. Le déficit des comptes courants ainsi croisé n'a pu être financé que grâce à un afflux massif de capitaux, souvent à court terme, financés par la perspective de gains appréciables, grâce aux taux d'intérêt élevés sur les bons du Trésor. La fuite des bons, ajoutée à d'autres facteurs, a entraîné les germes d'une crise qui aboutit à l'effondrement du gouvernement sous la pression de la rue le 6 mai 1992.

OBSCURITÉ • Sur le plan interne ensuite. La « seconde République » libanaise d'une administration lourde, obsolète, inefficace, caractérisée par la prolifération d'organismes autonomes au budget décaissé et financier mal défini. Le gouvernement libanais également du déséquilibre fiscal des années de guerre durant lesquelles, pour maintenir le symbole de l'existence et de la pérennité de l'État, les dépenses ont poursuivi leur croissance alors que les recettes (essentiellement douanières) ont été plus perçues par le Trésor, mais par l'assortiment de milices qui contrôlaient les ports et points de passage.

quintuplé en 1991, mais en l'absence d'une réforme de la fiscalité et des finances publiques, les sources structurelles du déficit fiscal et de son corollaire, l'instabilité monétaire, demeurent.

L'engouement pour les bons du Trésor a eu de plus pour effet de fausserment les autorités financières sur la capacité réelle d'absorption par le marché de l'endettement public. Le Trésor s'est comporté à l'égard des investisseurs libanais comme à l'égard des investisseurs étrangers, en leur fournissant des garanties de remboursement sans se soucier du remboursement de cette dette.

Le montant des bons du Trésor a dépassé les 333 milliards de livres libanaises fin 1991 (+128 % en un an) et la dette publique interne a crevé le plafond de 2 000 milliards. Le service de cette dette absorbe une part de plus en plus importante dans les dépenses gouvernementales. Parallèlement, les promesses d'aides extérieures ont été bécotées par les Libanais, mais elles ne se concrétisent.

Fin novembre 1991, l'économie contenait les germes d'explosions à venir. L'étincelle qui

l'embrasa fut la décision du gouvernement, début décembre, d'augmenter de 128 % les salaires du secteur public, avec effet rétroactif depuis le début de l'année. Cela dans le cadre d'un projet de budget 1992 bien plus déficitaire que le budget 1991 !

Cette décision engendra une crise de confiance des Libanais et un retrait massif des investisseurs de tous les actifs libellés en livres libanaises au profit des devises étrangères. Ainsi, de janvier à mars 1992, les dépôts à terme en monnaie nationale diminuèrent de 147 milliards de livres, les dépôts à vue de 20 milliards et les bons du Trésor au secteur bancaire et au public de 122 milliards, et la dette libanaise malgré trois baisses des taux d'intérêt en février et mars, malgré le quasi-doublement de la part en bons du Trésor de la banque centrale.

La dollarisation massive des instruments d'échange durant le premier trimestre 1992 a eu pour pendant une démonétisation de devises libanaises. Le système libanais de l'ordre de 506 millions de dollars, presque entièrement financé par la banque centrale, qui dut capituler devant la crise de confiance. Dès fin février, le taux de change de la livre libanaise entama sa chute libre, passant de

879 pour un dollar le 1er février à 1 078 le 1er février, pour dépasser 2 600 début septembre.

La tentative du gouvernement - arrivée après le retrait des investisseurs libanais - de fixer, le 14 juillet, un plafond aux dépenses de l'État, un objectif pour les recettes, et une limite au financement par la Banque du Liban, a donné des résultats négatifs. Au bout de deux mois, les recettes ont progressé, mais sans atteindre l'objectif visé. Le financement du déficit par la banque centrale a dépassé de loin la limite imposée et les dépenses ont continué leur progression.

ÉLECTRICITÉ • L'office de l'électricité du Liban (EDL), responsable d'une bonne part du déficit du budget de l'État, offre un exemple typique de ses problèmes, aggravés par le FMI. Durant la guerre, EDL a continué à approvisionner le pays, sans toucher les recettes correspondantes, faute de pouvoir les percevoir ni par suite du sabotage généralisé du pays.

Mais ce déficit se prolonge : EDL n'a pas pu se financer en 1991 que 12 milliards de livres, alors que la consommation atteignait 133 milliards et les recettes ont baissé de moitié en 1992. Au défaut de perception, EDL par les protections

et le clientélisme, s'est vu une sous-facturation du courant, le libanais payant le courant à 13 livres, le quart du prix réel. Face à la situation, EDL a dû recourir à l'endettement ou d'attendre le retour au pays qu'accroît le déficit.

Or les responsables d'EDL envisagent de financer la production de 350 à 400 mégawatts et d'attendre le réseau de distribution. La seule solution consistant à s'accorder de crédits à EDL pour l'achat de combustibles et d'équipements qu'en échange d'une amélioration des rentrées : la dette libanaise a été demandée l'année dernière pour financer la reconstruction dans certaines régions.

L'État libanais, donc impérativement imposer des mesures de discipline fiscale et de réforme administrative et budgétaire, qui permettraient aussi de stabiliser la relative stabilité monétaire, nécessaire dans un petit pays à économie ouverte comme le Liban. Les marchés ont réagi très favorablement à l'arrivée du nouveau premier ministre, mais ce changement des anticipations ne sera qu'un feu de paille si les réformes indispensables n'étaient pas rapidement mises en œuvre.

Wabel Abdallah

Liban : La ruine et l'espoir

Radio tout-éco

Suite de la page 27

Objectif : couvrir d'ici à 1993 une quinzaine de grandes villes françaises, voire quelques places financières francophones (Genève, Bruxelles) ; un investissement initial de 6 millions de francs, un budget annuel prévisionnel de 18 millions de francs, un plan d'équilibre sur trois ans.

Le projet est ambitieux. Il vise en priorité les « décideurs » et, s'il prospère, pourrait bien provoquer quelques vagues sur le terrain de l'information radiophonique. En ligne de mire, France-Info qui a ouvert la voie. Au-delà, peut-être, les autres.

ARRIÈRE-SCÈNE • Mais l'affaire est risquée. A l'origine du projet, deux hommes : Jacques Abergel, ancien directeur général d'Europe 1 (1981-1986), et de son numéro 1, PDG du groupe Giraudy jusqu'en 1989 ; et René Tardion, journaliste financier, animateur de l'émission « Top à Wall Street », sur Europe 1, président d'un groupe aujourd'hui en mauvaise santé, ACP (Agence centrale parisienne de presse). Deux complices de longue date qui avaient déjà préparé un projet du même genre en 1988 pour retourner l'attention du CSA sur lesquels il s'était adjoint aujourd'hui Patrick Fillioud (il est Georges, ancien ministre de la communication), militant de la première heure de la cause des livres et sans aucun doute l'un de ses meilleurs amis (Gilde, Europe 2, Ondes latines).

C'est ce dernier - nommé président de BFM - qui a donné le format, affiné le concept et recruté l'équipe : 35 salariés, dont 10 journalistes et intervenants à l'antenne. « Une vingtaine de mêmes et leurs trois papas »,

plaisante Denis Poncet (ex-directeur de l'information à RFI), nommé directeur de la rédaction et entouré de Michel Barillon (ex-RTL) et de Jean-Pierre Hérault (ex-Europe 1). Une équipe permanente à laquelle se grefferont des consultants et intervenants quotidiens à l'antenne : Paul-Jacques Truffaut, Marc Kravetz et Jean-Louis Elkaid.

Mais, alors même que l'équipe prenait place dans son nouveau local à Puteaux, BFM a dû affronter la perte d'un de ses principaux soutiens : le retrait du groupe ACP-Tel Presse placé depuis la 21 octobre sous administration judiciaire. Une défection majeure pour BFM, privée à la fois d'un actionnaire moteur (son titre de 32 % du capital) et de l'appui de ses rédactions, y compris ses précieux services de composition. Le transfert de ce contrat a été immédiat, d'urgence les équipes ont été transférées au sein de la CSA et de son aujourd'hui sous administration judiciaire d'agrément d'un nouvel investisseur.

La régie publicitaire et cinématographique BFM a été transférée à hauteur de 25 % à la société BFM Publicité (groupe industriel présidé par Jacques Berrébi et démantelé récemment dans la communication) et propose de contribuer à hauteur de 16 % du capital, une autre actionnaire de la Compagnie Financière Edmond de Rothschild (34 %) et de Jacques Abergel (25 %).

PARTENARIAT • Quant au problème des correspondants, Patrick Fillioud, il devrait être résolu par la signature imminente d'accords de partenariat avec des publications de la presse écrite, probablement l'Express. La régie n'est pas encore officiellement choisie, mais celle d'Europe



1. Radio tout-éco. C'est un peu la famille.

Mais parions du « format », le cœur du projet qui importe aux auditeurs, fréquemment déçus de l'implacable uniformisation de la radio FM. BFM, d'abord, parlera. Beaucoup. En direct. En évitant la rotation des chroniques et des bulletins de journalistes enregistrés pour privilégier la parole des professionnels du marché - en l'occurrence l'économie - auxquel les seront tendus les micros : en studio, à la Bourse, aux banques, aux institutions financières, à New York, Bruxelles, Londres, Tokyo. Le thème fédérateur ? L'argent. Celui qu'on investit, celui qu'on dépense. La cible ? Mieux vaudrait parler « des

cibles, les affaires pouvant se recruter à la fois parmi les professionnels des affaires et de la finance, les traders ou chefs d'entreprise, les investisseurs ou épargnants possédant quelques actions (15 millions de Français possèdent un portefeuille boursier), les salariés intéressés par les questions de gestion de patrimoine, les étudiants en économie. Ce sera la radio généraliste de l'argent ».

Et les émissions alterneront au long d'une journée rythmée tous les quarts d'heure par un flash d'actualités, et structurée par quatre tranches très denses d'informations encadrant des talk-shows et

lignes directes à l'antenne plus

Auslère ? « J'aimerais pas, précise Patrick Fillioud. Précis, pointu, rigoureux, mais chaleureux et convivial. Attendez d'entendre son habillage décapant et moderne. » Une tâche confiée à

« Le créneau est étroit mais je crois très rentable. Misons sur une radio spécialisée. »

Michel Brillié (ex-directeur des programmes d'Europe 1, Maxima, RFM) qui, depuis quelques semaines, retravaille avec des compositeurs et musiciens français des jingles, virgules et génériques de provenance américaine. « Auslère ? J'attends un jeune journaliste. Mais nous ne le fichons pas instantanément des idées à l'antenne. »

TECHNOLOGIES • Un coup de vieux, assurément. Si ce n'est à l'antenne (la jeunesse des journalistes recrutés pour la radio ne peut constituer un gain de modernisme), au moins dans l'équipement. Car BFM, au moment de son lancement, pourra se targuer d'utiliser l'une des technologies les plus avancées du monde : son numérique de la qualité d'un disque laser, magnétophones de poche pour les DAT, stockage de son sur disque dur informatique, montage en direct grâce à la représentation visuelle de la voix, pilotage des micros à l'antenne par écran tactile... Un quoi d'exceptionnel ? Les fans du « nagra » (ce petit magnétophone longtemps considéré comme irremplaçable dans les rédactions) et les amateurs de la radio magnétique.

Un quoi doper pour l'information économique ? La radio, le créneau - signe des temps ? - est encombré.

Radio-Classique en a fait un complément astucieux à son émission musicale et Jazz-Affaires a fait le pari de développer à l'antenne un secteur emploi et formation. Les grandes radios semblent avoir elles, aussi anticipé ou pressenti le mouvement. C'est le cas d'Europe 1, qui se livre par la voix de Jean-Pierre Joulia, son directeur de l'information, d'une émission « forte économique et financière » et qui a multiplié à la fois la chronique de Jean Boissonnat, de l'émission sur l'antenne, au magazine « Managers » diffusé le dimanche soir.

C'est aussi le cas de RTL, où Philippe Lohr a créé le magazine matinal de Jean-Yves Hollinger et le nouveau journal économique de 21 heures, « RTL Soir ». Quant à France-Info, elle ne voit pas en quoi l'arrivée de BFM pourrait la faire changer. « On est déjà une radio économique », affirme Pascal Delannoy, son directeur à Tokyo le matin, à Wall Street le soir, en direct dans la journée de la Bourse de Paris. Son vent aux affaires, ventus !

Confraternel, l'ami de France-Info, à quelques mètres font écho, à Radio France, l'incertitude réelle mais qu'inévitablement BFM ne risque-t-elle pas un jour d'étendre son champ d'action et d'abandonner son credo thématique ? « Allons ! répond Roger Cukierman, directeur général de la Compagnie Financière Edmond de Rothschild. Le créneau est étroit mais je crois très rentable. Misons sur une petite radio très spécialisée. France-Info, qui est une grande dame, n'a rien à redouter. Rien ? Vraiment ?

Annick Cojean

FINALEMENT, AVEC LA CARTE FREQUENCE PLUS AIR INTER TOUTES LES DESTINATIONS SE RESSEMBLENT.

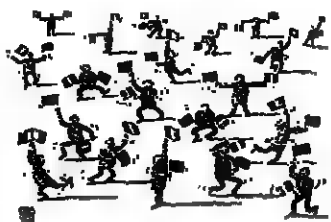
Si vous voyagez au tarif abonné ou bien au plein tarif, il n'y a aucune raison d'être étonné face à de telles similitudes. Il suffit d'avoir la carte Fréquence Plus Air Inter. Cette carte gratuite vous offre la possibilité de cumuler des points lors de chaque vol effectué : sur un bleu (50 points), vol blanc (20 points), vol rouge (10 points). Un total de 300 points, acquis sur une période maximum de 12 mois, vous permet de gagner un vol gratuit en France métropolitaine. A partir de 900 points vous avez même accès au réseau international d'Air Inter, d'Air France et d'UTA. Voilà peut-être pourquoi les possesseurs de la Carte Fréquence Plus Air Inter portent un regard différent sur nos panneaux de destinations. Règlement détaillé du programme Fréquence Plus disponible auprès d'Air Inter ou de votre agent de voyages.



AIR INTER
L'AVION FACILE

GRUPE AIR FRANCE

PERSPECTIVES



LE LOBBYING FRANÇAIS À BRUXELLES

Entreprises, régions, syndicats apprennent

Les acteurs de la vie économique et sociale française ont là où se prennent des décisions vitales pour eux, c'est-à-dire ils rattrapent le temps perdu et ont déjà ouvert plus de soixante

BRUXELLES
(Communauté européenne)
notre correspondant

Porte-parole du commissaire Karel Van Miert, chargé notamment des transports, Bruno Julien ne correspond guère à l'idée qu'on se fait généralement de l'eurocrate. Avant d'entrer à la Commission de Bruxelles, il a travaillé dans le privé, vécu aux États-Unis. Cette expérience américaine lui a inspiré un livre sur les pratiques de pression (1) et lui permet de faire d'utiles comparaisons avec le lobbying communautaire, en particulier tel qu'il est pratiqué par les Français.

« À cause de leur situation particulière du pouvoir, les Français du moins ceux qui travaillent depuis Paris – pensent qu'il suffit d'aller voir. Alors, le Secrétaire (commissaire chargé de l'importance du domaine de la fiscalité). Ici, le pouvoir est collectif, il ne suffit pas d'avoir, ou de s'imaginer avoir,

sur un deux personnes dans sa poche. Il faut frapper à plusieurs portes, et en temps voulu. Quelle que soit leur nationalité, les commissaires ne refusent jamais un rendez-vous à un grand patron. Encore faut-il que celui-ci s'agisse d'un niveau du conseil (des ministres), c'est-à-dire trop tard, quand un projet de directive prévoyait par la commission a déjà fait un chemin. »

Cette analyse est partagée par des observateurs étrangers qui s'étonnent de la relative passivité des industriels économiques français, « alors que le droit communautaire est largement inspiré de notre droit, que la commission est calquée sur notre administration, et que les cabinets des commissaires fonctionnent à l'image de vos cabinets ministériels, avec comme avantage supplémentaire, les Français placés à un poste stratégique dans chacune ou presque de nos vingt-trois directions générales. » On parle des habitudes hexa-

gonales de copinage entre anciens grandes lignes quand il s'agit de régler discrètement les problèmes délicats, de la proximité entre Paris et Bruxelles « qui incite à des ridicules économies sur les frais de veille permanente sur place », pour expliquer que, naguère, le nombre total des lobbyistes de l'industrie française à Bruxelles ne dépassait pas celui des Japonais travaillant dans la seule délégation de Toyota auprès des Communautés.

NUANCES Ces observations ne semblent pas prendre en compte le réveil des Français depuis quelque temps. S'agissant de lobbying, on voit en nuances, il est difficile d'évaluer l'effort de chacun, mais les chiffres numériques sont déjà une indication.

Des consommateurs aux multinationales, en passant par les syndicats et les ONG, quelque 3 000 groupes d'intérêts, natio-

naux ou fédérés, travaillent dans « l'industrie de l'influence » à Bruxelles. Là-dedans, il y a, pour les Français, des représentants de 200 entreprises nationales et 50 bureaux de multinationales.

En 1988,
il n'y avait
que dix délégations
françaises
véritablement
organisées à Bruxelles.

Sur les 72 bureaux français partis du Cercle des députés européens français – comme s'installent les lobbyistes tricolores qui se réunissent périodiquement dans le cadre de cette association, – plus d'une trentaine représentent des sociétés et un peu moins d'une

vingtaine de collectivités locales (région ou département). Le reste est constitué par des organismes professionnels collectifs – des organismes de recherches – du CNRS à l'Institut français de pétrole – qui participent aux différents programmes scientifiques financés par la Communauté.

INNOVATIONS En 1988, il n'y avait que dix délégations françaises véritablement organisées à Bruxelles. Les Français ont pris conscience de leur retard à partir du moment où s'est réellement ouverte la perspective du grand marché de 1993. Au ministère des Affaires européennes, Edith Cresson avait invité les chefs d'entreprise à se définir officiellement qu'ignoraient les Anglo-Saxons et à se lancer dans « le lobbying à visage découvert ». Etienne Guigès tient le même langage. « Non, le lobbying n'est pas un péché », écrit Michel Clamen, chargé des relations auprès du ministre de

l'Industrie européenne. Ce livre en forme de guide à l'usage des industriels économiques de l'Hexagone (voir ci-dessous). La représentation permanente (ambassade) de la France auprès des Communautés européennes a fini par imiter son homologue britannique, qui, en 1984, offrait les services d'un conseiller spécial aux entreprises d'outre-Manche dans le domaine communautaire à Bruxelles. Elle a récemment créé une cellule d'accueil composée de fonctionnaires de la direction des relations économiques extérieures.

Très tôt, l'Assemblée des Chambres françaises de commerce et d'industrie (ACFCI), qui regroupe les 182 chambres de commerce locales et régionales, a ouvert une section française à Bruxelles. L'Union du CNPF a pris plus tardivement une dimension comparable à la représentation de la Confindustria, fleuron du lobbying italien qui s'appuie notam-

Les Rhônalpins se défendent bien

Longtemps les Lander allemands ont été l'exemple, avec leurs Informationsbüros à Bruxelles, presque aussi puissants que la représentation permanente allemande. Les Espagnols n'ont pas été en reste avec les antennes de leurs Communautés autonomes. Les Français ne se défendent pas mal non plus avec dix-sept bureaux (sur vingt-deux représentés à Bruxelles), soit regroupés au sein d'un « Grand Sud » ou d'un « Grand Est », soit isolés, comme Nord-Pas-de-Calais et Rhône-Alpes.

Inaugurée en juin 1990 par Charles Milton, la délégation générale du Rhône-Alpes est installée dans un petit immeuble typiquement bruxellois 45, square Ambiorix, à quelques centaines de mètres de la commission. La seconde région de France par son activité économique avait les moyens de s'installer ainsi, avec la forme d'une ambassade du droit français (financée à 85 % par le conseil régional, n'en déplaise au directeur de la DATAR, qui, à l'époque de cette initiative, déclarait que les régions n'avaient pas à faire directement leur lobbying bruxellois, les plus riches d'entre elles allant bénéficier de la manne communautaire et dériver une plus pauvre. Fils de Louis Terrenoire, rapporteur du traité de Maastricht, François Terrenoire mène une équipe de six personnes, avec Eric de Borchgrave, un Belge recruté sur place (un rhénan et ami de la Belgique) et une vingtaine de collaborateurs du Catalogne plus d'une dizaine).

« Nous travaillons pour la totalité d'un 5 300 000 Rhônalpins », explique Louis Terrenoire. Il faut que les collectivités profitent des fonds structurels de la Communauté et que les entreprises bénéficient des programmes de recherche. Parmi les grandes firmes, nous voyons les possibilités. Les PME manquent de relais à Bruxelles. Nous pouvons intervenir pour elles.

« Je reçois tous les jours deux ou trois autres individus des entreprises. Il y a beaucoup de questions sur les normes qui se préparent. Récemment, une PME de Bourg-en-Bresse, très compétitive pour la fabrication des plaques minéralogiques, nous a interrogés sur un projet de directive en matière. Nous avons identifié le responsable qui s'occupe de ça à la Commission. Nous sommes allés le voir personnellement. Croyez-moi, ça n'a pas été du temps perdu. Les fonctionnaires

européens ne demandent qu'à travailler avec les professionnels. Encore faut-il savoir où les trouver. »

Du lobbying au sens initial du mot, François Terrenoire ne se sent pas très à l'aise, mais assez rarement : « J'ai un exemple présent à l'esprit. En 1989, d'un petit fabricant de fusils de chasse, il préfère se présenter comme un agent de la circulation de l'information. Il a même une lettre hebdomadaire sur l'actualité communautaire, avec des textes intéressants, des appels d'offres. La plus difficile, c'est de créer des relais en région. Depuis le débat sur Maastricht, il y a un silence. Les collectivités locales sont plus actives. Elles finiront peut-être par créer le département de la Drôme qui a un « M. Europe » à plein temps. »

COMPÉTENCE Il est aussi difficile d'obtenir des investissements ou des clients belges à la région. Cela n'est pas incompatible avec le lobbying, surtout lorsque s'imbriquent dans l'Europe communautaire. Le téléphone sonne.

C'est un pisciculteur belge, spécialisé dans l'élevage en eau chaude, qui propose d'apporter son expérience à une entreprise française susceptible de faire la même chose près de la centrale de Tricastin. « Il faut y avoir moyen de trouver une aide sur les fonds communautaires pour ce genre d'innovation. »

Tout l'art est de dénicher l'homme compétent dans le service lobbyiste de la Commission. Les contacts sont nombreux. Le 11 (environnement) nous a demandé d'inviter certains de ses membres pour travailler ensemble les innombrables réunions. Cela n'est pas gagner du temps à tout le monde.

La coopération avec la représentation permanente française est très étroite avec celle allemande et allemande. Avant chaque conseil européen, la « RP » d'outre-Rhin reçoit tous les députés du Lander. Pour le moment, du côté français, les contacts avec la « RP » sont « informels ».

Une autre que la délégation Rhône-Alpes aimerait bien obtenir des diplomates, c'est la liste des fonctionnaires français qui sont attachés à la Commission et qui pallient l'insuffisance des effectifs pour assurer d'économies dans le budget communautaire. Mais la « RP » ne propose pas ce genre de services.

J. La G.

EIOS: LE PORTRAIT FINANCIER, PRÉCIS DE CHAQUE ENTREPRENEUR



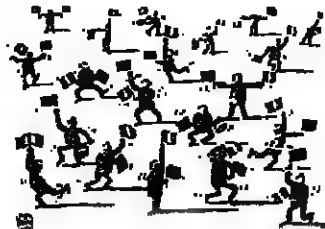
مكة امه الوطن

مكة المكرمة

PERSPECTIVES

LE LOBBYING FRANÇAIS À BRUXELLES

dicats prennent à défendre leurs intérêts



... du temps à comprendre qu'ils devaient être présents
Bruxelles, centre névralgique de la Communauté européenne
... dix bureaux de représentation spécifiquement français

ment une filière d'anciens
de la fonction publique ou
du secteur parapublic entrés à la
Commission. Outre son bureau
bruxellois, le CNPF dispose à
Paris de spécialistes des affaires
européennes. Celles-ci sont coordo-
nées par un chef de mission
auprès de François Pericot, Bruno
Veyer, qui vient de publier le
usage des adhérents un guide
sur le titre - *Pratiquer l'Europe*,
stratégies de A à Z - est
un ouvrage (2).

CARTES DE VISITES Les cartes
de visite prestigieuses ne man-
quent pas dans le CNPF. Les délé-
gués permanents français : Bull,
EDF, Alcatel, Sncma, Pechiney,
Caisse des dépôts et consignations,
Fenod-Ricard, Thomson,
Rhône-Poulenc, Dassault, Seita,
Paribas, France Télécom. Au
11 rue des Arts, dans le centre
de Bruxelles, le cinquième étage
est occupé par l'Aéropostale, l'un
de France, les laboratoires Servier,

la Lyonnaise des eaux, et l'Ala.
Ancien fonctionnaire européen,
Charles Caporale, reconverti dans
le lobbying après plus de trente
ans au service de la Commission
(« J'ai été approché par plusieurs
firmes pour assurer l'âge de la
retraite »), a la tâche de représen-
ter Peugeot et Citroën à
Bruxelles, après qu'ils se furent
mis de l'organisme qui réunit
l'ensemble des représentants euro-
péens. Difficile de parler au nom
d'un patron dans le patronat
prôné le « non » au référendum
sur Maastricht et qui a même pu
dire tout le mal qu'il pense de la
commission dans la négociation
avec les Japonais. Fort de ses
relations et d'une réputation
acquise tout au long de sa carrière
communautaire, Charles Caporale
s'est mis au travail. « Quelque
fois, on n'a pas le droit de voir
avec le lobbyisme corrompu et
qui consiste à prendre le poids des
huit DG (directions générales de la
Commission) concernées par l'ac-
tion des projets de directives de

la Commission à l'usage commu-
nautaire. Mais des intérêts consi-
dérables sont mis en jeu dans la
négociation par la commission
d'accords commerciaux avec les
pays tiers. La Commission n'a pas
seulement mandat pour représen-
ter la Douze contre les Améri-
cains dans l'Uruguay Round. Elle
est chargée de préparer des
accords d'association avec certains
pays d'Europe orientale et orien-
tale. Pour un lobbyiste, il convient
de prendre rapidement conscience
de ce que ça signifie, par exemple
en matière de commerce agri-
cole, et de tirer éventuellement la
sonnette d'alarme.

« Seuls 1123
des lobbyistes
exerçant à Bruxelles
agissent
pour le compte
des PME. »

aux problèmes, à expliquer
à Paris qu'à Bruxelles on ne
peut pas. Tous les lobbyistes insis-
tent sur le caractère de plus en
plus formaliste de leurs fonctions.
Il faut même insister sur la prépa-
ration des projets de directives de

exemple de nature à donner des
palpitations à des firmes jouissant
peu ou prou d'une rente de situa-
tion du fait d'un passé colonial : les
conséquences pour les marques
automobiles françaises d'un éven-
tuel accord de libre-échange entre
la Communauté et le Maroc.

RETARD Dans des affaires
d'une telle importance, les intérêts
des PME sont moins bien défendus
que ceux des grandes firmes.
Alors que, selon un sondage IFOP
de 1990, dans petits patrons sur
deux se disent conscients que leurs
activités seront menacées par l'ou-
verture du grand marché de 1993
- c'est le sens que la majorité
d'entre eux jugent négatif -,
« seuls 1123 des lobbyistes
exerçant à Bruxelles agissent pour
le compte des PME », déplore
Michel Clamen.

Le chargé de missions d'Em-
beth Guigou signale aussi dans
son livre un point faible des Fran-
çais dans un secteur qui n'appar-

tient pas au lobbying sens pro-
pre mais qui compte beaucoup
où « les pays du Nord et surtout les
Britanniques sont devenus cham-
pions » : celui des multiples comi-
tées à l'expertise desquels la Com-
mission a recours pour les dossiers
très techniques. On ne doute que
la personnalité du président de ces
comités peut influencer des déci-
sions peu spectaculaires mais
lourdes de conséquences, par
exemple pour l'adoption de
normes européennes.

A la périphérie du lobbying, il
y a aussi les nombreux cabinets
d'avocats et de consultants spécia-
lisés dans les affaires communau-
taires. Les Français s'y intéressent
mais avec plusieurs longueurs de
retard sur les Britanniques.

Jean de La Guérivière

(1) Bruno Julien, *Les Groupes de
pression américains*, Ellipses, 1992.
(2) Bruno Veyer, *Pratiquer l'Eu-
rope*, Eyrolles, 1992.

FINAER, PRÉCIS ET INSTANTANÉ
CHAQUE ENTREPRISE.

Désormais, pour voir plus clair en affaires il suffit
d'interroger EIOS. Et, instantanément, sur l'écran, se dessine le portrait
financier précis de votre fournisseur, de votre client ou de votre futur
partenaire.

**EIOS est un nouveau service télématique d'aide
à la décision**, conçu par deux grandes entreprises leaders dans leurs
domaines respectifs. Pour la première fois une très grande banque, le
CREDIT LYONNAIS et OR Télématique, 1^{er} serveur français de
banques de données d'informations sur les entreprises, font équipe
pour mettre à la disposition de tous une information financière fiable
et précise. Avec le concours de SLIGOS, l'un des leaders européens
en services informatiques.

**EIOS vous invite à regarder en face 4 millions
d'entreprises**. Chaque portrait de société est d'une précision :
informations générales, informations économiques, informations
financières mais surtout indications de solvabilité et commentaire
précis sur l'évaluation du risque. C'est dire la richesse du service.

**Avec EIOS, un nouveau paysage économique
se dessine**, un paysage objectif, sans faux-semblant. Avec des
informations quotidiennement remises à jour, chaque entreprise peut
mieux évaluer les risques économiques et ainsi mieux les gérer.

**EIOS distribué par le CREDIT LYONNAIS et OR
Télématique**, peut être consulté dès aujourd'hui par toutes les
sociétés quels que soient leur taille et leur secteur d'activité.

**Avec EIOS, la transparence dans l'information sur
les entreprises prend un nouveau visage**. Cette transparence s'étendra à
d'autres pays d'Europe dès 1993.

**Pour découvrir EIOS en détails et vous
informer sur les conditions d'accès au service**, tapez 3614 EIOS.

VOIR PLUS CLAIR EN AFFAIRES.

EIOS

Le CNPF
prépare 1993

Au 45, rue de Trèves, la
délégation du CNPF auprès des
Communautés européennes
emploie 11 personnes, dont six
sous la direction de
Robert Fries, frère de Christiane
Scrivaner. Arrivé seul avec une
secrétariat en 1988, celui-ci a
contacté avec succès une ving-
taine de fédérations sectorielles,
membres du CNPF, qui confient
des missions à la carte à la délé-
gation, moyennant finances. « Je
leur ai proposé qu'elles aient
besoin d'un service pour tous les
textes communautaires qui
paraissent et leur proposer
d'organiser pour elles des
contacts directs avec la Commu-
nauté ».

En dehors de ces tâches
ponctuelles, la délégation œuvre
pour l'ensemble des membres.
Pour un prix d'abonnement de
1 500 francs, elle envoie aux
adhérents une publication men-
suelle fort intéressante, *l'Actualité
communautaire*. « La revue est
immense, dit Robert Fries, il ne
se passe guère de jour sans
qu'un collaborateur du CNPF ne
fasse le voyage de Paris à
Bruxelles. Moi, je m'efforce de
rencontrer chaque semaine deux
ou trois interlocuteurs nouveaux,
non français. La Commission est
une administration très ouverte.
C'est normal puisque sa mission
est de coordonner les politiques
communautaires. Il faut savoir
qui fait quoi. Il y a actuellement
un projet de directive sur l'amé-
nagement du temps de travail
dans les transports. Je sais qui
rédige le texte. J'ai rencontré
des délégués français, des
concernés. Ils sont arrivés pour
discuter. »

« Je téléphone tous les jours
à la RP [française], poursuit
Robert Fries, je ne me plains pas
d'elle. Je m'efforce d'organiser
des rencontres entre les collabo-

rateurs de la RP et nos prési-
dents de groupes de travail au
CNPF. Cela leur permet de mieux
comprendre les instructions du
SGCI. (Il s'agit du secrétariat
général du comité interministériel
pour les questions de coopéra-
tion économique européenne,
qui, à Paris, fait la synthèse des
vues des différents ministères
concernés par un problème
donné, sous l'autorité du premier
ministre, un organisme que d'au-
tres membres de la Communauté
envoient à la France.)

Quels combats est l'homme
occupé à prévoir pour l'avenir ?
« Il faut sensibiliser la Commis-
sion sur la faiblesse de la politi-
que commerciale extérieure de la
Communauté, notamment à
l'égard des Japonais. Il faut aussi
susciter une réflexion sur les
conditions dans lesquelles sont
signés les accords d'association
avec les pays de l'Est. Les
intérêts de nos mandataires sont
parfois divergents en la matière.
En second lieu, nous devons
ouvrir un débat sur la politique
industrielle de la Communauté.
On nous dit que la concurrence
est le moteur de cette politique.
La question est de savoir si cela
suffit. Il faudrait créer des unités
industrielles de taille à lutter con-
tre les Japonais sans faire de
fixation sur les règlements contre
les concentrations. »

Enfin, il faut obtenir une
pause dans la politique de l'en-
vironnement. Elle coûte très cher
aux entreprises, surtout à cause
des changements perpétuels
dans les exigences. Ce qui est
très difficile à gérer, c'est l'incerti-
tude à moyen terme, les varia-
tions brusques. Commençons par
transposer dans tous les pays
membres les textes adoptés à
Bruxelles avant de pousser plus
avant. »

J. de La G.

BIBLIOGRAPHIE

L'EUROPE
ET LES COULOIRS

de Jacqueline Nocon
et Michel Clamen.
Dunod, 200 pages, 195 F.

Comme le souligne Michel
Albert dans sa préface, cet ouvrage
résulte de l'expérience
des auteurs, passés l'un et l'autre au
service de la République après avoir
été - Jacqueline Nocon - directeur
du bureau de la Commission à
Paris, ou - Michel Clamen - expert
scientifique auprès des Communau-
tés.

Ils donnent le coup d'intro-
duction : « Ce qu'il en faut ne
pas faire du lobbying. »

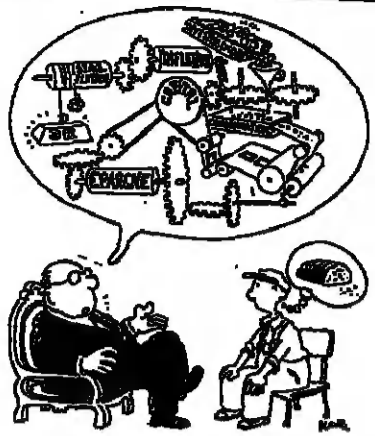
Pour un peu, ils nous

pleurer sur le rôle des fabricants
d'hormones longtemps passifs
dans l'action des organisations
auprès de la Com-
mission. D'autres, à nos yeux
plus intéressants, que ceux des
italiens trafiqués, trouveront dans
cet ouvrage de judicieux conseils pour se
faire entendre. On peut ne pas par-
tager totalement l'enthousiasme des
deux coéditeurs pour le lobbying,
présenté comme une des caractéris-
tiques des démocraties.

Il n'est pas d'ailleurs d'avoir
armé des compatriotes pour une
guerre d'influence dont la langue de
bois communautaire doit pas
masquer l'arbitraire.

J. de La G.

La sous-traitance



Multipliant les faillites et les baisses vertigineuses de chiffres d'affaires, la crise met à nu la fragilité des sous-traitants. La plupart sont encore de simples entreprises familiales techniquement qualifiées, mais insuffisamment rodées aux exigences de la gestion moderne et beaucoup trop tributaires de la bonne santé d'un nombre restreint de clients donneurs d'ordre. Comme de leur bon vouloir. Particulièrement touchés par la crise, l'aéronautique et l'armement ont réintégré une partie non négligeable de leurs activités sous-traitées, menant au bord du gouffre nombre de PME, parmi les plus dynamiques, qui avaient massivement investi en matériels pour être à la hauteur de leurs exigences. Dans le secteur du bâtiment et des travaux publics, lui aussi particulièrement exposé à la crise, les sous-traitants ont de plus en plus de mal à se faire payer en cas de faillite des entreprises principales qu'ils emploient. Ce qui a incité les pouvoirs publics à chercher à renforcer le cadre juridique de la loi de 1975, censée les protéger. Dans l'électroménager — notamment — certaines entreprises bien équipées se sont même mises à faire de la sous-traitance pour faire tourner leurs usines, concurrençant directement leurs propres sous-traitants électroniques. Globalement, avec la crise, les commandes arrivent souvent au dernier moment, les concessions tarifaires exigées, toujours plus draconiennes, deviennent aussi difficiles à tenir qu'à refuser, et les délais de paiement, déjà si contraignants, ont tendance à s'allonger. Sous-tendu par une nouvelle logique industrielle, le partenariat prôné par un nombre croissant de donneurs d'ordre ne semble pas résister à l'épreuve de la crise. Il est grand temps d'envisager une réelle moralisation des pratiques de sous-traitance, ne se limitant pas à des chartes de déontologie rarement appliquées. Ce n'est qu'ainsi qu'on valorisera les atouts stratégiques et industriels d'une activité essentielle et qu'on limitera les abus les plus criants auxquels elle est exposée.

Dossier préparé par Catherine Lévi

Quelle réalité économique recouvre-t-elle ?

■ La sous-traitance, qui consiste à déléguer une partie de sa production ou de ses activités à l'extérieur, joue aujourd'hui un rôle considérable dans tous les rouages de l'économie. Selon les statistiques de l'INSEE, 140 000 entreprises françaises y ont fait appel en 1988, et le marché s'élevait à plus de 500 milliards de francs.

La sous-traitance prend des formes extrêmement variées. Au service des grands secteurs industriels comme l'aéronautique, l'automobile, la construction mécanique ou le textile, elle représente en

« Nos fournisseurs doivent mettre en place une politique industrielle cohérente au niveau de leurs propres achats. »

Vincent Besson, responsable de la politique industrielle à la Sogedac, centrale d'achats de PSA

1990, selon les statistiques du ministère de l'Industrie, un chiffre d'affaires de 134 milliards de francs et couvre une palette très large de métiers (fondeurs, électroniciens, plasturgistes, tourneurs, etc.). Par son biais, un industriel, dit donneur d'ordre, cherche à se concentrer sur la conception, l'assemblage et la vente, confiant à d'autres une partie non négligeable de la fabrication.

Dans le secteur du bâtiment et des travaux publics, on estime en 1990 à 13,6 % la part des travaux effectués en sous-traitance, soit 86 milliards de francs. Ici, elle résulte du choix du client, dit maître d'ouvrage, de confier à des sous-traitants pour les spécialités qu'elle-même ne maîtrise pas.

Comptabilité, informatique, gardiennage, maintenance (y compris nettoyage), restauration, transport de marchandises, etc., les services, enfin, englobent un vaste univers d'activités de plus en plus fréquemment sous-traitées par les entreprises qui se « déchargent » sur des spécialistes.

LES DÉRIVES DU SYSTÈME

Dès lors que la sous-traitance n'est plus un choix stratégique mais une volonté d'externaliser les aléas économiques pour ne pas avoir à supporter les conséquences sociales et financières d'une baisse d'activité, on assiste à une dérive, avec des risques de dérapage non négligeables (voir le Monde du 24 avril). L'Association Villermé des inspecteurs du travail s'est notamment émue à maintes reprises de ces pratiques.

Dans le BTP, la « sous-traitance en cascade » s'est instaurée pour des raisons structurelles, mais aussi parce que de nombreux sous-traitants ne veulent pas porter le chapeau de la précarité de l'activité du secteur et préfèrent faire appel temporairement à d'autres sous-traitants. Ainsi, sur un même chantier, se côtoie parfois une faune bigarrée d'entreprises effectuant un travail similaire mais dépendant de conventions collectives différentes, ce qui n'est pas sans poser des problèmes humains et de sécurité. Dans les services (maintenance, grande distribution, par exemple), il n'est pas rare que des sous-traitants s'intègrent de façon quasi permanente dans des équipes. Cette pratique parfaitement illégale, au même titre que l'« intérim permanent », avait d'ailleurs justifié l'adoption de la loi Soisson sur le travail précaire en juillet 1990.

Dans l'industrie, la sous-traitance, essentiellement « de capacité », a aussi ses limites. En période d'euphorie, les sous-traitants, étroitement associés au donneur d'ordre, sont souvent conduits à investir de façon importante sans pour autant avoir la garantie qu'un courant minimum d'activité sera maintenu lors d'une forte dépression du marché (c'est le cas de l'aéronautique aujourd'hui). En période de crise, ils sont parfois astreints à licencier alors que les donneurs d'ordre peuvent plus facilement passer le cap.

Notons enfin que certains, syndicalistes et sociologues notamment, demeurent hostiles au principe même de la sous-traitance, estimant qu'il s'agit d'un processus de désindustrialisation entraînant un démantèlement de l'entre-

Le pot de terre contre le pot de fer ?

■ Malgré l'hétérogénéité des marchés concernés, tous les sous-traitants connaissent généralement le même type de problèmes économiques. Ce qui s'explique surtout par la dispersion de l'offre liée à la taille des entreprises sous-traitantes, en général des PME. Exemple parmi d'autres, sur les 1350 entreprises de sous-traitance électronique recensées en 1990 par leur syndicat professionnel, le SNES, 85 % emploient moins de 100 salariés.

Par leur position d'exécutant, leur différence de taille, leur retard en matière de gestion et leur manque d'assise financière, les sous-traitants restent très infodés aux grands donneurs d'ordre, malgré des compétences techniques généralement admises. Prix et structures de qualité imposés, commandes tardives, délais de réalisation courts, ils n'ont pas toujours leur mot à dire. Les plus petits ont même souvent le sentiment d'être assis sur des sièges éjectables, surtout en période de crise où les pratiques des donneurs d'ordre s'apparentent parfois à du chantage.

Toujours non résolus au niveau national, les problèmes de délais de paiement affectent cruellement les sous-traitants. Dans l'industrie, les délais s'échelonnent entre 90 et 120 jours et dans le BTP, il faut compter un minimum de 60 jours. Les sous-traitants industriels sont souvent pris entre le marteau et l'enclume avec, d'un côté, leurs fournisseurs, généralement de grandes entreprises (les firmes chimiques pour les plastiques, par exemple), exigeant souvent d'être payés à 30 jours et, de l'autre, des donneurs d'ordre qui n'en finissent pas avec la crise d'allonger les délais de paiement. Au final, un sentiment partagé de jouer les banquiers dans la cour des grands.

Dans le secteur du bâtiment et des travaux publics, les problèmes financiers se posent avec d'autant plus d'acuité aux sous-traitants que le nombre des faillites des entreprises principales qui les emploient s'accroît, les entraînant souvent dans leur déshérence. En effet, malgré la loi du 31 décembre 1975 garantissant leur protection théorique, ils sont rarement payés par leur employeur en difficulté, faute d'avoir signé avec ce dernier les engagements contractuels pourtant juridiquement prévus. Un projet de loi visant à rendre quasiment incontournable cette pratique, sous peine de sanctions pénales, est actuellement soumis à l'arbitrage de Maitignon, qui ne semble pas pressé de trancher.

Comment le paysage évolue-t-il ?

■ Traditionnellement dans le bâtiment et les travaux publics, plus récemment dans l'industrie et certaines activités de services comme la maintenance, les donneurs d'ordre cherchent à limiter le dialogue à un nombre restreint de « partenaires » industriels : ceux qui

« La loi de 1975 sur la sous-traitance a une importance considérable dans la protection des sous-traitants. Malheureusement, notamment dans le privé, elle est encore insuffisamment connue et appliquée. »

Jean-Paul Lapalu, président du Conseil national de la sous-traitance du bâtiment

répondent à leurs exigences en termes de productivité et de structure commerciale et qui sont capables de réaliser des ensembles complets plutôt que des opérations unitaires. Libre à ces derniers de faire eux-mêmes appel à des sous-traitants pour les parties de fabrication ou d'activité dont ils n'ont pas la maîtrise. Il s'agit là d'une véritable industrialisation de l'acte d'achat de sous-traitance. Par exemple, dans le secteur du nettoyage, les sous-traitants doivent de plus en plus disposer de services techniques capables d'organiser industriellement la propreté et d'assurer les investissements en matériels exigés par de telles prestations.

Une telle évolution instaure le principe des relations en cascade : le donneur d'ordre s'adresse à une entreprise générale (dans le cas du BTP), à un équipementier ou à un sous-traitant « musclé » (dans l'industrie) ou bien à un prestataire de services, lesquels se tournent ensuite vers des sous-traitants de deuxième niveau qui peuvent à leur tour faire appel à d'autres sous-traitants, etc.

Les conséquences de cette évolution ?

■ Sous-tendue par des relations de partenariat au premier niveau, une telle évolution a des aspects fort séduisants. D'une part, dans l'industrie et les services, certains sous-traitants peuvent ainsi passer du rang dévalorisé de « gagne-petit » au noble statut de partenaire, et espérer bénéficier d'engagements durables de la part des donneurs d'ordre. Reste que dans la pratique, pour de nombreux sous-traitants, le partenariat est encore trop souvent synonyme de diktat et d'intrusion des donneurs d'ordre dans leurs affaires, prouvant que les bonnes vieilles relations de domination ont gardé toute leur vigueur.

Pour devenir des interlocuteurs crédibles en termes de taille et de puissance industrielle, les sous-traitants s'efforcent aussi, certes avec difficulté, de se regrouper (sous forme de GIE, par exemple) ou de fusionner avec des entreprises, du même secteur ou complémentaires, favorisant la structuration du tissu industriel à l'instar des grands pays industriels comme l'Allemagne, le Japon ou l'Italie.

A contrario, la nouvelle orientation des donneurs d'ordre risque aussi de déboucher sur une sous-traitance à deux vitesses, assurant au premier niveau la puissance des équipementiers, des entreprises générales ou des grands sous-traitants, mais « précairant » les sous-traitants de second puis de troisième niveau, corvéables à merci et incités à recourir eux-mêmes à des formes d'emploi précaires, comme l'utilisation abusive de l'intérim, voire au travail clandestin. Dans le secteur du bâtiment et des travaux publics, cette sous-traitance en cascade a déjà montré ses limites puisque plus on descend dans l'échelle, plus les conditions de sécurité, d'emploi et de formation se dégradent.

LEXIQUE

SOUS-TRAITANCE. La sous-traitance résulte généralement du choix stratégique d'une entreprise de déléguer à l'extérieur une partie de sa production ou de ses activités pour se concentrer sur la spécificité de son métier. C'est ce qu'on appelle la sous-traitance de spécialité. Dès lors qu'il s'agit de faire face à un volant d'activité d'appoint, on parle de sous-traitance de capacité.

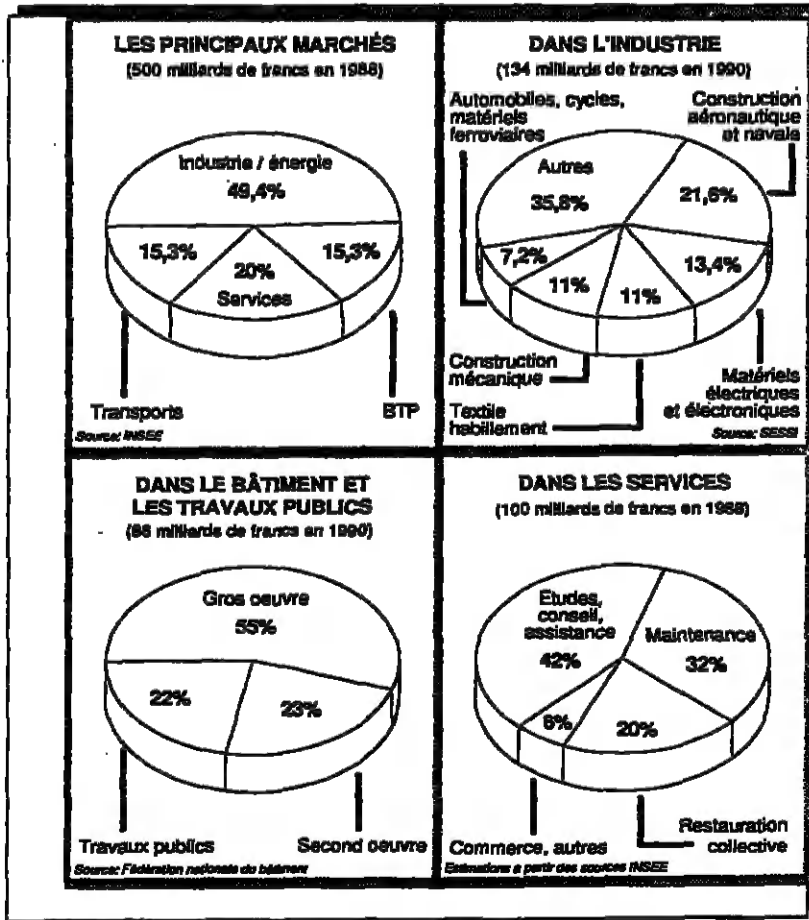
DONNEUR D'ORDRE ET MAÎTRE D'OUVRAGE. Termes pour qualifier les clients des sous-traitants. La première est surtout utilisée dans l'industrie et les services, alors que la seconde s'applique d'abord au secteur du bâtiment et des travaux publics. Parmi les grands donneurs d'ordre industriels on peut citer Renault, PSA, Thomson, Usinor-Sacilor, Aérospatiale, SNECMA, GEC-Alsthom.

SOUS-TRAITANT. Il exécute un produit intermédiaire ou une prestation étudiée et développée par le donneur d'ordre, l'équipementier ou l'entreprise principale. D'après le classement de l'Usine nouvelle, Valois (fonderie, mécanique, visserie), Creusot-Loire Industrie (chaudronnerie, estampage), Plastique Omnium (transformation des plastiques) figurent parmi les premiers sous-traitants industriels français.

ÉQUIPEMENTIERS ET ENTREPRISES PRINCIPALES. Possédant la structure et le savoir-faire, ils étudient, développent et industrialisent des ensembles complets à la demande du donneur d'ordre ou du maître d'ouvrage. Les équipementiers (industrie) comme les entreprises principales (BTP) sont souvent des entreprises de taille nationale ou internationale comme Valeo, Bosch, Elbi (industrie) et Bouygues, Fougères, Lyonnaise des Eaux-Dumez (BTP).

SOUS-TRAITANCE EN CASCADE. On parle de ce phénomène dès lors qu'un sous-traitant, dit de premier niveau, fait appel à sous-traitant de deuxième niveau s'adressant lui-même à un troisième sous-traitant, etc. Dans le BTP, on compte jusqu'à six ou sept niveaux.

RAPATRIEMENT. Il consiste à « reprendre » les fabrications ou les services délégués à l'extérieur, soit pour des raisons économiques (aéronautique, par exemple), soit pour des questions de stratégie industrielle.



BIBLIOGRAPHIE

- De la sous-traitance au partenariat industriel, Claude Athersohn, «Dynamiques d'entreprises», L'Harmattan, 1992, 302 pages.
- La Sous-Traitance dans l'industrie, Robert Quiroux, collection «Sessi Statistiques» (ministère de l'Industrie et du Commerce extérieur), 1992, 150 pages.
- Faire ou faire-faire, Mémento du chef d'entreprise, document publié par le Centre national de la sous-traitance (Cenas).
- A noter les deux manifestations suivantes :
 - Midest 1992, Salon de la sous-traitance industrielle, à Paris-Nord Villepinte, du 30 novembre au 4 décembre 1992, 22^e salon du genre réunissant 2 600 exposants.
 - Forum paneuropéen de la sous-traitance, les 14 et 15 décembre 1992, organisé à Madrid par la Commission des Communautés européennes, dans la perspective du marché unique de 1993.

CHRONIQUE • par Paul Fabra

Pas de limite au déficit public

OUTRE ses questions sur l'orientation des taux d'intérêt et le « besoin urgent de liquidités » ainsi que sur la valeur de la monnaie (voir la chronique dans « Le Monde de l'économie » du 27 octobre), un lecteur, M. François Gérard Séligmann, nous interrogeait sur les points suivants :

— Les Etats échappent-ils vraiment à la logique qui s'impose aux individus et peuvent-ils indéfiniment vivre à crédit, augmentant à la fois les déficits budgétaires et les charges de la dette publique ?

— Il n'y a, en effet, pratiquement aucune limite à la capacité des Etats à « vivre à crédit » et, par conséquent, à augmenter la dette publique. L'exemple le plus spectaculaire en est donné par l'expansion considérable des dépenses publiques qu'on constate pendant une grande guerre. Or, il n'arrive pour ainsi dire jamais qu'un effort militaire soutenu, réarmement ou lutte ouverte, soit financé, sinon fractionnellement, par l'impôt.

Guerre ou pas, l'emprunt offre à un gouvernement de tentatives facilitées. Il n'est pas besoin, en règle générale, de demander une autorisation parlementaire spéciale pour en émettre de nouveaux.

Avec la récession-déflation, le New Deal de Roosevelt — qui avait de 1933 à 1937 augmenté la dette publique presque autant (de 20 milliards de dollars) qu'elle l'avait été avant la première guerre mondiale — apparaît, à nouveau, comme un exemple.

L'échec qu'il a connu n'y fait rien. Clinton, les auteurs du plan de relance japonais s'en inspirent ouvertement. Seulement, ils ne parlent que du programme de grands travaux, passant sous silence, autant qu'ils le peuvent, son aspect budgétaire. On n'ôte pas aisément de la tête des conseillers complaisants du Prince la doctrine keynésienne. Où trouveraient-ils un meilleur argument que celui-là pour justifier tous les dérapages : les dépenses de l'Etat couvertes par l'emprunt, c'est-à-dire par le déficit (les deux expressions sont équivalentes), ont un effet multiplicateur sur l'activité ?

C'est ainsi que la plupart des nations en sont venues à s'accommoder d'une situation où, comme en temps de guerre, elles entretiennent un déficit budgétaire dépassant systématiquement le volume des investissements publics. En France, la dette publique a quadruplé en onze ans. Son service représente cette année plus de 14 % du budget (même proportion qu'aux Etats-Unis) contre 4 % en 1980. Aucun individu ni aucune entreprise ne disposant durablement d'une faculté comparable, on est amené à se demander, comme le fait notre correspondant, si la gestion des affaires publiques échappe à la logique commune.

Pour admettre qu'il pourrait y avoir deux logiques de gestion, il faudrait d'abord pouvoir supposer que déficit public et déficit privé, tout en désignant le même phénomène, obéissent à des lois différentes. Or les deux expressions recouvrent des positions inversées. Etat déficitaire signifie particuliers créanciers. Etat déficitaire signifie particuliers créanciers. Il arrive à des théoriciens qui passent pour avoir rompu avec les illusions modernes en la matière de s'y tromper. Robert Barro, professeur à Harvard, s'est laissé aller à écrire qu'une longue succession de déficits budgétaires signifie que la génération présente mourra en transmettant à la suivante ses dettes. Si on pose le problème en ces termes, c'est le contraire qu'il faudrait dire : une telle génération mourrait sur un matelas rempli de titres publics ; elle léguerait à ses enfants ses créances sur l'Etat.

En s'expliquant pourquoi le problème ne doit en aucun cas être posé en ces termes, on découvre du même coup la raison pour laquelle un Etat, contrairement à un particulier, peut s'endetter presque indéfiniment. Il est deux façons de couvrir les dépenses publiques : l'impôt ou l'emprunt. Dans les deux cas, la dépense est définitive ainsi que le prélèvement opéré pour la rendre possible. Si c'est la contribuable qui a fourni les ressources dont l'Etat avait besoin, la chose tombe sous le sens. On s'étonnerait à tort qu'il en aille de même si ces ressources lui ont été seulement « prêtées ». L'Etat les a utilisées une fois pour toutes. Pour les rembourser (et verser les intérêts), il devra faire appel à l'argent des futurs contribuables. Soutenir que le déficit consiste à rejeter sur la génération suivante le poids des dépenses actuelles est absurde.

Par nécessité, la totalité des dépenses d'aujourd'hui est couverte par des ressources d'aujourd'hui. Le service futur de la dette n'est pas un transfert de charge inter-générationnelle (de la présente à la future) ; il s'analyse comme un transfert qui aura lieu demain, via le budget, entre d'une part les contribuables de demain et de l'autre les porteurs de titres de la dette publique. Considérée sous cet angle, la dette publique, si considérable soit-elle, n'appauvrit pas la nation (sauf si les prêteurs sont étrangers). Elle a pour conséquence une redistribution des revenus de l'année entre A, taxé par le fisc, et B, détenteur d'obligations d'Etat. Le Trésor verse à celui-ci, sous forme d'intérêts, une partie des impôts payés par celui-là. Forcément, A et B sont souvent la même personne. L'argent rentre dans la poche d'où il est sorti.

L'Etat peut indéfiniment « vivre à crédit » parce qu'il peut indéfiniment dépenser et que toute dépense publique implique simultanément le prélèvement nécessaire pour y faire face. Il arrive que ce prélèvement soit occulté. C'est le cas lorsqu'il est opéré par voie d'inflation. Dans cette dernière, on peut voir ou bien une taxe invisible frappant à l'aveuglette, ou bien une suite ininterrompue d'emprunts perpétuels du Trésor auprès de l'institut d'émission : voilà retrouvée l'équivalence entre impôt et emprunt.

Cette équivalence a été démontrée il y a plus de cent ans par David Ricardo. Certains économistes modernes, comme Robert Barro, se sont fait un nom en reprenant à leur manière le raisonnement du grand économiste anglais. Malheureusement, le remake est inférieur au modèle. L'ambiguïté de la théorie moderne tient au fait qu'elle reste prisonnière de l'illusion que les ressources, empruntées par le Trésor, restent à la disposition du prêteur. Cela peut être le cas individuellement (comme lorsque la Caisse des dépôts finance des logements par des fonds que les déposants peuvent utiliser à tout moment). C'est impossible pour

tous les prêteurs à la fois considérés comme un ensemble.

DERNIÈRE remarque : indirectement, le déficit appauvrit la nation de trois manières. Il détourne l'épargne des emplois productifs. En alourdissant la fiscalité à terme, il risque fort de rendre celle-ci plus anti-économique. Après avoir d'abord étendu le champ d'action de la puissance publique au-delà des moyens dont elle dispose normalement par l'impôt, le déficit finit par la paralyser. L'Etat reverse une part croissante de ses revenus à ses créanciers. Ses autres dépenses : éducation, justice, entretien du domaine public, etc., en sont diminuées d'autant. La logique financière ne perd pas ses droits. Le salut viendra peut-être d'une révolte des électeurs contre la dégradation des services publics.

— Peut-on fonder un système monétaire sain sur la monnaie des Etats-Unis, pays aujourd'hui dangereusement endetté et dont le déficit ne cesse de croître ?

— Vous avez répondu à votre question, à ceci près que le système monétaire malsain fondé sur le dollar peut se perpétuer pour la même raison qu'un Etat peut « vivre à crédit » indéfiniment. Ce système signifie que le monde entier devient territoire national pour l'Etat emprunteur situé au centre.

— Et que vaudra l'écu lui-même, puisque chacune de ses composantes reposera en partie sur le dollar des Etats-Unis ?

— Il est possible en effet que, contrairement au préjugé ambiant, l'écu devenu « monnaie unique » se traduise par l'annexion de fait de l'Europe communautaire à la zone dollar. Tel serait le cas si Maastricht signifie la fin de l'exception monétaire germano-néerlandaise-austro-suisse. On verrait alors la Bundesbank et les banques centrales des quelques petits pays à monnaie forte s'aligner sur les politiques monétaires des pays (dont la France) qui, sur une longue période, ont mené leurs affaires de telle sorte que leurs prix ont monté au même rythme, ou à un rythme plus rapide, que les prix américains.

— Le temps n'est-il pas venu de rappeler la pensée d'un des grands économistes de ce temps, Jacques Rueff, et de revenir à la convertibilité-or ?

— Le temps n'est-il pas revenu d'instaurer la paix universelle entre les nations ?

LIVRES

L'Etat introuvable

Un théoricien anglais essaie de déterminer les fondements de l'intervention de l'Etat, dont l'économie de marché ne peut se passer mais dont l'action laisse à désirer

LE RÔLE DE L'ÉTAT DANS LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE de Nicholas R. Stern. Payot, Lausanne, 160 pages, 119 F.

A partir du dynamisme de son département d'économie et d'économie politique, l'université de Lausanne multiplie les initiatives pour renouer avec son passé prestigieux du XIX^e siècle, quand deux des plus grands économistes de tous les temps, Léon Walras et Wilfredo Pareto, enseignèrent en son sein. Cet ouvrage contient les premières conférences Walras-Pareto, qui donnent l'occasion à un chercheur de renommée internationale de présenter ses travaux sur un thème particulier de l'économie.

A l'heure du libéralisme triomphant, il n'est pas inutile d'attirer l'attention sur un des économistes anglais les plus sérieux de notre temps quand il avance que « la théorie comme l'expérience suggèrent que l'Etat doit jouer un rôle important dans l'économie ». Titulaire de la chaire d'économie Sir John Hicks et président du Suntory-Toyota Centre for Economics and Related Disciplines de la prestigieuse London School of Economics, Nicholas Stern associe de façon rare une profonde compréhension de la théorie économique moderne et une connaissance des pays en voie de développement acquise par de nombreux séjours de longue durée, en Inde et en Chine notamment.

TROP SIMPLISTES • Dans un premier chapitre, l'auteur nous familiarise avec les divers efforts faits pour dépasser les trop simplistes mesures et comparaisons du développement économique réalisées sur la base du produit national brut (PNB) : réévaluations du produit intérieur brut (PIB) sur la base de parités de pouvoir d'achat, indice de développement humain du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD),

qui combine l'espérance de vie à la naissance, le taux d'alphabétisation de la population adulte et le PIB par habitant, etc. Il rassemble aussi les résultats les plus significatifs des travaux les plus récents, qui tentent d'expliquer les différences de taux de croissance entre les pays et qui ont mis au jour le rôle de la compétence administrative de l'Etat, les distorsions de prix, le capital humain et les variables indicatrices d'instabilité politique.

A partir de l'analyse des causes de défaillance des marchés, le deuxième chapitre examine cinq catégories d'arguments en faveur de l'intervention de l'Etat : l'existence d'externalités (c'est-à-dire d'interactions entre agents économiques qui ne font pas l'objet de marchés, par exemple la pollution) comme absence de marché, économies d'échelle, biens publics et information imparfaite ; le souci de prévenir ou de réduire la pauvreté et/ou d'améliorer la distribution des revenus ; l'affirmation du droit de tous à certains équipements ou à certains biens comme l'éducation, la santé, le logement ; une attitude « paternaliste » en matière d'éducation, de retraite et d'usage des stupéfiants ; la défense des droits des générations à venir, en particulier en matière d'environnement.

Peu d'arguments existent pour justifier toutefois un engagement direct de l'Etat dans la production de biens d'équipement ou de consommation ordinaires. Une analyse statistique des dépenses des pays en voie de développement suggère qu'une modification considérable de la structure des dépenses publiques pourrait améliorer le niveau de vie des citoyens et le fonctionnement des marchés.

Le troisième chapitre présente brièvement les nouvelles théories de la croissance, qui mettent en évidence le rôle de l'apprentissage et de la recherche-développement et amènent les économistes de Chicago eux-mêmes à reconnaître les importantes insuffisances des économies de marché, qui laissent subsister ces externalités dynamiques.

Tout en reconnaissant leur intérêt, Nicholas Stern considère que ces nouvelles théories laissent de côté des facteurs-clés du développement comme le rôle de la gestion et des structures organisationnelles, l'amélioration des infrastructures et des transferts entre secteurs.

IMPÔTS • Le dernier chapitre, fondé notamment sur les travaux de l'auteur, examine le financement des dépenses publiques et le moyen d'« optimiser » le système fiscal, avec le choix entre impôts directs, impôts sur les bénéfices, impôts sur le revenu, impôts fonciers, taxes sur les échanges extérieurs, cotisations sociales, impôts sur le patrimoine, etc. L'évaluation générale est que les pays en voie de développement ont beaucoup mieux réussi à lever les impôts qu'à maîtriser leurs dépenses.

Dans ces premières conférences lausannoises, Nicholas Stern nous rappelle que la théorie économique moderne n'a pas de mal à démontrer la multitude de problèmes mal traités par une économie de marché laissée à elle-même. Il reste sans doute à convaincre beaucoup de lecteurs que nos systèmes politiques sont aptes à engendrer des comportements de l'Etat assez éclairés pour rechercher le bien public ainsi dessiné par les économistes.

Faut-il rappeler cette analyse de Platon dans la République, qui reste encore si moderne : « A moins que les philosophes ne deviennent rois dans les Etats ou que ceux qu'on appelle à présent rois et souverains ne deviennent de vrais et sérieux philosophes, et qu'on ne voit réunies dans le même sujet la puissance politique et la philosophie, il n'y aura pas de salut pour une loi rigoureuse n'écartera des affaires la foule de ceux que leurs talents portent vers l'une ou l'autre exclusivement, il n'y aura pas de relâche aux maux qui dévorent les Etats, ni même, je crois, le genre humain. »

Jean-Jacques Laffont

CHALLENGES économiques

Le pouvoir des FRANCS-MAÇONS

Quel est le véritable poids économique des francs-maçons ?
Que contrôlent-ils ?
Comment évoluent-ils dans le monde des affaires, de la finance ?
Ont-ils une influence en matière d'embauche ?

Avec CHALLENGES, en cadeau, le dictionnaire des affaires en 6 langues.

L'HERMÈS Editeur (1) 46 34 05 25
nouveau pour B.T.S.
manuel de gestion
A. Brigand et J. Obadia
Diffusion: MEDILISSA, 9 rue Séguier 75006 PARIS Tél. 46 34 07 70

HOTEL DU RHÔNE
GENÈVE
Parce que votre succès est notre affaire.
Tél. (41 22) 731 98 81
Fax (41 22) 732 45 58

Le Monde
Edité par le SARL Le Monde
Comité de direction :
Jacques Lecoq, directeur
de la publication
Bruno Frappet, directeur
de la rédaction
Jacques Guis, directeur
de la gestion
Manuel Lecoq, secrétaire
général
Rédacteurs en chef :
Jean-Marie Colombani
Robert Solé (adjoint au directeur
de la rédaction)
Yves Agnès, Jacques Amélie,
Thomas Fenech, Philippe
Hermann, Jacques-François
Stern
Daniel Vernet (directeur
des relations internationales)
Anciens directeurs :
Hubert Beau-Méry (1944-1968)
Jacques Lecoq (1968-1982)
André Laurens (1982-1985)
André Fontaine (1985-1991)
RÉDACTION ET SÈGE SOCIAL :
15, RUE MARGUÉRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-85-25-25
Télécopieur : 40-85-25-99
ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEAU-MÉRY
94052 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-85-25-25
Télécopieur : 40-85-30-10

مكة امنه الوطن

Le développement de la télévision payante

Ne tirez pas sur le « plan câble » !

Le plan câble a dix ans. Maintes fois laissé pour mort, il a pourtant réussi. Pas seulement pour l'équipement, mais aussi pour la généralisation de l'image payante, même si les « vidéoservices » n'ont pas explosé comme on l'attendait.

par ALAIN GIRAUD (*)

Le 3 novembre 1982, le conseil des ministres adoptait un plan du ministre des PTT pour équiper la pays en réseaux câblés de télévision. Première nouveauté télévisuelle depuis la troisième chaîne de l'ORTF en 1973, survenant juste après l'abolition du monopole d'Etat sur la radiodiffusion, ce « plan câble » souleva sur le moment un enthousiasme excessif. Que n'a-t-il essuyé depuis ! Les plateaux éditoriaux, puis les tomates des critiques de tous bords : il fut lâché dix fois pour mort.

Or, loin d'avoir sombré, le « plan câble » est en voie d'être réalisé. S'il a déçu jusqu'ici, c'est sans doute qu'on avait oublié l'avertissement figurant dans les premières lignes du rapport de Louis Mexandré : « En matière de réseaux de communication, comme en matière d'énergie ou de transport, il existe un délai important entre les décisions et leur réalisation. » L'échéance, l'objectif chiffré du plan, était précisément la décennie que nous atteignons aujourd'hui : « Avoir installé six millions de prises en 1992, et pour cela en installer un million par an à partir de 1987. »

Les tout premiers réseaux ont été commandés à l'industrie fin 1983 ; leur installation a commencé en 1984-1985 au moment où Canal Plus commençait sa percée, leur mise en service en 1988 quand les paillettes de La Cinq débarrassaient de Milan. Sans doute les règles du jeu ont-elles évolué depuis lors, à chaque changement de gouvernement : vicissitudes des projets de l'Etat. Mais les ajustements successifs ne se remarquent plus guère dans la courbe de croissance du nombre des logements raccordables, aussi lisse que le sillage d'un navire : une fois qu'il a pris le mer : 150 000 (fin 1986), 900 000 (fin 1988), 2 800 000 (fin 1990), 4 700 000 aujourd'hui.

Par rapport à des objectifs fixés de manière totalement volontariste il y a dix ans, le câblage de la France accuse un retard d'environ dix-huit mois. Est-ce là le fiasco ? Reconnaissions plutôt au câble le mérite d'avoir maintenu sa progression à travers une longue adversité.

Car Dieu sait si l'on a ricané sur le conflit qui fit

rage entre les partisans de la technologie d'avenir de la fibre optique, vers laquelle on se dirige tout d'abord, et les tenants de la vieille technologie du cuivre coaxial, à laquelle on préféra revenir, notamment pour des raisons de coût. Le plan initial prévoyait l'inverse, et c'est bien mal connaître le monde industriel qu'imaginer qu'un grand programme de ce genre puisse échapper à de telles péripéties.

Dieu sait si l'on s'est scandalisé du montant des investissements « englobés », comptabilisés comme des « pertes cumulées ». Ce programme était précisément conçu pour relayer le plan de rattrapage du téléphone qui s'achevait. Il a amorti le choc pour l'économie nationale de la chute des investissements des Télécoms, industrie et génie civil. Au demeurant, le câble français dans son ensemble ne s'est jamais significativement écarté de la trajectoire économique (volumes et délais) que connaissent toutes les entreprises à réseau, et dont le câble américain, notamment, a donné depuis une trentaine d'années un exemple significatif.

Contexte concurrentiel

Dieu sait si l'on s'est référé à la réussite allemande pour mieux souligner le retard français. En réalité, la RFA avait commencé à se câbler bien avant (300 000 abonnés dès 1982, notamment à Berlin). La décision du gouvernement CDU en 1982 fut de « généraliser » le câblage à la « totalité » des foyers de l'Allemagne de l'Ouest. Décision impensable en France. Mais outre-Rhin c'était le seul moyen pour un pouvoir fédéral impuissant de créer, au prix de grandes pertes pour Deutsche Telekom, un marché national pour des chaînes privées, dans un pays où l'attribution des fréquences terrestres relève d'institutions régionales.

Dieu sait enfin si l'on a ironisé sur le nombre des abonnés au câble qui « se traîne pitoyablement » à 100 000 (fin 1988), 500 000 (fin 1990), 1 000 000 aujourd'hui. Pour des réseaux ouverts en 1987, le taux de pénétration actuel dépasse 20 % de la clientèle potentielle. Après cinq ou six ans de commercialisation dans un contexte concurrentiel pourtant beaucoup plus dur, c'est pratiquement aussi bien que le Minitel en 1988, c'est mieux que Canal Plus en 1990, autres grands projets franco-français qui réussirent après avoir, on s'en souvient, été eux aussi torpillés avant même de décoller. Bien sûr, le câble n'est pas le Minitel, et les logements français, le câble devrait plafonner dans quelques

années à près de la moitié des foyers (5 700 000 prises « plan câble ») et quelques 3 500 000 prises « nouvelle donne ». Les programmes spécifiques du câble parviennent aux spectateurs urbains par les réseaux. Ces chaînes thématiques sont maintenant commercialisées en réception directe du satellite Télécom-2 dans le reste du pays, confirmant enfin la complémentarité câble-satellite qui était une des motivations du plan de 1982.

Positions stratégiques

L'équipement réalisé, le succès commercial à portée de main, le résultat est-il pour autant à la hauteur des ambitions initiales ?

Le partenariat entre les acteurs désignés du « plan câble », France Télécom et les collectivités locales, n'a pas, sauf peut-être à Paris, fonctionné au mieux. Les communes, après avoir obtenu de ne jamais verser leur contribution aux investissements, se sont défilées sur leurs mandataires, les « câblo-opérateurs ». Ceux-ci firent longtemps preuve de plus de talent pour arracher des avantages tarifaires à l'exploitant public que pour obtenir un dispositif réglementaire favorable, créer une offre de programmes attrayants, et placer des abonnements dans le public.

Il n'empêche : ces acteurs, auparavant absents du paysage audiovisuel, ont, quoi qu'ils en disent, opéré par là une diversification réussie et occupé des positions stratégiques. La Caisse des dépôts et les compagnies des eaux ont très vraisemblablement fait une excellente affaire. Le ticket d'entrée dans l'audiovisuel a été pour elles inférieur à celui des groupes Bouygues ou Charteurs, et en tout cas de Hachette (et pour un marché nettement plus prometteur que celui de La Cinq...).

Si, en revanche, France Télécom a été engagée petit à petit au-delà d'une stricte perspective de rentabilité, ce fut pour le groupe public l'occasion de reconquérir et de consolider un secteur naturel pour lui, où l'alliance entre TDF, transmetteur concurrent, et des distributeurs privés, aurait à terme représenté une menace pour son activité principale. En Grande-Bretagne, British Telecom n'a pas su ou pas pu éviter cette conjonction.

Aux Etats-Unis, les opérateurs de téléphone font des pieds et des mains pour être autorisés à entrer dans la télévision par câble... Par ailleurs, il est vrai qu'on est loin d'assister à l'explosion d'une offre pluraliste de vidéoservices comme le laissait

espérer l'« interactivité » prônée par le « plan câble ». Et pour cause : il fallait pour cela une claire séparation des responsabilités contenant-contenu, et qu'un service public neutre exerce la « fonction kiosque », sur le modèle de la télématique. C'était bien là le fond du débat sur les réseaux optiques, dont l'architecture en étoile réalisait une telle configuration. Et ce débat a rebondi cette année à propos du choix des décodeurs entre le système ouvert D2 MAC-Eurocrypt et le SECAM-Syster de Canal-Satellite, qui ferme le jeu.

Il n'en reste pas moins que c'est sur le câble aujourd'hui, et sur son complément naturel, les satellites de communication, que va pouvoir se poursuivre le développement de l'offre des grands groupes audiovisuels français : Canal Plus avec les chaînes thématiques, TF1 avec Eurosport pour commencer, le service public avec Euronews, pour ne pas dire ARTE.

Certes, le câble n'est pas encore bénéficiaire. Son « audience » reste faible. Mais on aurait tort de minimiser pour autant son poids économique et culturel, son rôle dans la généralisation de l'image payante. Probablement dès l'année prochaine, avec plus de cinq millions d'abonnés à Canal Plus, Canal-Satellite et au câble, les abonnements des ménages français dépasseront la totalité des revenus publicitaires de la télévision, public et privé confondus, alors même que la redevance apparaît de plus en plus comme une taxe archaïque.

Cette mutation majeure est passée largement inaperçue, bien qu'elle ait été de fait explicitement programmée dès juin 1982 avec l'annonce simultanée par le président de la République du lancement du câble, du satellite et d'un projet de quatrième chaîne « qui ne serait financée ni par la redevance ni par la publicité ». On continuait à raisonner en mettant, d'un côté, les chaînes hertziennes terrestres, qui semblent depuis 1985 occuper définitivement le paysage, et, de l'autre, les nouvelles technologies, câble et satellite, éternellement émergentes. En réalité, nous sommes sur le point d'entrer — les premiers en Europe, cela mérite d'être noté — dans une ère où les grands réseaux fondés sur la course à l'audimat pour la clientèle des annonceurs ne représenteront plus qu'un mode minoritaire de consommation de la télévision sur le plan économique, et un jour sur le plan culturel.

(*) A été conseiller auprès de Louis Mexandré au ministère des PTT et de Georges Kiejman alors ministre délégué à la communication.

Quand le Monde et la SNCF unissent leurs efforts, Paris se rapproche de Clermont-Ferrand



Avec des trains plus rapides, plus nombreux, vous serez plus vite au fait de l'actualité.

Désormais, vous trouverez le Monde le soir même de sa parution en vente à :

NEVERS, MOULINS, VICHY et CLERMONT-FERRAND.

Le Monde

SNCF



Corbeille Mieux Vivre 1992 de la meilleure compagnie d'assurances pour la gestion de ses SICAV

Cette 1^{re} place, c'est votre épargne qui vient de la gagner.

Cette Corbeille, décernée par la revue Mieux Vivre aux Mutuelles du Mans Assurances est un prix unanimement reconnu par tous les professionnels de l'épargne. Elle récompense la gestion de l'ensemble de nos SICAV qui servent de support à notre PEA et à notre nouveau produit à versements libres PLACEMENTS. Cette bonne gestion profite aussi à tous nos clients. Deuxièmes en 1990, deuxièmes en 1991, premières cette année, devançant nettement les autres compagnies d'assurances et faisant jeu égal avec la meilleure banque, Les Mutuelles du Mans Assurances démontrent ainsi leur expertise et leur rigueur pour gérer l'épargne de leurs clients.



les mutuelles du mans assurances
L'autre logique de l'assurance.

LES MUTUELLES DU MANS ASSURANCES, 20, rue St-Bertrand 72006 LE MANS Cedex. Renseignements sur Minitel : 36 14 MDM.

CONJONCTURE

ATONIE de la croissance aux Etats-Unis et en Europe, franche récession au Japon : les derniers indicateurs de production industrielle ne suggèrent aucune inflexion par rapport aux derniers mois. On cherche en vain des signes avant-coureurs de redémarrage. L'heure est toujours au déstockage, à la baisse ou à la stagnation des carnets de commandes et le pessimisme prévaut parmi les chefs d'entreprise.

Seule nouveauté en octobre : l'assouplissement des politiques économiques qui s'opère, plus de force que de gré, en Europe du Nord. Le plus spectaculaire est le tournant auquel se résigne le gouvernement Major en Grande-Bretagne, en substituant la croissance et l'emploi à la désinflation comme objectifs prioritaires de sa politique budgétaire.

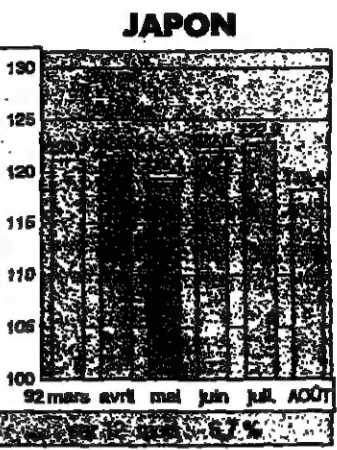
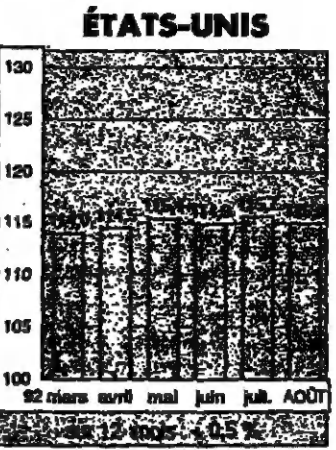
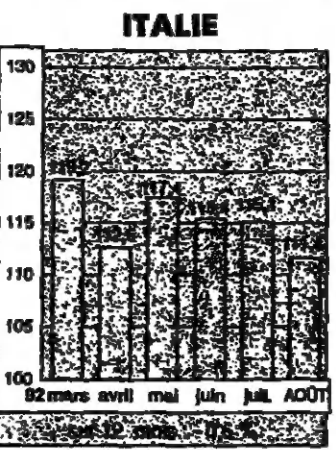
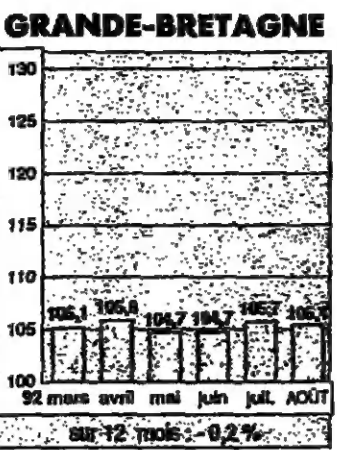
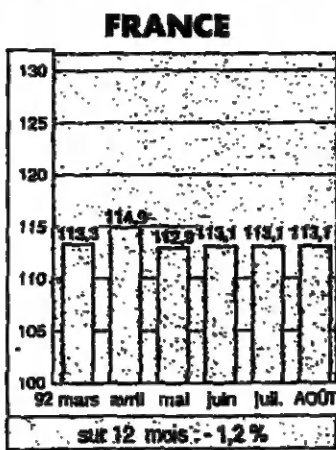
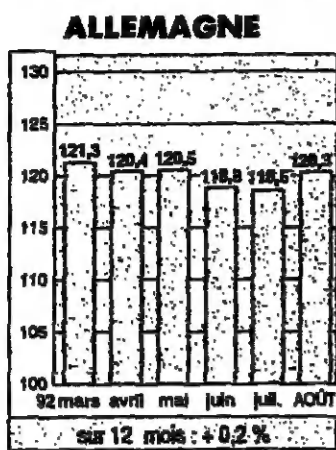
INDICATEUR • La production industrielle
Dilemme français

En France, le projet de loi de finances pour 1993 atténue l'impératif d'assainissement qui prévalait ces dernières années.

Ce mouvement pourrait gagner les Etats-Unis, où une victoire démocrate inaugurerait une politique plus expansionniste. Sur le front monétaire, de façon plus discrète, la Bundesbank défend progressivement ses taux d'intervention sur ses appels d'offres au jour le jour et

accrédite l'idée d'une prochaine baisse de ses taux directeurs. Dans la foulée, les autres pays européens assouplissent leurs conditions monétaires.

Mais, outre l'insuffisance des mesures présentes, certains obstacles plus difficilement surmontables subsistent. Aux Etats-Unis, l'endettement des ménages continue à miner les espoirs d'un réveil de la consommation de biens durables. En Europe, quel pays acceptera la charge d'entamer la relance ? Au regard des objectifs de « convergence » de la politique européenne, ce rôle échoit à la France. Faute d'en accepter le prix, ne condamne-t-elle pas ses partenaires à se régler sur l'heure allemande ?



Indices de la production industrielle - énergie incluse, hors bâtiment et travaux publics - en données corrigées des variations saisonnières. Base 100 en 1985. Sources nationales.

RÉGION • Le Maghreb

Tassement

SUR l'ensemble de l'année, le recul de l'activité au Maghreb risque d'être assez sensible. Les prévisions faites en début d'année pour le Maroc ont dû être révisées en baisse au vu des mauvaises performances de l'agriculture : l'ensemble de la production intérieure pourrait diminuer de 3 %. En Algérie, les résultats du secteur agricole sont bons, sans égaler ceux de 1991. Le recul viendra surtout du secteur industriel particulièrement atteint par la crise économique et les difficultés du processus de réformes : la production manufacturière est aujourd'hui inférieure à ce qu'elle était en 1984. Pour l'ensemble de l'économie, la récession pourrait être de l'ordre de 2 % à 3 %. Seule la Tunisie connaîtra une progression de son produit intérieur. Si elle n'atteint pas les 6 % inscrits comme objectif dans le nouveau plan quinquennal, elle pourrait s'établir au-dessus des 3,5 % enregistrés en 1991.

Le gouvernement de Belad Abdelmalik estime que l'austérité que doit s'imposer l'Algérie ne devrait pas durer au-delà des trois années nécessaires à l'allègement du service de la dette. Car, s'il déclare qu'il « convient en tout premier lieu de libérer le pays de la charge de la dette extérieure », le gouvernement ne revient pas sur la position de ses prédécesseurs : pas de réajustement au Club de Paris. L'Algérie cherchera à poursuivre le « reprofilage » de sa dette par des accords bilatéraux avec les principaux créanciers du pays. Le montant des nouveaux crédits extérieurs, l'évolution des prix internationaux des hydrocarbures et le résultat financier de l'ouverture du secteur pétrolier aux opérateurs étrangers vont déterminer la marge de manœuvre financière de l'Algérie. Très étroite, elle pourrait conduire à une austérité renforcée. C'est dans cette hypothèse qu'est conçue la variante minimale du programme économique à court terme présenté par le gouvernement en septembre dernier. Dans cette variante, les ressources en devises sont réservées aux importations nécessaires pour couvrir les besoins essentiels de la population : santé, habitat, alimentation. Toute marge de manœuvre supplémentaire sera consacrée aux importations indispensables au fonctionnement des industries dont le blocage de l'activité serait particulièrement préjudiciable à l'emploi. Le chômage touche actuellement 1,5 million de personnes, soit 22 % de la population active. La gestion de la pénurie qui est ainsi instituée impose des interventions étatiques qui vont, de façon évidente, à l'encontre de la politique de libéralisation menée depuis 1988. Les importations de produits concurrents de la production nationale seront interdites. Un système de taux de change multiples doit être mis en place.

La loi sur la monnaie et le crédit, qui avait marqué en 1990 une étape importante de la libéralisation, va être révisée pour, notamment, permettre au Trésor de s'endetter à nouveau auprès de la banque centrale. Cependant le gou-

vernement souligne qu'il ne s'agit pas là de l'expression d'un choix idéologique mais de mesures de court terme exigées par la sévérité de la crise. Les éléments d'ouverture qui n'imposent pas un coût ou un ajustement trop sévère à l'économie sont maintenus, voire développés : ouverture aux capitaux étrangers, privatisations, création de zones franches, encouragement des exportations hors hydrocarbures et du tourisme.

En maintenant une telle austérité, l'Algérie devrait commencer à se désendetter. Certes, en 1994, le service de la dette accaparerait encore plus de la moitié des recettes d'exportation, sensiblement moins cependant que les 70 % d'aujourd'hui. La capacité d'importation pourrait alors être élargie et la croissance être moins contrainte. En attendant, la rigueur imposée va encore aggraver le chômage. Le risque social paraît extrêmement important, même si la mise en place d'une contribution de solidarité nationale, de nouvelles dispositions fiscales et la priorité accordée aux besoins essentiels parviennent à limiter les effets de la récession prolongée sur les plus démunis.

Au Maroc et en Tunisie, la crise financière des années 80 a imposé un ajustement de la demande interne moins sévère qu'en Algérie. La gestion de la dette extérieure, le soutien financier multilatéral et bilatéral, ont autorisé une résorption « plus douce » des déficits courants. L'importance des revenus de transferts privés et des recettes du tourisme ont soulagé la contrainte sur le solde marchand. Enfin, la capacité de ces deux pays à développer leurs exportations a pu rapidement autoriser un redémarrage des importations après une courte phase de stabilisation. Si ces deux pays ont connu un ralentissement marqué de leur croissance, ils ont pu échapper à la récession qui touche l'Algérie depuis maintenant six ans. Cependant, la persistance d'un déficit commercial structurel ne manque pas de poser des questions pour l'avenir. Elles tiennent en particulier à la nature des exportations qui ont été développées.

Qu'il s'agisse du textile dans l'un et l'autre pays, ou des engrais au Maroc, le contenu en produits intermédiaires importés de ces exportations est élevé. L'excédent qu'elles dégagent et le rôle moteur qu'elles peuvent avoir sur la croissance s'en trouvent réduits d'autant. Au cours des années récentes, cet effet ne s'est guère révélé au niveau macroéconomique car d'autres catégories d'importations étaient limitées, soit par des évolutions « exogènes » favorables (prix du pétrole pour le Maroc, bons résultats agricoles), soit par le ralentissement de l'investissement. Des conditions exogènes moins favorables comme celles que connaît cette année le Maroc, ou une reprise plus prononcée de la croissance sont susceptibles de révéler ces déséquilibres.

Agnès Chevallier
chercheur au CEPII



PAYS • Le Maroc

Dix ans d'ajustement

LE Maroc est parmi les trois pays du Maghreb celui dont le niveau de revenu par tête est le plus bas : un peu plus de 1 800 dollars par tête en 1990 (au taux de change de parité de pouvoir d'achat), contre 3 100 et 3 250 respectivement en Tunisie et en Algérie. Il fut aussi le premier à être atteint par la crise financière, dès 1983. Intervient alors le premier réajustement de la dette marocaine, tandis que sont mises en place les premières mesures de stabilisation et d'ajustement soutenues par les institutions internationales.

Presque dix ans plus tard, où en est le Maroc ? Souvent qualifié de « bon élève du FMI », le Maroc fait partie des pays en développement très endettés où les mesures d'ajustement ont eu des résultats positifs sans que leur coût apparaisse exorbitant. Le Maroc a atteint en effet un certain nombre d'objectifs : réduction sensible de ses déficits budgétaires et courants, ouverture accrue de l'économie, mise en place des instruments de la libéralisation monétaire et financière, progression du secteur privé. Les efforts de stabilisation ont entraîné au début des années 80 une très nette contraction de l'activité. Mais, en dépit d'une croissance démographique forte, le Maroc a pu éviter la baisse du niveau de revenu par tête.

Une enquête récente menée avec le PNUD et la Banque mondiale montre que durant les années d'ajustement le niveau de

vie moyen a continué d'augmenter et que les progrès du logement, de la santé et de l'éducation se sont poursuivis. Pourtant, il reste beaucoup à faire : le Maroc doit à la fois persévérer dans la voie des réformes et corriger leurs effets négatifs, par exemple en matière d'éducation. Dans les milieux ruraux, le taux de fréquentation de l'école primaire ne dépasse pas 54 % pour les garçons et 29 % pour les filles.

Dans le domaine macroéconomique, les progrès réalisés doivent être consolidés. Toute reprise de la croissance se traduit encore par une aggravation des déséquilibres externes. Le réajustement du budget de l'Etat - mais non des collectivités locales - implique une réforme de la fiscalité directe, politiquement délicate. Sur le terrain de la libéralisation, les progrès accomplis ne sont pas exempts de difficultés. La levée de l'encadrement du crédit et la liberté quasi totale des taux d'intérêt en 1991 se sont traduites par une forte expansion de la masse monétaire et un dérapage inflationniste. Les taux de la privatisation révèlent, pour leur part, les blocages créés par une très forte concentration de la richesse et du pouvoir. Enfin, si le Maroc a pu éviter jusqu'ici une aggravation trop lourde du chômage, l'objectif de la création d'emplois devra plus qu'aujourd'hui être prioritaire dans la poursuite des réformes.

A.C.

SECTEUR • Le livre

Etouffement

LES ventes de livres ont baissé en août de 2 % en valeur et de 6,5 % en volume par rapport au même mois de 1991, selon le baromètre mensuel *Livres Hebdo* de C. Cette baisse fait suite à la légère amélioration constatée en juillet, après de mauvais mois de juin, de mai, un redressement relatif en avril et un très mauvais mois de mars. Sur les huit premiers mois de l'année, les ventes ont connu une progression de 3 % en francs courants, ce qui représente une baisse en volume de 2 %. Un fléchissement très net, après le coup d'arrêt de 1991 et plusieurs années pendant lesquelles le chiffre d'affaires global augmentait de 6 % à 8 %.

Ce recul des ventes n'a pas la même ampleur selon les circuits de distribution. En août, il atteint 4 % en valeur et 8,5 % en volume dans les librairies générales et dans les magasins « multimédias » comme la FNAC, 2 % et 4 % respectivement dans les Maisons de la Presse. Seuls les hypermarchés résistent, avec +4 % en valeur et -0,5 % en volume en août, et leur chiffre d'affaires cumulé depuis janvier demeure positif (+4 %). L'effet de cette baisse globale des ventes est atténué par la hausse des prix des livres non scolaires sur douze mois (6 %), plus du double de celle de l'indice général des prix. Et depuis le début de 1992, la hausse a même été trois fois plus élevée (4,2 % contre 1,4 %).

Si l'on vend moins de livres, on n'en produit pas moins. Malgré une baisse sensible au début de l'été, la production des trois premiers trimestres de 1992 (17 652 titres) se situe pratiquement au niveau de la même période de 1991 (17 827). L'annonce par les éditeurs d'une réduction de leur production n'a donc pas été suivie d'effets réels. Pour le seul mois de septembre, on a compté 2 302 nouveautés et rééditions, soit 19 % de plus que l'an dernier. Il est vrai qu'on en avait publié 3 168 en septembre 1990, mais 2 043 en 1989, 1 925 en 1988.

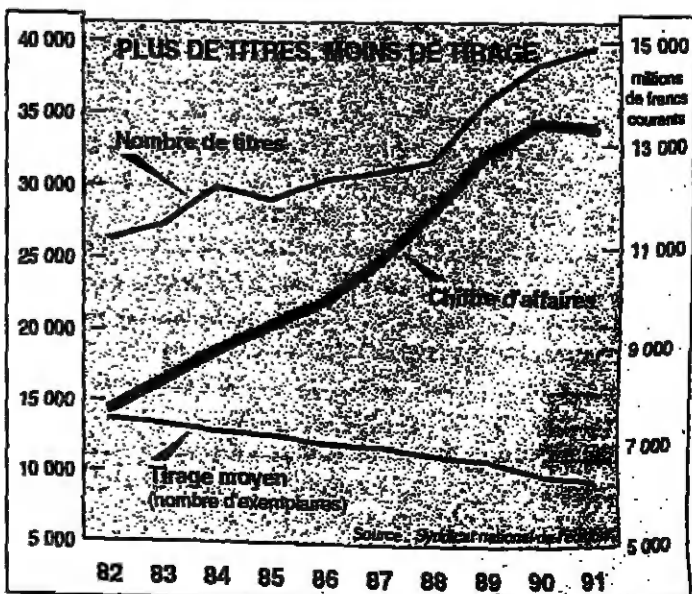
Cette inflation de titres va accentuer la baisse des tirages - et donc de la rentabilité de chaque titre - dont souffrent l'édition et la

librairie depuis de nombreuses années. La production annuelle des livres de poche, par exemple, a plus que doublé en dix ans - 3 500 contre 4 000 - mais leur tirage moyen est tombé, sur la même période, de 25 000 à 12 500. Globalement, entre 1981 et 1990, le nombre de titres est passé de 25 600 à 39 054, soit une augmentation de plus de 50 %, et la production en exemplaires de 345 millions à 386 millions, soit une hausse de 11,9 %. Cette surproduction va aussi asphyxier les librairies et autres canaux de distribution, incapables d'absorber autant de volumes, même s'il se trouvait une clientèle pour les acheter.

Les deux premiers groupes français, Hachette et La Cité, qui ont réalisé près de 70 % du chiffre d'affaires de l'édition, sont dans une passe difficile. En 1992, le chiffre d'affaires d'Hachette-Livre sera inférieur de 3 % à celui de l'année précédente, déjà en baisse de 1,3 % sur 1990. Quant au groupe de La Cité, il a vu ses bénéfices chuter de 31,1 %. Ces résultats médiocres ont entraîné dans ces deux groupes des restructurations importantes, des changements de direction, voire de stratégie, jusqu'à présent pas de stabilisateurs qu'étaient. Le dernier départ en date, celui de Laurent Perrière, qui dirigeait le secteur de littérature générale d'Hachette, montre que la valeur des cadres n'est pas

achevée. Ces difficultés cumulées laissent prévoir, outre l'arrêt d'activité de nombreuses librairies, des mouvements dans le contrôle du capital de certaines maisons et groupes d'édition. Des éditeurs petits et moyens risquent d'être absorbés par des maisons plus importantes ou de céder la propriété de leur entreprise à des sociétés étrangères à l'édition. Et même les grands groupes ne sont pas à l'abri, comme en témoignent les rumeurs selon lesquelles Havas - actionnaire important du groupe de La Cité - a racheté en Bourse des actions d'Hachette. La COB a d'ailleurs ouvert une enquête sur les mouvements du livre Hachette.

Pierre Lepape



Les graphiques et cartes de ce supplément sont réalisés par le service infographique du Monde et l'agence de presse Idé.

Echec
en Algérie